



FUCEC-TOGO
INSTITUTION FAÎTIÈRE

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES **EXERCICE 2021**



JUIN 2022

La Force d'un Réseau

RAPPORT
ANNUEL D'ACTIVITÉS
Exercice 2021

Juin 2022

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
I- PRESENTATION DE LA FUCEC-TOGO	9
1.1. Historique de la Fucec-Togo.....	9
1.2. Environnement socio-économique durant l'exercice clos le 31 décembre 2021	12
II- ACTIVITES REALISEES DURANT L'EXERCICE 2021	15
2.1. Gouvernance	15
2.1.1. L'Assemblée Générale	15
2.1.2. Les activités du Conseil d'Administration.....	15
2.1.3. Les activités du Comité de Crédit	16
2.1.4. Les activités du Conseil de Surveillance	18
2.2. Evolution de la situation financière	21
2.3. Prestations offertes aux Coopec.....	22
2.3.1. Les assistances diverses de la Faïtière aux Coopec.....	22
2.3.2. L'appui de la Faïtière aux Coopec sur le plan institutionnel	24
2.3.3. L'appui de la Faïtière aux Coopec sur le plan organisationnel	24
2.3.4. Les innovations en cours concernant les services offerts	24
2.4. Activités sociales	25
2.4.1. Dimension 1 : ciblage des pauvres et des exclus	25
2.4.2. Dimension 2 : adaptation des produits et services	26
2.4.2. Dimension 3 : bénéfices pour les membres	26
2.4.3. Dimension 4 : responsabilité sociale.....	26
2.5. Mise en œuvre des obligations en matière de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT).....	26
2.5.1. L'organisation et les moyens du réseau en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	27
2.5.2. Les actions de formation et de sensibilisation menées sur la problématique du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	27

2.5.3. La Déclaration des Opérations Suspectes et la Déclaration des Transactions en Espèces	28
2.5.4. Les réponses aux requêtes de la CENTIF ainsi que celles des Autorités d'enquête et de poursuite relatives aux informations sur certaines personnes physiques et morales	29
2.5.5. Les principales faiblesses relevées par l'audit sur la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	29
2.5.6. Les perspectives pour l'année 2022	29
2.6. Changements survenus dans l'organisation.....	30
2.7. Relations avec les autorités de contrôle	30
2.8. Activités avec les partenaires	30
2.8.1. Le projet d'appui à la filière céréalière au Togo	30
2.8.2. Le partenariat avec ADA	30
2.8.3. Le partenariat GIZ et Fucec-Togo	31
2.8.4. Le partenariat AGRO-DR et Fucec-Togo	31
2.8.5. Le Projet National de Promotion de l'Entreprenariat Rural au Togo (PNPER).....	32
2.8.6. Le partenariat Fucec-Togo et MIFA	32
2.8.7. Le Fonds National de Finance Inclusive (FNFI)	32
2.9. Analyse des affiliations et désaffiliations d'institutions membres	33
2.10. Liste des institutions financières auprès desquelles l'institution effectue des placements ou qui lui octroient du financement.....	33
2.11. Difficultés rencontrées	33
III- PERSPECTIVES	35
IV- ETATS FINANCIERS	37
V- ANNEXES	61

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES	DEFINITIONS
ADA	Appui au Développement Autonome
AFD	Agence Française de Développement
AGRO-DR	Association de Groupe de Développement Rural
APSFD	Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAS-IMEC	Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CONAUDEC	Comité National des Unions pour le Développement de l'Epargne et de Crédit
CBU	Commission Bancaire de l'UMOA
CIF	Confédération des Institutions Financières d'Afrique de l'Ouest
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CEE	Crédit Epargne avec Education
DID	Développement International Desjardins
DAIR	Direction de l'Audit Interne du Réseau
ENR	Evaluation Nationale des Risques
F CFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FECECAM	Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole- Mutuel
FUCEC-TOGO	Faîtière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo
LA FINAO	La Financière d'Afrique de l'Ouest
FNFI	Fonds National de la Finance Inclusive
FFH	Freedom From Hunger
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
MIFA	Mécanisme Incitatif de Financement de l'Agriculture
OAM	Opti Assets Management
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PAR	Portefeuille à Risque
PNPER	Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural
PROFADEL	Programme Francophone d'Appui au Développement Local
SFD	Système Financier Décentralisé
SYSFOFOP	Système de Collecte de Fonds sur Place
SIG	Système d'Informations et de Gestion
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USAID	United States Agency for International Development
WOCCU	World Council of Credit Union

Le présent rapport couvre l'exercice clos le 31 décembre 2021 et se décline dans les rubriques suivantes :

- Présentation de la Fucec-Togo : historique, environnement socio-économique durant l'exercice 2021, les pratiques mutualistes ou coopératives ;
- Activités réalisées durant l'exercice 2021 : la gouvernance du réseau, les prestations offertes aux Coopec, les innovations concernant les services offerts, les activités sociales, la mise en œuvre des obligations en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, les relations avec les autorités de contrôle, les activités avec les partenaires, l'évolution de la situation financière du réseau, les changements intervenus dans l'organisation, les difficultés rencontrées, l'analyse des affiliations et des désaffiliations d'institutions membres sur l'exercice 2021, la liste des autres institutions financières auprès desquelles les placements sont effectués ou qui ont octroyé des financements au réseau ;
- Perspectives;
- Etats financiers ;
- Annexes.

I- PRESENTATION DE LA FUCEC-TOGO

1.1. Historique de la Fucec-Togo

Acteur majeur des SFD au Togo, la Faîtière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit (Fucec- Togo) est agréée par le Ministre en charge des finances suivant arrêté N°345/MEF/SG/CAS-IMEC du 26 décembre 2008 modifiant l'arrêté n°155/MEF/DE/CAS-IMEC du 26 novembre 1997 et inscrite sous le numéro T/1/GFLM/97/0001A sur le registre des SFD. La toute première Caisse d'entraide a été l'initiative d'un volontaire américain, James Winter en mission au centre rural agricole de Kougnohou auprès de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo. De proche en proche, des bénévoles togolais regroupés dans un Comité National des Unions pour le Développement de l'Epargne et de Crédit (Conaudec) créé à cet effet en 1969 ont repris et fait aboutir cette initiative en poursuivant l'expansion des Coopératives d'Epargne et de Crédit (Coopec) sur le territoire national. En 1983, la Fédération des Unions Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo) a été portée sur les fonts baptismaux par les Coopec regroupées en unions régionales en remplacement du Conaudec.

Pendant plus d'une décennie, le réseau a principalement bénéficié de l'appui technique du World Council of Credit Unions (WOCCU) sur financement de l'USAID. En avril 1994, du fait de la dégradation de la situation politique au Togo, l'USAID a suspendu ses interventions dans le pays. Cette suspension de la coopération américaine a eu pour conséquence le retrait non planifié du WOCCU à titre d'agence d'exécution et l'arrêt de toute subvention à un moment où l'autosuffisance opérationnelle de l'institution était de moins de 40%. Ce retrait non préparé du principal bailleur de fonds a eu des répercussions négatives sur la viabilité technique et financière du réseau.

La Fucec-Togo a vu le jour dans sa forme actuelle le 23 juin 2001 à Kara. En effet, en juin 2001, la Fédération des Unions Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo, par changement de dénomination est devenue la Faîtière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo pour mieux coller à sa nouvelle vision d'un réseau à deux niveaux. Les Unions Régionales sont supprimées au bénéfice d'une Union Nationale dénommée Faîtière organisée en deux étages :

- Au niveau local, les Coopec : elles ont essentiellement pour rôle la mobilisation des épargnes de leurs membres et l'octroi des crédits à leur profit à partir des épargnes mobilisées. Les Coopec du réseau Fucec-Togo sont implantées aussi bien en milieu rural, périurbain qu'urbain suivant le lien commun d'identité et d'objectif qu'elles se donnent.
- Au niveau national, la Fucec-Togo : elle est l'émanation des Coopec regroupées en une Union Nationale issue de la restructuration de la Fédération en juin 2001, répondant ainsi à un souci d'une plus grande efficacité au service de ses membres. Elle s'attèle à soutenir le développement pérenne et rentable des Coopec, à protéger leurs intérêts et à favoriser la réalisation de leurs objectifs en leur fournissant des services professionnels communs en matière de formation, d'éducation coopérative, de financement, d'inspection, de vérification, de conseil en gestion, de représentation, etc.

La Fucec-Togo agit en qualité d'organisme de coordination, de surveillance et de contrôle

des Coopec affiliées. Les valeurs sur lesquelles le réseau se fonde particulièrement pour réaliser sa vision et remplir sa mission sont l'importance des membres, le professionnalisme, l'intégrité, l'équité-justice et la solidarité.

En effet, «à nos yeux, sans les membres, notre entreprise n'existe pas». Car il n'y a pas de Coopec sans membres, il n'y a pas de Faîtière sans Coopec et il n'y a pas de réseau sans Coopec.

Le service aux membres reste le socle et la justification de la présence des agents dans l'entreprise et ils doivent les servir absolument avec professionnalisme et célérité car le personnel a pleine conscience qu'ils sont la pierre angulaire du développement de notre entreprise. Les dirigeants et le personnel sont imprégnés de la culture de l'excellence, de l'esprit de travail en équipe et veillent constamment à observer une éthique professionnelle dans la prestation des services et le comportement. Les politiques et procédures sont respectées et s'appliquent sans discrimination à tous, dirigeants, personnel et membres de nos institutions dans un esprit de totale égalité. Aucune institution du réseau n'est forte seule. Ensemble, nous constituons l'incroyable force de la coopération et représentons la force du réseau. Le réseau se fixe des objectifs clairs et les réalise notamment par la croissance du portefeuille, sa qualité, la mobilisation de l'épargne et la rentabilité des opérations. Le réseau fait preuve d'innovation et offre des produits et services adaptés aux besoins des membres et aux meilleures conditions. Lorsqu'on nous confie des ressources et des tâches, nous rendons compte du moment et de la façon dont ces ressources sont utilisées et ces tâches accomplies. Ce sont là les valeurs auxquelles notre réseau croit et s'applique à traduire dans ses opérations.

La Fucec-Togo à travers les Coopec a fait de l'épargne préalable, la condition d'accès au crédit mais a expérimenté depuis 1996 une approche alternative pour lutter contre la pauvreté en faisant du crédit un sillon devant conduire à l'épargne. Le produit issu de cette expérience, développé par Freedom From Hunger (FFH) et appelé communément dans le réseau, Crédit Epargne avec Education (CEE) ou Caisse Villageoise ailleurs, est exclusivement destiné aux femmes pauvres du milieu rural et semi-urbain.

Le réseau offre également des services financiers et non financiers aux jeunes à travers deux produits : le YouthStart et le YouthEspoir.

- Depuis le 30 novembre 2012, le YouthStart destiné aux jeunes de 12 à 24 ans permet de leur assurer une éducation financière et la mobilisation de la petite épargne.
- A partir d'octobre 2015, le YouthEspoir permet de financer des jeunes artisans de 18 à 35 ans qui veulent monter leur atelier ou renforcer leurs activités, après leur avoir donné une éducation financière.

La capacité de mobilisation de l'épargne, le niveau important de crédits accordés, les nombreux programmes développés sont autant d'atouts pour le réseau Fucec-Togo pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans notre pays. Le réseau Fucec-Togo a certainement atteint son objectif en matière de mobilisation de l'épargne. Son véritable défi, celui de son avenir, reste la plus grande rentabilisation et une sécurisation accrue des ressources mobilisées à travers une gestion plus professionnalisée des Coopec de base et de la Caisse Centrale de la Faîtière.

Au 31 décembre 2021, la Fucec-Togo compte 35 Coopec affiliées et une Structure Faîtière. En termes combinés les principaux indicateurs caractéristiques se résument comme suit :

Indicateurs	2021	2020	Variations	PAR
Nombre de membres	1 205 821	1 130 111	6,7%	
Encours d'épargne	110 768 708 888	101 114 645 173	9,6%	
Encours de crédit	77 089 858 189	63 829 893 053	20,8%	
Encours en retard de plus de 90 jours	2 246 226 790	3 358 553 137	-33,1%	2,91%
Encours en retard de plus de 30 jours	3 220 998 128	4 459 388 102	-27,8%	4,18%
Encours en retard de plus de 1 jour	4 318 136 570	5 728 751 768	-24,6%	5,60%
Résultat combiné	1 615 387 149	74 264 143	2075,2%	
Total fonds propres combinés	34 511 240 410	32 023 067 095	7,8%	
Total Actif combiné	151 027 038 782	137 277 935 889	10,0%	

NB : les données monétaires sont en F CFA

S'agissant de la Structure Faîtière, les principaux indicateurs caractéristiques se présentent au 31 décembre 2021 comme suit :

Indicateurs	2021	2020	Variations	PAR
Nombre de membres (institutions de base)	35	35	0,0%	
Encours d'épargne	16 631 888 059	28 043 127 101	-40,7%	
Encours de crédit	3 910 962 003	2 312 309 056	69,1%	
Encours en retard de plus de 90 jours	3 777 619	3 777 619	0,0%	0,10%
Encours en retard de plus de 30 jours	3 777 619	3 777 619	0,0%	0,10%
Encours en retard de plus de 1 jour	3 777 619	3 777 619	0,0%	0,10%
Résultat	21 739 347	17 102 163	27,1%	
Total fonds propres	6 688 821 795	6 647 780 313	0,6%	
Total fonds de sécurité	4 224 165 959	3 845 967 650	9,8%	
Total Actif	24 342 378 122	35 767 864 317	-31,9%	

NB : les données monétaires sont en F CFA

1.2. Environnement socio-économique durant l'exercice clos le 31 décembre 2021

Tout comme 2020, l'année 2021 a été marquée par la propagation sans précédent de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Apparue en premier lieu comme une crise sanitaire, elle a conduit rapidement à une crise économique et sociale du fait de ses effets sévères sur l'environnement économique et social. Aucun pays au monde n'a été épargné même s'ils n'ont pas été touchés avec la même sévérité.

La persistance de la crise de la Covid-19 malgré l'espoir suscité par le déploiement des vaccins contre le virus a fait davantage de morts dans le monde en 2021. Le seuil de plus de cinq (05) millions de morts depuis le début de cette pandémie a été franchi en 2021 avec l'effet du variant Delta qui s'est avéré plus contagieux.

Les mesures prises pour endiguer la propagation de la Covid-19 ont eu pour principales conséquences la baisse de la consommation et des investissements, la baisse des transferts de fonds des migrants vers leurs pays d'origine tout ceci induisant la baisse d'activités dans beaucoup de secteurs. Cette situation a eu comme impact final la contraction de la croissance économique, l'augmentation du chômage, de la précarité et des déficits budgétaires même si sur le plan économique les conséquences ont été moins dramatiques en 2021 du fait de l'allègement des mesures restrictives notamment la levée du couvre-feu. Ainsi on peut relever :

Au plan international :

- un retour à la croissance économique mondiale avec un rebond à 5,6% du fait des mesures sanitaires, des politiques publiques, des plans de relance initiés au niveau de chaque pays. Pour l'année 2021, la croissance est attendue à 5,2% en Europe, 5,6% aux États-Unis et 8,1% en Chine. L'Inde avec 9,4% et la France avec 6,8% surpassent les moyennes régionales et se placent parmi les champions de la relance économique ;
- la poursuite, globalement dans le monde, de politiques économiques conjoncturelles tant monétaires que budgétaires, destinées à atténuer les effets de la crise économique due à la Covid-19 ;
- la tenue de la 26^{ème} Conférence des Nations Unies pour les changements climatiques (COP26) à Glasgow, en Ecosse avec la participation de 120 dirigeants mondiaux et plus de 40 000 participants. Au cours de ce sommet, 200 pays ont approuvé le pacte de Glasgow pour le climat. L'adoption de ce pacte permet de limiter le réchauffement de la planète à +1,5°C en 2022. En dehors de la réduction des émissions de CO₂, il y a des mesures à prévoir pour aider les populations déjà touchées par les aléas climatiques, le financement aux pays pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs climatiques et une meilleure collaboration au plan mondial pour la consolidation de l'action pour le climat ;
- aux États-Unis, les actes de violences au Capitole contre les parlementaires qui s'apprêtaient à certifier la victoire de Joe Biden à la présidentielle. Ces violences, inédites, ont fait 6 morts. Par la suite, le démocrate Joe Biden devient officiellement le 46^{ème} président des États-Unis après sa prestation de serment à Washington, en l'absence de son prédécesseur, Donald Trump ;
- accord sur une réforme de la fiscalité internationale : après des années de négociations, 130 pays membres de l'OCDE tombent d'accord, le 1er juillet 2021, sur un plan de réforme de la fiscalité internationale pour mieux taxer les multinationales. Il s'agit de l'imposition d'un taux minimum d'impôt sur les sociétés de 15% à partir de 2023 aux entreprises multinationales.

En Afrique subsaharienne :

- l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ; un projet de zone de libre-échange qui couvre l'ensemble du continent africain, avec comme objectif d'intégrer à terme l'ensemble des 55 États de l'Union Africaine au sein de la zone de libre-échange ;
- la reprise de la croissance dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est nette, estimée à 6,1% en 2021 contre 1,8% en 2020 avec un taux d'inflation de 6%.

Au plan national :

- la reprise substantielle de l'activité économique par rapport à 2020 du fait de l'atténuation des effets liés à la Covid-19. En effet, après un ralentissement de la croissance du PIB à 1,8 % pendant la pandémie de la Covid-19 en 2020, le pays a connu un rebond à 5,3 % en 2021, reflétant un progrès dans le secteur des services. Du côté de la consommation, les dépenses des ménages et les investissements publics et privés ont fortement contribué à la reprise ;
- le déficit des transactions courantes qui s'est élargi à 3,2 % en 2021, soit plus du double de son niveau de 2020. Les dons et les prêts concessionnels ont contribué à financer le déficit de la balance courante. Le déficit budgétaire est resté élevé à 6,5 % du PIB en 2021, entraînant une augmentation de la dette publique de 60,3 % du PIB en 2020 à 64,7 % en 2021. On note un taux d'inflation de 4,5% à fin décembre 2021 ;
- le vote par l'Assemblée Nationale de la loi de finances gestion 2022 avec un budget en dépenses et en recettes en équilibre de 1 779,2 milliards FCFA contre 1 702,9 milliards FCFA en 2021 soit une augmentation de 4,5%, avec une croissance économique projetée sur 2022 de 6,1%.

Au plan interne du réseau :

- la poursuite de la correction des insuffisances des missions de contrôle de la Faîtière par la CBU, la CIF et le Commissaire aux comptes notamment ;
- la tenue des réunions statutaires des organes à la Faîtière et dans les institutions de base exceptée l'Assemblée Générale à cause des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19 ;
- la participation aux activités de la CIF notamment le Copil (Comité de pilotage) pour le remplacement du SIG intégré et le suivi des activités de LA FINAO ;
- la participation aux réunions organisées par la BCEAO avec la tutelle, l'Association professionnelle des SFD du Togo et les institutions relevant de l'article 44 de la loi portant réglementation des SFD. Il s'agit de rencontres organisées et présidées par la BCEAO pour faire le point sur l'évolution du secteur ;
- l'organisation d'une retraite stratégique regroupant les dirigeants élus et les cadres de la Fucec-Togo à Kpalimé ;
- l'organisation d'un atelier de réflexion regroupant les dirigeants élus et les cadres sur l'amélioration des relations entre la Coopec Solidarité et la Structure Faîtière ;
- l'élaboration de la Stratégie de Financement Agricole (SFA) du réseau couvrant la période 2022-2026 ;
- la poursuite de la mise en œuvre du projet Mobile Banking ;
- le lancement de la phase pilote du projet de digitalisation du crédit agricole ;
- le lancement du recrutement d'agents de crédit et d'auditeurs internes pour le compte de certaines institutions de base et de la Faîtière ;
- l'élaboration et l'évaluation des plans de redressement des Coopec fragiles ;
- la tenue de la réunion du Collège des Directeurs des Coopec du 04 au 05 octobre 2021 conformément au plan de travail de la Faîtière.

1.3. Pratiques coopératives

Réseau de coopératives d'épargne et de crédit, la Fucec-Togo fait du renforcement des capacités de ses élus, de son personnel, de ses membres et même du grand public un levier de changement comportemental et de développement des compétences. Les formations et les séances d'éducation coopérative organisées au profit de ses acteurs qui portent sur des thèmes variés, sont des privilèges spécifiques liés à la nature même de notre entreprise au bénéfice des membres. L'exercice démocratique du pouvoir se fait à tous les niveaux de prise de décision selon le principe, une personne une voix, sans aucune forme de discrimination, et chaque organe ou acteur (dirigeant ou technicien) a la responsabilité de rendre compte. La Faïtière veille à ce que les Coopec elles-mêmes se conforment dans leur fonctionnement aux principes coopératifs.

II-ACTIVITES REALISEES DURANT L'EXERCICE 2021

2.1. Gouvernance

Au cours de l'exercice 2021, à l'exception de l'Assemblée Générale, tous les organes de la Fucec-Togo ont accompli les tâches qui leur sont dévolues dans le cadre de leurs réunions périodiques.

2.1.1. L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale de la Fucec-Togo n'a pu tenir de réunion durant l'exercice 2021 en raison des restrictions édictées par le Gouvernement togolais dans le cadre de la lutte contre la pandémie liée à la Covid-19. En effet, le Gouvernement, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire a interdit des rassemblements de personnes en nombre important. Ceci a empêché la Structure Faîtière à l'instar des institutions de base de tenir son Assemblée Générale au titre de l'exercice 2020.

2.1.2 Les activités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a, conformément à la loi et aux textes internes du réseau, veillé au bon fonctionnement et à la bonne gestion de la Structure Faîtière mais aussi de tout le réseau Fucec-Togo. A cet effet, dans le cadre de ses réunions périodiques, il a donné des orientations à la Direction Générale et organisé le suivi des actions de cette dernière. Ainsi a-t-il tenu sur la période sous revue, au total cinq (05) réunions dont quatre (04) ordinaires. En outre, le Conseil d'Administration a effectué deux (02) consultations à domicile sur des questions urgentes. L'organe d'administration a ainsi assuré le suivi périodique de la réalisation des activités prévues pour l'exercice 2021 et de l'exécution des budgets annuels 2021. Ses réunions ont porté notamment sur :

- le rapport d'exécution globale du plan de travail 2020 ;
- le rapport d'exécution globale des budgets 2020 ;
- l'arrêté des comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- l'affectation des résultats des exercices 2019 et 2020 à titre provisoire en attendant la tenue de l'Assemblée Générale conformément aux recommandations du Commissaire aux comptes ;
- les rapports trimestriels d'activités et d'exécution des budgets 2021 du Directeur Général ;
- la prise de contact officielle avec l'Administrateur Provisoire de la Coopec Solidarité ;
- le suivi des activités de l'Administrateur Provisoire de la Coopec Solidarité ;
- le point sur les activités de la CIF ;
- le suivi du projet d'acquisition d'un nouveau SIG porté par la CIF ;
- le point sur les conventions signées par le Directeur Général ;
- l'organisation d'une retraite stratégique regroupant des Dirigeants élus et techniques des institutions du réseau ;
- la participation des Dirigeants et des principaux cadres de la Faîtière à l'atelier de formation et de partage sur l'amélioration des relations entre la Coopec solidarité et la Faîtière ;
- l'examen des demandes d'autorisation de la Direction générale ;
- l'examen des demandes d'autorisation préalable des institutions de base ;

- le suivi de l'évolution de la crise sanitaire liée à la Covid-19 en vue des décisions à prendre ;
- l'examen du projet de partenariat avec BFT pour la digitalisation du Syscofop et du processus de gestion du crédit dans le réseau ;
- la désignation du représentant de la Fucec-Togo au Conseil d'Administration de la société OPTI Asset Management (OAM, SA) ;
- l'examen et l'adoption du rapport d'évaluation annuelle, au titre de l'exercice 2020, du plan d'affaires 2019-2023 ;
- l'adoption des procédures de distribution du Mobile Money (TMoney et Flooz) au sein du réseau ;
- l'adoption de la catégorisation des Coopec du réseau ;
- l'autorisation de la Direction Générale pour la révision de la grille indemnitaire ;
- l'autorisation de la Direction Générale pour l'augmentation de 3% du salaire de base des employés ;
- l'adoption d'une stratégie de financement agricole du réseau ;
- l'adoption de la délégation de pouvoir du Conseil d'Administration au Directeur Général ;
- l'adoption du plan de travail et des budgets de l'exercice 2022.

2.1.3. Les activités du Comité de Crédit

Au cours de l'année 2021, le Comité de Crédit conformément aux dispositions de l'article 15 du décret d'application de la loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés, a effectué les diligences liées à ses prérogatives en tant qu'organe de gestion de crédit de la Faïtière. Au total, quatre (04) réunions ont été tenues durant la période sous revue. Le présent rapport retrace dans ses grandes lignes, les activités menées :

- les débloques de crédits de la Faïtière ;
- le suivi du portefeuille de crédit de la Faïtière ;
- le suivi des crédits sous visa de la Faïtière ;
- les débloques de crédits des Coopec ;
- le suivi du portefeuille de crédit des Coopec et
- le suivi des activités de recouvrement.

2.1.3.1. Les débloques de crédits de la Faïtière

Le Comité de Crédit de la Faïtière a étudié vingt-deux (22) demandes de refinancement provenant des Coopec TdE, Nyaménéko, Ahépé, Bilimon, Echoppe, Lumière, Katchéré, Kouvé, Sitsopé, Elavagnon, Lando, Kara, Novissi et Ceceao au titre de l'exercice 2021. Tous ces crédits ont été accordés pour un montant total de 3 116 445 000 F CFA contre dix (10) demandes pour un montant total de 956 796 000 F CFA au titre de l'exercice précédent soit une variation à la hausse de 225,72%.

2.1.3.2. Le suivi du portefeuille de crédit de la Faïtière

Au 31 décembre 2021, l'encours de crédit de la Faïtière se chiffre à 3 910 962 003 F CFA contre 2 312 309 056 F CFA en 2020 soit une variation à la hausse de 69,14%. Il s'analyse comme suit :

- Encours sains : 3 907 184 384 F CFA ;
- Encours en retard de 1, 30 et 90 jour (s) sont tous de 3 777 619 F CFA soit des PAR à 1, 30 et 90 jour(s) de 0,10% contre 0,16% à fin décembre 2020.

Les PAR à 1, 30 et 90 jour(s) qui sont tous de 0,10% respectent les normes légales qui sont respectivement de 10%, 5% et 3%.

2.1.3.3. Le suivi des crédits sous visa de la Faïtière

Au cours de l'exercice 2021, le Comité Interne de Crédit de la Faïtière a recommandé 775 dossiers de crédit pour un montant total de 16 132 160 000 F CFA contre 756 dossiers de crédit visés pour un montant total de 8 626 271 000 F CFA sur l'exercice précédent soit une variation à la hausse en volume de 87,01%.

L'encours des crédits des Coopec ayant reçu l'avis technique de la Faïtière au 31 décembre 2021 se chiffre à 13 320 719 335 F CFA avec des PAR 1, 30 et 90 jours(s) de 5,11%, 3,30% et 2,08% contre des normes respectives de 10%, 5% et 3%. Contrairement à l'année précédente tous les ratios sont respectés.

2.1.3.4. Les débloques de crédits des Coopec

Evolution des débloques de crédit

Rubriques	2020	2021	Variation 2020-2021
Débloques	73 115 781 000	93 407 931 000	27,75%

Sur l'année 2021, les Coopec ont débloqué, 95 779 dossiers de crédits pour un montant de 93 407 931 000 F CFA contre en 2020, 86 047 dossiers de crédits pour un montant de 73 115 781 000 F CFA soit une variation à la hausse du volume débloqué de 27,75%.

2.1.3.5. Le suivi du portefeuille de crédit des Coopec du réseau.

Evolution des encours de crédits

Rubriques	2020	2021	Variation 2020-2021
Encours de crédits	63 654 915 740	77 044 475 821	21,0%

Le Comité de Crédit de la Faïtière au cours de ses réunions, prévoit toujours un point dans son ordre du jour sur l'évolution du portefeuille de crédit des Coopec. Ainsi au 31 décembre 2021, la situation du portefeuille de crédit des Coopec est de 77 044 475 821 F CFA contre 63 654 915 740 F CFA en 2020 ; soit une variation à la hausse de 21,0%.

Il se penche également sur la qualité de ce portefeuille. Comme l'illustre le tableau suivant, la qualité du portefeuille s'est fortement améliorée au cours de cet exercice.

Cependant, les radiations ont augmenté. Le montant des pertes sur créances irrécouvrables en fin 2021 se chiffrent à 803 969 891 contre 597 169 723 en 2020, soit une augmentation de 34,63%.

Evolution du portefeuille à risque

Rubriques	2020		2021		Variation 2020-2021 (volume)
	Volume	PAR	Volume	PAR	
PAR à 1 jour	5 724 974 149	8,99%	4 314 358 951	5,60%	-24,6%
PAR à 30 jours	4 455 610 483	7,00%	3 217 220 509	4,18%	-27,8%
PAR à 90 jours	3 354 775 518	5,27%	2 242 449 171	2,91%	-33,2%

Il faut noter que l'encours de crédits a connu une hausse de 21,0% tandis que le portefeuille à risque 90 jours est passé de 5,27% à 2,91% avec une diminution nette en volume de 1 112 326 347 F CFA.

Le réseau a certes performé mais cinq (5) Coopec sont à la traîne et ne respectent aucune norme. Il s'agit de : Ahépé, Sitsopé, Kouvé, Solidarité et Ariziki.

2.1.3.6. L'appui au recouvrement

Le suivi des activités de recouvrement dans les Coopec sur la base des contrats de performance définissant des objectifs annuels de recouvrement de ces dernières a été réalisé. Ces objectifs annuels sont fixés suivant les orientations de la CIF comme suit : 40% des impayés de plus de 90 jours à recouvrer par Coopec, 15% des crédits radiés sur les trois dernières années à recouvrer par Coopec.

Ainsi le suivi du consolidé des objectifs annuels de recouvrement du réseau Fucec-Togo, ont permis, d'obtenir, au titre de l'exercice 2021, les résultats retracés dans le tableau ci-après :

Synthèse du recouvrement des créances

Eléments	Objectifs	Réalisations	Taux de réalisation
Impayés de plus de 90 jours	524 294 007	483 383 033	92,20
Encours radiés	221 212 276	139 897 532	63,24

Il faut signaler également que les Coopec ont été appuyées dans le recouvrement des crédits hors de leurs zones d'intervention. Pour l'exercice 2021, les actions de l'agent de recouvrement de la Faïtière ont permis de recouvrer pour le compte des Coopec 2 988 000 F CFA.

2.1.4. Les activités du Conseil de Surveillance

Conformément aux dispositions de la loi et des Statuts de la Fucec-Togo le Conseil de Surveillance a réalisé au cours de l'exercice sous revue, la vérification ou l'inspection des comptes, des livres et opérations de la Structure Faïtière. Il s'est également chargé du contrôle du fonctionnement du Conseil d'Administration et du Comité de Crédit.

2.1.4.1. Contrôles effectués au titre de l'exercice 2021

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le Conseil de Surveillance (CS) a réalisé conformément à son programme annuel d'activités quatre (4) séances de contrôle. Il s'agit des séances effectuées respectivement du 31 mars au 02 avril 2021, du 30 juin au 02 juillet, du 06 au 08 octobre et du 27 au 29 décembre 2021.

Ces contrôles ont été consacrés :

- à la gestion des dépôts et de la trésorerie ;
- à la gestion des crédits ;
- à la comptabilité et au contrôle budgétaire ;
- à l'évaluation de la sécurité et du contrôle interne ;
- à l'examen de la gestion administrative et des pratiques coopératives ;
- à la gestion des stocks ;
- au suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions antérieures ;
- à la revue des différents rapports de la Direction de l'Audit Interne du Réseau ;
- au dépouillement des boîtes à suggestions ;
- à l'analyse et l'adoption des programmes indicatifs d'inspection de la DAIR et des contrôles du Conseil de Surveillance 2022.

Les constats majeurs faits à l'issue de ces vérifications sont relatifs entre autres: à la nature des soldes sur certains comptes de trésorerie ; aux écarts modulaires sur l'auxiliaire de vérification ; aux suspens âgés de plus de trois (3) mois sur les états de rapprochement des comptes bancaires ; à la gestion du dispositif d'accès au bâtiment de la Structure Faïtière ; au registre d'employeur ; à la vidéo surveillance ; à la nouvelle salle serveur et au recyclage des extincteurs.

2.1.4.2. Le compte rendu des missions d'inspection et de vérification

La Direction de l'Audit Interne du Réseau (DAIR) rattachée au Conseil de Surveillance, a procédé à l'inspection complète de toutes les Coopec du réseau au titre de l'exercice 2021 conformément aux dispositions de l'article 113 de la Loi N°2011-009 du 12 mai 2011 portant réglementation des SFD. Elle a également mené des missions spéciales sur demande de certaines Coopec ou pour investiguer sur des cas de malversations.

En outre, les comptes annuels des Coopec et de la Structure Faïtière ont également fait l'objet de révision comptable. Ces missions ont été toutes sanctionnées par des rapports retraçant les constats et les recommandations.

Les constats majeurs sont relatifs notamment : à des détournements de fonds opérés par des employés dans certaines Coopec ; à la dégradation accrue du portefeuille de crédit dans certaines Coopec ; à la situation alarmante de la Coopec Hôpital Bethesda.

S'agissant des révisions des comptes annuels des institutions du réseau de l'exercice 2021, les constats majeurs qui en sont issues sont : le respect de la norme de capitalisation au niveau réseau et par dix-huit (18) Coopec ; le non-respect du niveau de fonds propres requis par dix-sept (17) Coopec dont trois (03) enregistrent des fonds propres négatifs.

Par ailleurs, après la vérification, le Conseil de Surveillance estime que les comptes de la Structure Faïtière du réseau Fucec-Togo arrêtés au 31 décembre 2021 sont réguliers et sincères.

2.1.4.3 La surveillance du fonds de sécurité

Après les travaux de vérification, le fonds de sécurité total constitué à la clôture de l'exercice 2021 se chiffre à quatre milliards deux cent vingt-quatre millions cent soixante-cinq mille neuf cent cinquante-neuf (4 224 165 959) F CFA. Il est à préciser qu'un montant de quatre

cent cinquante millions (450 000 000) F CFA a été alloué à six (6) Coopec sous forme de prêts subordonnés. Ainsi, sur la base des informations disponibles, le Conseil de surveillance estime que le solde de 4 224 165 959 F CFA est régulier et reflète fidèlement l'image du fonds de sécurité du réseau pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le Conseil de Surveillance a en outre, conformément à l'instruction N°019-12-2010 relative à la mise en place du fonds de sécurité ou de solidarité, procédé à l'évaluation de la mise en œuvre des plans de redressement des Coopec ayant bénéficié des concours dudit fonds.

2.1.4.4. Le suivi de la mise en œuvre des recommandations dans le réseau

Conformément au point 1.2.1 de l'annexe à l'instruction n° 017-12-2010 portant organisation du contrôle interne au sein des SFD de l'UMOA, le Conseil de Surveillance est tenu d'évaluer le suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit interne et externe et d'en rendre compte au moins une fois l'an à l'Assemblée Générale. A cet égard, il nous plait de vous en faire le compte rendu suivant :

❖ Au niveau des Coopec

L'évaluation par la DAIR du suivi de la mise en œuvre des recommandations des inspections passées au niveau des Coopec donne un niveau de réalisation acceptable au regard de la procédure de mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection et de vérification au sein de la Fucec-Togo adoptée en décembre 2017. En effet, les taux de mise en œuvre des recommandations varient entre 30,30% et 92,68%. Au total 1096 recommandations de la DAIR ont été exécutées sur les 1624 formulées à l'issue des missions d'inspection réalisées en 2020 soit un taux moyen de réalisation global de 67,49%.

Il faut souligner une régression des scores réalisés par les entités du réseau en 2021 par rapport aux scores de 2020 dont les taux de mise en œuvre des recommandations variaient entre 10,10% et 95,89%, soit un taux moyen de 68,87% contre les 67,49% obtenu en 2021.

Pour rappel, deux institutions du réseau, à savoir les Coopec Solidarité et Ave, avaient fait l'objet de missions de vérification globale de la Commission Bancaire de l'UMOA (CBU).

La Coopec Solidarité a reçu récemment deux missions de la CBU du 27 août au 11 septembre 2018 et du 09 au 13 mars 2020 tandis que la Coopec Ave a reçu une seule mission du 1^{er} au 12 décembre 2014.

La situation de la mise en œuvre des mesures correctives liées aux insuffisances relevées par ces missions se présente comme suit au 31 décembre 2021 :

N°	Institutions	Nombre total de correctifs	Nombre (Taux)		
			Réalisés	En cours	Non Exécutées
1	Solidarité : du 27 août au 11 sept 2018	86	59 (68,60%)	27 (31,40%)	00 (0,00%)
2	Solidarité : du 09 au 13 mars 2020	28	15 (53,57%)	09 (32,14%)	04 (14,29%)
3	Ave : du 1 ^{er} au 12 décembre 2014	79	76 (96,20%)	03 (3,80%)	00 (0,00%)

❖ Au niveau de la Structure Faîtière

Le Comité de Direction de la Structure Faîtière procède chaque trimestre au suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions de la CBU et de la CIF. Ce travail est conforté par le comité en charge du suivi des recommandations qui se réunit également chaque trimestre à cette fin.

Le taux de mise en œuvre des recommandations se présentent comme suit au 31 décembre 2021 :

N°	Missions	Nombre de recommandations	Nombre (Taux)		
			Exécutées	En cours	Non Exécutées
1.	Vérification globale de la CBU d'août 2018	89	73 (82, 2%)	11 (12,36%)	5 (5,62%)
2.	Vérification globale de la CBU de mars 2020	27	17 (62,96%)	05 (18,52%)	5 (18,52%)
3.	Inspection complète de la CIF de nov 2019	38	33 (86,84%)	4 (10,53%)	1 (2,63%)
4.	Inspection complète de la DAIR de déc 2020	34	29 (85,29%)	5 (14,71%)	0 (0,00%)

2.1.4.5. Les recommandations

Les recommandations du Conseil de Surveillance à la lumière des différents constats, sont les suivantes :

- veiller au renforcement du dispositif de contrôle interne dans les entités du réseau en dotant les Coopec qui ne le sont pas encore de contrôleurs permanents ou en renforçant les contrôles de supervision ;
- prendre des sanctions à l'encontre des agents, auteurs des actes frauduleux conformément aux dispositions de procédure disciplinaire en vigueur dans le réseau
- veiller au respect des dispositions, politiques et normes existant dans la gestion des risques de crédit notamment lors du montage des dossiers de crédit ;
- veiller au suivi rigoureux du remboursement des crédits mis en place ;
- veiller à la mise en place de l'organisation structurante de la fonction crédit au sein des Coopec conformément aux instructions de la CIF ;
- affecter progressivement dans d'autres institutions du réseau des agents maintenus au même poste pendant plusieurs années ;
- amener les Coopec à consulter le nombre de fournisseurs requis et faire étudier par une commission ad hoc les dossiers soumissionnés par les prestataires candidats ;
- accélérer le processus de transformation de la Coopec Hôpital Bethesda afin de préserver les dépôts des membres et l'image du réseau ;
- poursuivre et amplifier les mesures de renforcement des fonds propres des Coopec notamment la promotion des parts sociales d'investissement et l'instauration d'un mécanisme de suivi des performances des entités du réseau.

2.2. Evolution de la situation financière

Dans ce contexte de pandémie liée à la Covid-19 qui a durement frappé toutes les exploitations, les chiffres du réseau Fucec-Togo semblent mieux se porter à travers le tableau ci-après contenant les principaux agrégats à savoir : les dépôts collectés, les fonds propres, la liquidité, les crédits consentis à ses membres et les divers placements auprès des institutions financières. Ces agrégats sont rangés dans le tableau en classe de ressources (dépôts collectés et fonds propres) et d'emplois (liquidité, crédits consentis et placement) pour une bonne interprétation. L'analyse couvre la période de 2019 à 2021 afin de permettre une lecture de l'évolution des grandeurs dans le temps.

La ligne 4 du tableau ci-dessous exprimant le degré de couverture des actifs par les ressources internes affiche respectivement 97,5% ; 97,0% et 96,2% soit des taux d'indépendance confortable. Cette situation est corroborée par la ligne 9 qui exprime les degrés de sollicitation des actifs en emplois circulants évalués respectivement à 88,71%, 86,31% et 84,52%.

Les ressources internes du réseau connaissent une variation à la hausse de 13,59% sur la période et sont alimentées à 76% par les dépôts collectés auprès des membres.

En conséquence, on note un gap positif d'autofinancement du réseau en constante évolution à travers la ligne 10 qui affiche respectivement 9,87%, 12,37% et 13,82%.

Les ressources internes du réseau couvrent à suffisance les emplois, ce qui démontre une situation financière confortable.

Sur la rubrique des emplois, tandis que les encaisses et comptes ordinaires débiteurs connaissent une stabilité en valeur absolue soit neuf milliards sur la période 2019-2020 avec un léger rebond en 2021 (10,3 milliards), les encours de crédits consentis aux membres connaissent une évolution significative de 23,68. On observe sur la même période un décrochage des placements de 10,71%.

Evolution de la situation financière de 2019 à 2021

N°	Eléments	Montants		Variations		
		2019	2021	Δ % 2019-2020	Δ % 2020-2021	Δ % 2019-2021
1	Encours des dépôts collectés	96 530 425 675	110 768 708 888	4,75%	9,55%	14,75%
2	Fonds propres et assimilés	31 363 023 290	34 511 240 410	2,10%	7,77%	10,04%
3	Cumul ressources	127 893 448 966	145 279 949 298	4,10%	9,12%	13,59%
4	En % de l'actif	97,46%	96,19%	-	-	-
5	Encaisse et comptes ordinaires débiteurs	9 092 438 306	10 388 362 852	-0,60%	14,9%	14,25%
6	Encours des crédits consentis aux membres	62 330 833 692	77 089 858 189	2,41%	20,7%	23,68%
7	Divers placements à terme dans les Int. Financières	44 979 478 573	40 162 458 399	1,41%	-11,9%	-10,71%
8	Cumul emplois	116 402 750 571	127 640 679 440	1,78%	7,73%	9,65%
9	En % de l'actif	88,71%	84,52%	-	-	-
10	Gap Ressources/Emplois	9,87%	13,82%	-	-	-
11	Actif	131 220 204 602	151 027 038 782	4,62%	10,02%	15,09%
12	Marges d'intérêts	12 972 629 294	13 904 853 011	-4,18%	11,86%	7,19%
13	Résultats nets	906 097 772	1 615 387 149	-91,8%	2075,0%	78,28%

2.3. Prestations offertes aux Coopec

2.3.1. Les assistances diverses de la Faïtière aux Coopec

La Faïtière a apporté aux Coopec du réseau durant la période sous revue, une assistance technique notamment en matière de gestion, de comptabilité, de finances, d'éducation et de formation. Les Coopec ont ainsi bénéficié de l'appui et de l'assistance de la Structure Faïtière dans la mise en œuvre de leur plan de travail et de leurs budgets annuels au titre de 2021.

En outre, elle a accompagné les Coopec dans l'élaboration de leurs comptes annuels 2021 ainsi que de leurs Plan de travail et budgets 2021. Son appui a, également consisté au refinancement des Coopec et à la gestion de leur excédent de trésorerie.

L'assistance aux Coopec à travers la formation a également été effective. Toutefois, à l'instar de l'année passée le déroulement du programme de formation a quelque peu été perturbé en 2021 par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la propagation de cette maladie ont empêché la tenue de certaines sessions

de formation prévues. Néanmoins, sur la période, 1142 acteurs du réseau dont 52 élus et 1090 membres du personnel ont participé à des sessions de renforcement de capacités, organisées et animées, d'une part, par les formateurs internes et, d'autre part, organisées par les partenaires externes. Les formations ont porté notamment sur les thèmes suivants : le fonctionnement d'une Coopec ; la réglementation des SFD ; le code de déontologie ; le règlement intérieur du personnel du réseau ; la protection du client ; la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; la gestion de la fraude ; la dynamique de groupe ; la gestion de la relation clients et les techniques de fidélisation de la clientèle ; la communication et les techniques d'animation de groupe ; les responsabilités de la gouvernance et de la conformité, le management du changement ; les caractéristiques particulières des billets de banque et le traitement rapide des opérations de caisse ; la gestion du crédit agricole et le financement des chaînes de valeurs ; le référentiel comptable des SFD ; le marketing et techniques de vente ; le manuel de contrôle interne ; la gestion efficace des comptes dormants au sein du réseau Fucec-Togo ; les fondamentaux de la monétique et de la finance digitale ; l'initiation à la Gestion des Ressources Humaines et la Gestion des conflits ; l'accès des SFD au système de paiement régional ; le pilotage de la performance globale et évaluation (rating) des SFD ; la rédaction administrative et management des réunions ; la gestion du crédit.

Outre ces formations citées supra, dix-huit (18) membres du personnel ont suivi la formation dans différentes filières du Centre de Formation Bancaire du Togo (CFBT).

Sur un autre registre, l'assistance informatique de la Faîtière aux Coopec a été effective durant l'exercice et ont porté principalement sur : le déploiement de l'antivirus KASPERSKY sur les ordinateurs de tous les sites d'activités du réseau ; la mise en place de matériels informatiques dans le cadre de la mise en œuvre des divers projets de digitalisation ; le déploiement de l'outil de traitement des données pour le renseignement de la plateforme des Bureaux d'Informations sur les Crédits (Outil BIC) et de la plateforme de centrale des risques de la BCEAO ; le lancement de l'expérimentation du dispositif des postes clients légers à la Direction Générale ; l'élaboration des termes de références pour les nouveaux mécanismes de désactivation des ports des supports amovibles d'exécution proposés ; la réalisation des travaux d'extension du réseau informatique sur des sites de production ; l'administration des systèmes ; le traitement des demandes de support ; les travaux de dépannage sur l'application Intercaisses ; l'élaboration et la diffusion des procédures d'intervention à distance sur serveur au sein du réseau ; l'implantation et la mise en exploitation du logiciel GLPI (Gestion Libre de Parc Informatique) ; la mise en place du dispositif d'accès aux serveurs de la Structure Faîtière ; les travaux de câblage informatique.

Sur le plan juridique, la Faîtière a assuré pour le compte des Coopec, le suivi des affaires devant les tribunaux. Une veille est permanemment organisée au profit des Coopec à travers notamment le conseil et l'assistance sur toute question d'ordre juridique et réglementaire.

Le réseau, à travers son unité d'affaire CIF Assurances-Vie Togo, continue de fournir aux membres par l'intermédiaire de leur Coopec des services en matière d'assurance des crédits et d'indemniser les bénéficiaires des contrats en cas de sinistre.

La Fucec-Togo a également, grâce aux partenariats avec les banques de la place et des sociétés de téléphonie mobile, permis aux membres des Coopec de bénéficier des services de transfert d'argent sur le plan national et international à travers Western-Union, Money Gram et Ria et sur le plan domestique à travers les services TMoney et Flooz

La Faîtière et les Coopec forment ainsi un ensemble partageant les objectifs suivants :

- combattre l'usure et l'endettement excessif ;
- encourager la pratique de l'épargne et défendre les intérêts des épargnants ;
- contribuer activement à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie de ses membres ;
- favoriser l'esprit de coopération et de solidarité entre les membres ;
- développer le sens de la responsabilité par la promotion individuelle et communautaire des membres.

La Structure Faïtière a en outre offert aux Coopec des prestations sur le plan institutionnel et organisationnel.

2.3.2. L'appui de la Faïtière aux Coopec sur le plan institutionnel

Durant l'année 2021, la Faïtière a rempli au profit des Coopec, les fonctions qui lui sont dévolues par la loi et les textes internes. Pour ce faire, elle a veillé à la bonne gouvernance des Coopec du réseau en assistant leurs organes dans l'administration, la gestion et le contrôle des institutions. En outre, la Faïtière a assuré la représentation des institutions du réseau auprès des autorités monétaires et de tutelle auxquelles la transmission périodique des informations financières requises a été effective. La représentation des institutions de base s'est faite également notamment auprès de l'APSPD, de la CIF à laquelle la Fucec-Togo est affiliée.

A travers la Direction de l'Audit Interne, la Faïtière a régulièrement procédé à l'inspection de toutes les institutions de base au titre de l'exercice 2021. Elle a également mené des missions spéciales de contrôle en cas de besoin. De plus, elle a procédé à la vérification ainsi qu'à la révision des comptes annuels de toutes les Coopec et de la Structure Faïtière.

2.3.3. L'appui de la Faïtière aux Coopec sur le plan organisationnel

Sur le plan organisationnel, la Faïtière a assuré au bénéfice des institutions de base la veille financière et commerciale. Elle a apporté son assistance technique en matière de gestion, de comptabilité, de finances, d'éducation et de formation. La veille dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et des systèmes d'information a été également effective. Elle a vérifié l'intégrité et la fiabilité des données des Coopec et géré, au mieux de leurs intérêts, leur trésorerie excédentaire ainsi que leurs besoins de trésorerie au travers de la Caisse Centrale.

2.3.4. Les innovations en cours concernant les services offerts

Les innovations relatives aux services offerts dans le réseau concernent l'implémentation d'un nouvel outil d'automatisation du Système de collecte sur place de l'épargne dénommé Syscofop, la digitalisation du processus de crédit et la poursuite du projet Mobile Banking.

En ce qui concerne l'automatisation du Syscofop, le réseau a décidé d'expérimenter une nouvelle solution développée par la société Benin FinTech Technologie (BFT). Cette solution a fait ses preuves à la FECECAM au Bénin. Cette solution permettra d'accroître la rentabilité du produit tout en diminuant la charge de travail des collectrices de fonds. Pour rappel, une première solution dénommée Asterbox, développée par un partenaire Sénégalais SENSOFIT, est implémentée dans cinq (05) Coopec du réseau. Au terme de la période d'évaluation, la meilleure solution sera retenue et déployée sur l'ensemble des sites de production du réseau.

Le réseau s'est également engagé, en partenariat avec la BFT, sur le projet de digitalisation de la gestion du crédit. Un premier volet du projet relatif au crédit agricole a été réalisé avec succès dans cinq (5) Coopec avec l'appui financier de la GIZ. La phase pilote sur le volet relatif aux autres types de crédit a démarré et fera l'objet d'implémentation si les tests s'avéraient

concluants.

S'agissant du projet Mobile Banking dont la convention relative à sa mise en œuvre a été signée en novembre 2020 avec CAGECFI SA, un Cabinet spécialisé dans l'ingénierie financière, la phase pilote a effectivement démarré en 2021. Ce projet consiste en la mise en place d'une plateforme Mobile Banking Flooz et TMoney afin de permettre aux membres des Coopec de bénéficier de l'offre de services Mobile Banking disponibles sur les canaux Web, mobile et USSD. La phase pilote du projet a permis d'éprouver la solution à l'interne en mettant en contribution le personnel et les administrateurs.

2.4. Activités sociales

Au cours de l'exercice 2021, le réseau a réalisé des activités sociales au bénéfice des membres, des élus, du personnel et de la communauté en général. Ces activités ont porté sur quatre (04) dimensions à savoir : le ciblage des pauvres et des exclus, l'adaptation des produits et services, les bénéfices pour les membres et la responsabilité sociale.

2.4.1. Dimension 1 : ciblage des pauvres et des exclus

Sur l'exercice 2021, bien que le nombre de Coopec et de points de vente n'aient pas évolué, le sociétariat a progressé pour s'établir à 1 205 821 soit environ 15% de la population du Togo marquant ainsi une croissance de 7% par rapport à 2020. Les actions menées par la direction commerciale et marketing accompagnée de la multiplication des sessions de formations à l'endroit du personnel du front office sur différentes thématiques commerciales relatives à l'amélioration des conditions d'accueil et de protection du client ont permis cette progression qui entre dans la droite ligne de la mission du réseau qui est : « d'offrir aux populations rurales et urbaines des services financiers et non financiers décentralisés afin d'améliorer leurs conditions de vie tout en assurant la pérennité du réseau. »

2.4.2. Dimension 2 : adaptation des produits et services

Dans son approche de faire du secteur agricole un axe de développement, la Fucec-Togo a mis en place un plan d'orientation stratégique sur le financement agricole sur les cinq prochaines années (2022-2026).

Au cours de l'exercice 2021, le réseau a recruté et déployé dans les Coopec des agents de crédit agricole qui apportent un appui et des conseils de proximité aux clients de ce secteur. Au 31 décembre 2021, l'encours de crédit pour la production agricole est de 6,4 milliards FCFA, soit un taux de progression de 33% par rapport à l'exercice 2020.

En outre, afin de mieux répondre aux besoins des femmes travaillant dans le secteur agricole, le réseau a initié un pilote sur le CEE agricole, une variante du CEE classique, mieux adaptée aux spécificités de ce segment de marché. La fiche produit a été élaborée et l'expérimentation a démarré.

Il faut également rappeler la digitalisation en cours d'un certain nombre de produits notamment le Syscofop, le crédit et l'épargne à travers le Mobile-Banking.

2.4.2. Dimension 3 : bénéfices pour les membres

Au cours de l'exercice 2021, à cause des mesures sanitaires prises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, la Fucec-Togo n'a pu tenir des assemblées générales aussi bien de la Faïtière que des institutions de base. De ce fait, tous les organes n'ont pu être renouvelés. La représentation des femmes dans les différents organes est de 22% de l'effectif total des dirigeants élus dans le réseau. Ces élus ont vu leurs capacités renforcées en 2021 malgré les contraintes liées à la crise sanitaire de la Covid-19.

Sur la période, les intérêts servis sur les comptes dépôts des membres s'élèvent à 1 548 968 227 F CFA contre 812 825 703 F CFA en 2020, soit une augmentation de 90%.

2.4.3. Dimension 4 : responsabilité sociale

En 2021, la Fucec-Togo a poursuivi la mise en application des mécanismes de l'accord d'établissement entre le réseau et son personnel. Ceci a permis de renforcer la gestion impartiale et équitable des employés, en termes de conditions de travail, garanties sociales, évaluation des performances, et divers autres avantages.

Par ailleurs, malgré la crise sanitaire de la Covid-19, 1142 acteurs du réseau dont 52 élus et 1090 membres du personnel ont été formés sur les thèmes cités supra.

Outre ces formations, dix-huit (18) membres du personnel ont suivi la formation dans différentes filières du Centre de Formation Bancaire du Togo (CFBT).

2.5. Mise en œuvre des obligations en matière de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT)

Conformément aux dispositions de l'article 12 de l'Instruction n°007-09-2017 du 25 septembre 2017 portant modalités d'application par les institutions financières de la Loi uniforme N°2018-004 relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, le réseau Fucec-Togo a rempli ses obligations dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif LBC/FT au titre de l'exercice 2021.

Ainsi, en dehors de la production aux Autorités de contrôle du rapport de mise en œuvre du

dispositif interne de prévention du Blanchiment de Capitaux et du Financement du Terrorisme (BC/FT), les activités essentielles ont porté notamment sur :

- l'organisation et les moyens du réseau en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme;
- les actions de formation et de sensibilisation menées sur la problématique du BC/FT ;
- la Déclaration des Opérations Suspectes (DOS) et la Déclaration des Transactions en Espèces (DTE) ;
- les réponses aux requêtes de la CENTIF ainsi qu'à celles des Autorités d'enquête et de poursuite relatives aux informations sur certaines personnes physiques et morales.

2.5.1. L'organisation et les moyens du réseau en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La Fucec-Togo s'est dotée depuis le 15 février 2018 d'un Service Gestion des Risques, Contrôle Permanent et Conformité, rattaché à la Direction Générale. Le 13 mars 2018, il a été nommé un Responsable pour ce service à qui il a été confié le pilotage et l'application du dispositif LBC/FT. Le Chef Service Gestion des Risques, Contrôle Permanent et Conformité dispose d'une indépendance pour l'exercice de ses fonctions eu égard à son rattachement au Directeur Général et a, à sa disposition trente-sept (37) Responsables Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (RLBC/FT) nommés dans chaque institution de base du réseau. Les RLBC/FT ont également des relais LBC/FT qui les accompagnent à leurs Agences et Guichets. Le Responsable LBC/FT réseau est le correspondant unique de la CENTIF pour l'ensemble du réseau et a pour attributions l'animation du réseau en matière de LBC/FT, l'analyse, la centralisation et la Déclaration des Transactions en Espèces, l'analyse et la centralisation des soupçons et des événements émanant du personnel, remontés après intervention des RLBC/FT, l'instruction en interne des dossiers de soupçon, la rédaction des déclarations de soupçons et leur transmission à la CENTIF, la réponse aux enquêtes régulières ou ponctuelles de la CENTIF ou des Autorités d'enquête et de poursuite dans le cadre d'une procédure pénale.

Des programmes internes de prévention du BC/FT élaborés et d'autres reçus de la CENTIF portant sur les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle notamment l'identification de la clientèle (membres/clients), la conservation des pièces et documents et le traitement des transactions suspectes sont dispensés au personnel et aux dirigeants élus lors des formations.

Le nouveau SIG en cours d'acquisition devrait permettre le profilage des membres/clients et des comptes, le filtrage en temps réel des membres/clients et des transactions, le suivi des mouvements sur les comptes et la génération des alertes, et l'identification des transactions à caractère inhabituel ou suspect.

2.5.2. Les actions de formation et de sensibilisation menées sur la problématique du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

L'une des activités importantes réalisées en 2021 au sein du réseau pour la mise en œuvre du dispositif LBC/FT a été sans doute la poursuite du renforcement des capacités du personnel du réseau en matière de LBC/FT. A cet effet, les nouvelles recrues, les nouveaux tout comme les anciens RLBC/FT des institutions de base, les Chefs d'Agence et de Guichet, et surtout les agents de front office (les caissiers, les secrétaires/agents de renseignement et les promotrices) ont

été formés ou recyclés sur la réglementation en matière de LBC/FT. Les modules développés ont porté notamment sur les normes internationales de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, la notion et les manifestations sur le BC/FT, les obligations de vigilance vis-à-vis des clients/membres et de leurs activités notamment le Know Your Customer (KYC), la DTE, les indicateurs et typologies BC/FT à travers les banques et autres Institutions Financières (IF), les investigations liées aux opérations inhabituelles et la Déclaration des Opérations Suspectes ainsi que les nouvelles formes de Blanchiment de Capitaux. De plus, les résultats issus de l'Evaluation Nationale des Risques de BC/FT de juin 2018 à décembre 2019 ont été davantage diffusés.

Au total, au cours de l'année 2021, durant vingt-quatre (24) jours de formation, cinq cent soixante-seize (576) employés provenant de trente-trois (33) institutions dont soixante-dix-neuf (79) caissiers, trente-cinq (35) secrétaires/agents de renseignement, deux cent trente-six (236) responsables ou promotrices Syscofop et CEE, vingt-deux (22) Directeurs, quarante-trois (43) Chefs d'Agence et Chefs Guichets, soixante-quinze (75) Chefs Service Crédit et Engagement et Agents de crédit, cinquante-deux (52) Comptables/Chefs Comptables/Chefs Service Finances et Comptabilité dont trente-trois (33) Responsables LBC/FT, vingt-six (26) Contrôleurs Permanents, trois (3) juristes et cinq (5) chauffeurs ont été formés ou recyclés.

Conformément au Recueil des procédures en matière de LBC/FT du réseau Fucec-Togo, toutes les nouvelles recrues ont signé la charte d'engagement du salarié dans la prévention du BC/FT de même que certains anciens employés qui n'avaient jamais suivi de formation sur le dispositif LBC/FT. En somme, cent quatre-vingt-dix-neuf (199) employés ont signé la charte d'engagement pour le respect du dispositif LBC/FT.

En outre, du 05 au 07 mai 2021, le Responsable LBC/FT du réseau a participé en présentiel à Lomé à un atelier de renforcement de capacités sur la LBC/FT, organisé par la CENTIF-Togo et l'OCWAR-M (Organised Crime West African Response to Money Laundering and the Financing of Terrorism). Ce renforcement de capacités a permis aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de connaître davantage les obligations relatives au dispositif de conformité et aux superviseurs de mieux faire le contrôle et la surveillance en matière de LBC/FT.

2.5.3. La Déclaration des Opérations Suspectes et la Déclaration des Transactions en Espèces

2.5.3.1. La Déclaration des Opérations Suspectes

Conformément aux dispositions de l'article 79 de la Loi uniforme n°2018-004 du 04 mai 2018 et aux procédures internes, le réseau Fucec-Togo a procédé à une seule Déclaration d'Opération Suspecte au cours de l'année 2021.

2.5.3.2. La Déclaration des Transactions en Espèces

Conformément à l'article 15 de la Loi uniforme n°2018-004 du 04 mai 2018 et à l'Instruction n°010-09-2017 du 25 septembre 2017 fixant le seuil pour la DTE et aux procédures internes, le réseau a déclaré pour le compte de l'année 2021, mille quatre-vingt-quatre (1084) transactions en espèces provenant de vingt-trois (23) institutions contre sept cent vingt-trois (723) transactions en espèces provenant de vingt-quatre (24) institutions déclarées au titre de l'exercice 2020 soit une hausse de trois cent soixante et une (361) transactions (49,9%).

2.5.4. Les réponses aux requêtes de la CENTIF ainsi que celles des Autorités d'enquête et de poursuite relatives aux informations sur certaines personnes physiques et morales

Pour le compte de l'année 2021, le réseau a répondu, aux requêtes de la CENTIF et celles de ses partenaires qui ont porté sur les demandes d'informations relatives à des personnes physiques et morales. Les partenaires de la CENTIF concernés sont : la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) et l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB).

Au total, dix-huit (18) requêtes reçues par la Fucec-Togo dont une (1) de la CENTIF, trois (3) de la DGPN et quatorze (14) de l'OCRTIDB ont porté sur quarante-cinq (45) personnes physiques et morales dont quinze (15) sont titulaires de vingt-et-un (21) comptes dans sept (7) institutions de base. Toutes les informations demandées ont été fournies dans les délais impartis à la CENTIF et à ses partenaires. De même, les restrictions demandées sur les comptes ont été appliquées.

2.5.5. Les principales faiblesses relevées par l'audit sur la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi n°2018-004 du 04 mai 2018 relatives aux procédures et contrôle interne et celles de l'article 10 de l'Instruction n°007-09-2017 du 25 septembre 2017 relatives au contrôle interne, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été contrôlé par les audits externes (Commissaires aux comptes) et par l'audit interne (Direction de l'Audit Interne du Réseau) lors de leurs missions de vérification et d'inspection sur place et sur pièces au cours de l'année dans les institutions du réseau. Ainsi, sur l'exercice 2021, les principales faiblesses relevées sont :

- la non-numérisation et non intégration dans le logiciel transactionnel SAF SYSDE de la photographie d'identité et signature exigées des membres ;
- l'absence de notation et de classification pour distinguer les membres suivant les risques BC/FT contrairement à l'article 25 de la Loi uniforme n°2018-004 du 04 mai 2018 ;
- l'absence de profilage des comptes des membres sur la nature des opérations courantes, du revenu, du patrimoine et du profil des membres.

2.5.6. Les perspectives pour l'année 2022

En dehors des activités classiques, de réponses aux requêtes de la CENTIF, de renforcement de capacités du personnel et des élus, de détection et de traitement des transactions inhabituelles ou suspectes le réseau en 2022 projette de :

- poursuivre la vulgarisation des indicateurs et typologies BC/FT aux agents de front office du réseau notamment les caissiers, les agents de renseignement et les promotrices pour une meilleure prévention des risques de BC/FT ;
- maintenir la surveillance accrue sur les opérations des Personnes Politiquement Exposées (PPE) ;
- suivre la tenue effective et régulière du registre électronique des opérations inhabituelles ou suspectes et procéder au besoin aux investigations nécessaires et contrôles renforcés ;
- procéder à la nouvelle identification des membres pour lesquelles les pièces autorisées et les informations sur leur identité n'étaient pas bien retenues lors de leur ouverture de compte ;

- poursuivre efficacement l'identification de la clientèle, la conservation des pièces et documents, la DTE et au besoin la DOS ;
- procéder à l'identification du bénéficiaire effectif ou de l'ayant droit économique ;
- accorder une vigilance particulière lors de l'entrée en relation d'affaires avec les Organismes à But Non Lucratif (OBNL) notamment les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Associations de même que les mouvements de fonds opérés sur leurs comptes ;
- poursuivre les préparatifs pour la numérisation des pièces reçues des membres à l'ouverture de comptes lors de l'entrée en relation d'affaires avec eux.

2.6. Changements survenus dans l'organisation

Aucun changement majeur n'est intervenu dans l'organisation de l'institution au cours de l'exercice 2021.

2.7. Relations avec les autorités de contrôle

Dans ses relations avec les autorités, la Fucec-Togo a rempli les obligations à sa charge. Ainsi, les rapports annuels, au titre de l'exercice 2020, de toutes les institutions du réseau ont été transmis dans les délais.

Elle a également fait le reporting des données mensuelles et trimestrielles. L'état de mise en œuvre des mesures correctives des insuffisances relevées par les missions de contrôle a été transmis à la Commission Bancaire à la fin de chaque trimestre. Sur un autre plan, la Faîtière et les Coopec visées à l'article 44 de la Loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés ont été représentées à toutes les rencontres périodiques organisées par la BCEAO.

Par ailleurs, l'Administration provisoire de la Coopec Solidarité, l'une des Coopec affiliées, se poursuit. En effet, le mandat de l'Administrateur Provisoire arrivé à terme en octobre 2021 a été renouvelé.

2.8. Activités avec les partenaires

La Fucec-Togo a exécuté au cours de l'année 2021, différents projets avec des partenaires techniques et financiers (PTF). La situation du portefeuille de crédits dans le cadre de ces partenariats au cours de l'année 2021 se présente comme ci-après.

2.8.1. Le projet d'appui à la filière céréalière au Togo

Ce projet a été initié par l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF) et l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre africain de formation (INADES-Formation) en partenariat avec la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (CPC-Togo).

Il vise à favoriser l'accès des agriculteurs au crédit dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au Togo. Notre réseau finance dans ce cadre l'achat d'intrants et les opérations de « warrantage ».

Au cours de l'année 2021, 54 004 750 FCFA ont été débloqués à l'endroit de 910 producteurs. L'encours de crédit au 31 décembre 2021, s'élève à 60 272 316 FCFA.

2.8.2. Le partenariat avec ADA

Appui au Développement Autonome (ADA) est une ONG Luxembourgeoise qui travaille avec la Fucec-Togo en vue de favoriser l'inclusion des vulnérables de la population notamment les jeunes et les populations intervenants dans le secteur agricole.

Le partenariat d'ADA avec la Fucec-Togo porte sur deux (02) volets à savoir :

- volet coaching en financement agricole
- volet financement des jeunes (YouthEspoir)

2.8.2.1. Le partenariat sur le coaching en financement agricole

Ce partenariat vise à accompagner la Fucec-Togo dans la gestion du crédit agricole par l'amélioration des outils et méthodologies de crédit agricole et le développement de mécanismes de financement appropriés pour le secteur agricole.

A travers des produits de crédits spécifiques à la production, au stockage et à la commercialisation, 7010 individus dans le secteur agricole (dont 2 480 femmes) ont bénéficié d'un accompagnement financier pour un montant total de 2 720 689 151 FCFA au cours de l'année 2021.

Au 31 décembre 2021, l'encours de crédit s'élève à 2 476 873 885 FCFA.

2.8.2.2. Le partenariat pour le financement des jeunes (YouthEspoir)

Le crédit YouthEspoir est destiné aux jeunes diplômés de 18 à 35 ans évoluant dans l'artisanat. Ce crédit connaît une baisse drastique depuis les trois (03) dernières années. Les portes d'accès que sont les Coopec ne sont plus très engagées sur ce produit. Les dispositions sont en train d'être prises avec l'appui du partenaire ADA pour la relance du produit.

Les collectes de fonds dans le cadre de ce programme continuent dans le réseau. Cependant, le produit a besoin d'être réadapté pour susciter l'attrait de la cible et l'engagement des Coopec.

2.8.3. Le partenariat GIZ et Fucec-Togo

Démarré par l'initiative « Credit for Farmers Business », le partenariat de la Fucec-Togo avec GIZ s'est renforcé par la signature d'une convention de partenariat le 07 décembre 2021 dans le cadre du Programme pour le financement agricole (ProFinA). Ce partenariat vise à appuyer la Fucec-Togo pour renforcer ses capacités d'intervention auprès des acteurs des chaînes de valeur agricole grâce :

- au renforcement des compétences de son personnel sur le financement agricole ;
- à l'appui au développement de produits et services financiers adaptés aux acteurs du secteur agricole ;
- à l'appui à l'amélioration de ses outils de gestion du crédit agricole.

L'accompagnement des acteurs des chaînes de valeur agricole dans le cadre du ProFinA par la Fucec-Togo va effectivement démarrer au cours de l'année 2022

2.8.4 Le partenariat AGRO-DR et Fucec-Togo

La convention de partenariat signé entre l'Association de Groupe de Développement Rural (AGRO-DR) et la Fucec-Togo vise à octroyer des crédits sur la base d'un fonds de garantie aux producteurs maraîchers installés dans les bas-fonds du fleuve Zio.

Les crédits dans le cadre de ce partenariat visent à soutenir les réalisations des cultures de contre-saisons. Au cours de l'année 2021, 13 producteurs ont été accompagnés pour un crédit de 1 250 000 FCFA pour la réalisation des activités de production agricole.

2.8.5. Le Projet National de Promotion de l'Entreprenariat Rural au Togo (PNPER)

Ce projet vise à favoriser l'entreprenariat rurale et faciliter l'accès aux services financiers aux primo-entrepreneurs, entrepreneurs établis et coopératives selon un mécanisme qui associe accompagnement technique, subvention, crédit et fonds de garantie.

Au cours de l'année 2021, 34 primo entrepreneurs ont été accompagnés par la Fucec-Togo pour un montant total de 106 769 060 F CFA. L'encours de crédit au 31 décembre 2021 s'élève à 186 594 955 F CFA.

Le PNPER a été clôturé le 30 juin 2021.

2.8.6. Le partenariat Fucec-Togo et MIFA

Ce partenariat porte sur le financement des acteurs des chaînes de valeurs agricoles sur la base d'un mécanisme de partage de risque intégrant l'accès au marché, l'accompagnement technique des producteurs, l'assurance agricole. Il vise à regrouper l'ensemble des fonds du Ministère de l'agriculture de la production animale et halieutique auprès de la Fucec-Togo pour l'appui aux acteurs du secteur agricole dans un seul mécanisme.

Au cours de l'année 2021, treize (13) acteurs agricoles ont bénéficié de crédits d'un montant total de 189 843 100 F CFA pour la réalisation d'activités comme la production agricole, l'élevage de pondeuses, la commercialisation de production agricole etc. Au 31 décembre 2021, l'encours de crédit s'élève à 216 888 291 F CFA.

2.8.7. Le Fonds National de Finance Inclusive (FNFI)

Parmi les crédits partenariat avec l'Etat, figure le FNFI qui a démarré depuis juillet 2014. Les activités relatives au FNFI ont connu une baisse depuis 2017 dans les Coopec pour les raisons liées aux impayés, au non versement des frais de gestion depuis 2018 et à l'absence de compensation des crédits radiés à hauteur de 5% comme prévu dans la convention en cours. Durant l'exercice 2021 le partenaire a organisé des rencontres d'échanges auxquelles la Fucec-Togo a pris part pour faire le bilan des activités et les perspectives pour le prochain exercice. Ci-dessous le récapitulatif des statistiques au cours de l'exercice 2021.

Eléments	2020	2021	Variation	Observations
Nombre de GS	3 372	2 686	-20,34	Le nombre de Groupes Solidaires (GS) actifs a connu une forte baisse de 20,34% traduisant une récession des activités du FNFI dans les Coopec qui ont connu des difficultés dans la gestion dudit produit.
Nombre de membres	7 657	6 321	-17,45	Le nombre de membres a connu également une baisse de 17,45%. Cette décroissance découle de la baisse du nombre de GS ayant obtenu du crédit au cours de l'exercice 2021.
Montant débloqué	558 242 500	392 700 000	-29,65	Le montant débloqué a baissé de 29,65%.

2.9. Analyse des affiliations et désaffiliations d'institutions membres

Durant l'exercice sous revue, le réseau n'a enregistré ni d'affiliation ni de désaffiliation de Coopec.

2.10. Liste des institutions financières auprès desquelles l'institution effectue des placements ou qui lui octroient du financement

Au titre de l'exercice 2021, les placements des institutions du réseau en dépôts à terme, en obligations et en fonds communs de placement sont faits dans les institutions suivantes : Banque Atlantique Togo, BSIC, Coris Bank, UTB, Orabank, SIAB, LA FINAO, OAM, SGI-Togo. Sur l'exercice 2021, aucune institution financière n'a octroyé de financement au réseau.

2.11. Difficultés rencontrées

Au rang des difficultés, on peut signaler :

- l'existence au sein du réseau de Coopec structurellement déficitaires ;
- la gestion non optimale des risques dans les institutions du réseau caractérisée notamment par la violation des politiques de crédit dans certaines institutions du réseau, la faiblesse du suivi structuré du portefeuille de crédit, la prise inconsidérée de risque dans certains financements ;
- le déséquilibre de la taille des institutions du réseau ;
- les limitations du SIG en usage dans le réseau pour la production des informations financières à des fins d'analyse et de décisions.

III- PERSPECTIVES

Dans un contexte de rude concurrence sur le marché national de la microfinance marqué par l'arrivée de grosses structures composées de SFD sous forme de sociétés anonymes et de sociétés de téléphonie mobile, le renforcement de la réglementation envisagée dans le cadre du projet de loi devant régir à l'avenir les institutions de microfinance de la zone en matière de gouvernance notamment pour les SFD à caractère mutualiste ou coopérative d'épargne et de crédit, la limitation projetée du niveau de concours à accorder par les SFD à leurs membres et bénéficiaires ou clients, les effets ravageurs de la Covid-19 ..., les perspectives du réseau s'articulent autour des défis suivants :

- assurer l'unité du réseau en privilégiant la gestion des crises internes, en veillant à l'adoption et à l'application des textes harmonisés et en mettant en œuvre les politique et procédures d'optimisation de la taille des institutions du réseau ;
- continuer l'amélioration de la communication interne entre les entités du réseau pour une gouvernance plus participative et inclusive ;
- améliorer les services en commun fournis aux institutions de base par une Faîtière plus agile et axés sur l'efficacité des Coopec ;
- offrir des services d'épargne et de crédit adaptés pour les besoins des membres selon une approche dynamique et modernisée, tout en renforçant l'efficacité du processus d'octroi et de suivi des crédits ;
- disposer d'un réseau rentable et présentant une sécurité financière à tous les niveaux (Coopec et Faîtière) ;
- rendre effective l'offre des services financiers numériques à travers la digitalisation des processus de crédit et le Mobile Banking ;
- mettre en œuvre les décisions issues de la retraite stratégique tenue en 2021.

En levant les défis ci-avant identifiés, notre institution s'inscrira plus que jamais dans sa mission et sa vision.

A cet effet, les orientations stratégiques définies par la Fucec-Togo se présentent comme suit :

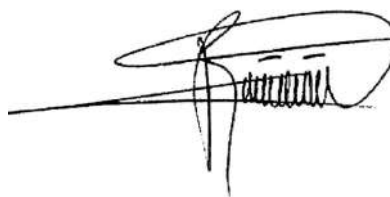
- la modernisation du réseau à travers l'accroissement de la proximité avec la clientèle à travers une offre diversifiée adaptée à ses besoins et livrée dans un réseau de distribution approprié, l'acquisition d'un SIG performant, intégré, innovant et évolutif afin de supporter adéquatement les besoins des membres, des Coopec et de la Faîtière, l'amélioration de la qualité des services de façon à accroître significativement l'expérience avec les membres et la construction graduelle de la marque Fucec-Togo ;
- la consolidation de la santé financière du réseau par le biais de l'augmentation du volume d'activités et le suivi étroit des performances des entités, l'accroissement de la rentabilité financière du réseau ainsi que le renforcement de la sécurité financière et physique du réseau ;
- le leadership et la mobilisation des ressources humaines à travers l'amélioration des processus des ressources humaines ;
- l'ajustement organisationnel par l'adaptation de la structure organisationnelle et de la capacité de gestion à la croissance des activités et aux défis des prochaines années ;

- la promotion de la distinction coopérative en développant la culture coopérative de toutes les composantes du réseau afin d'améliorer la performance financière et sociale et le sentiment d'appartenance des membres.

Dans ces perspectives, le réseau travaillera à :

- poursuivre la correction des insuffisances relevées par les missions d'inspection et de contrôle ;
- poursuivre la mise en conformité des institutions du réseau à la réglementation à travers le renforcement des fonds propres de chaque institution du réseau par des outils appropriés ;
- poursuivre la collaboration avec les partenaires techniques et financiers notamment MIFA, FNFI, GIZ, AFD, ADA et DID ;
- lancer la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur l'optimisation de la taille des institutions du réseau.

Pour le Conseil d'Administration
Le Président,



Essossimanadada DADANEMA

IV- ETATS FINANCIERS

BILAN COMBINE											DIMF 2000	
Etat : C												
Faitière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)												
Date d'arrêté : 31/12/2021												
F:01 / NT:003												
D : AA0												
N.S. : TOG 9/00												
P : A												
M : 1												
(En francs CFA)												
Code Poste	ACTIF	2021		2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020			
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET							
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES												
A01		51 529 606 713	0	51 529 606 713	55 643 756 177	F01	OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	103 745 757	124 766 474			
A10	Valeur en caisse	3 416 817 481	0	3 416 817 481	3 278 541 148	F1A	Comptes ordinaires créditeurs	3 311 090	3 406 603			
A11	Billets et monnaies	3 416 817 481	0	3 416 817 481	3 278 541 148	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	69 163 451	70 153 451			
	Monnaie électronique acquise	0	0	0	0	F2B	Dépôts à terme reçus	0	0			
						F2C	Dépôts de garantie reçus	69 163 451	70 153 451			
						F2D	Autres dépôts reçus	0	0			
A12	Comptes ordinaires débiteurs	6 971 545 371	0	6 971 545 371	5 759 449 014	F3A	Comptes d'emprunts	4 112 000	4 739 788			
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	40 209 825 549	0	40 209 825 549	45 681 835 612	F3E	Emprunts à moins d'un an	4 112 000	4 739 788			
A2H	Dépôts à terme constitués	40 162 458 399	0	40 162 458 399	45 611 835 612	F3F	Emprunts à terme	0	0			
A2I	Dépôts de garantie constitués	0	0	0	0	F50	Autres sommes dues aux institutions financières	0	0			
A2J	Autres dépôts constitués	47 367 150	0	47 367 150	70 000 000	F55	Ressources affectées	22 190 827	38 284 827			
A3A	Comptes de prêts	241 564 324	0	241 564 324	191 725 524	F60	Dettes rattachées	4 968 390	8 181 805			
A3B	Prêts à moins d'un an	0	0	0	0							
A3C	Prêts à terme	241 564 324	0	241 564 324	191 725 524							
A60	Créances rattachées	689 853 988	0	689 853 988	732 204 878							
A70	Prêts en souffrance et immobilisés	0	0	0	0							
	Prêts Immobilisés	0	0	0	0							
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0							
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0							
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0							
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS												
B01		80 260 379 595	1 235 308 094	79 025 071 501	64 432 439 866	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	111 880 172 803	101 179 638 408			
B2D	Crédits court terme	36 797 993 608	0	36 797 993 608	28 966 857 210	G10	Comptes ordinaires créditeurs	82 623 706 012	76 593 349 427			
B2N	Comptes ordinaires	0	0	0	0	G15	Dépôts à terme reçus	8 593 852 418	8 557 791 126			
B30	Crédits à moyen terme	25 126 533 478	0	25 126 533 478	19 033 748 943	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0			
B40	Crédits à long terme	11 676 158 363	0	11 676 158 363	9 941 867 247	G30	Autres dépôts de garantie reçus	18 842 675 916	15 269 944 566			
B65	Créances rattachées	3 412 085 730	0	3 412 085 730	2 553 792 083	G35	Autres dépôts reçus	636 000 000	620 000 000			
B70	Crédits en souffrance et immobilisés	3 247 608 416	1 235 308 094	2 012 300 322	3 936 174 383	G60	Emprunts	0	0			
	Crédits Immobilisés	1 169 751 113	0	1 169 751 113	2 389 545 526	G70	Autres sommes dues	0	0			
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	430 032 299	164 694 173	265 338 125	737 344 784	G90	Dettes rattachées	1 183 938 456	138 553 289			
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	676 864 241	394 547 114	282 317 127	686 692 532							
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	970 960 763	676 066 807	294 893 956	122 591 541							
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES												
C01		8 462 025 715	59 935 333	8 402 090 381	5 578 305 082	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	4 531 879 811	3 950 463 911			
C10	Titres de placement	1 129 920 057	0	1 129 920 057	1 908 782 797	H10	Versements restant à effectuer	0	0			
C30	Comptes de stocks	92 376 305	0	92 376 305	89 045 549	H40	Créditeurs divers	1 841 794 057	1 690 811 958			
C31	Stocks de meubles	0	0	0	0		Comptes de valeurs à imputer	0	0			
C32	Stocks de marchandises	0	0	0	0	H6A	Comptes d'ordre et divers	2 690 085 754	2 259 651 953			
C33	Stocks de fournitures	92 376 305	0	92 376 305	89 045 549	H6B	Comptes de liaison	12 651 958	57 175 808			

BILAN COMBINE										DIMF 2000	
Etat : C											
Faitière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)											
Date d'arrêté : 31/12/2021											
F-02 / NT:003											
D : AAO											
N.S. : TOG 9/00											
M : 1											
(En francs CFA)											
Code Poste	ACTIF	2021		2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020		
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET						
C34	Autres stocks et assimilés	0	0	0	0	H6C	Comptes de différences de conversion	0	0		
C40	Débiteurs divers	6 220 304 991	59 935 333	6 160 369 658	2 845 809 778	H6G	Comptes de régularisation - passif	2 474 405 526	2 106 277 594		
C55	Créances rattachées	17 214 057	0	17 214 057	21 415 747	H6P	Comptes d'attente - passif	203 028 270	96 198 551		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	211 455 193	0	211 455 193	140 466 019						
C59	Valeurs à rejeter	0	0	0	0						
C6A	Comptes d'ordre et divers	790 755 112	0	790 755 112	572 785 191						
C6B	Comptes de liaison	159 898 625	0	159 898 625	121 775 777						
C6C	Comptes de différence de conversion	0	0	0	0						
C6G	Comptes de régularisation actif	424 968 948	0	424 968 948	388 163 233	K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0		
C6Q	Comptes transitoires	0	0	0	0	K20	Titres de participation	0	0		
C6R	Comptes d'attente - actif	205 887 539	0	205 887 539	62 846 180						
D01	VALEURS IMMOBILISEES	17 464 836 749	5 394 566 563	12 070 270 186	11 623 434 765	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	34 511 240 410	32 023 067 095		
D1A	Immobilisations financières	4 207 950 000	0	4 207 950 000	4 207 950 000	L10	Subventions d'investissement	5 695 595	8 004 617		
D1E	Titres de participation	4 207 950 000	0	4 207 950 000	4 207 950 000						
D1L	Titres d'investissement	0	0	0	0	L20	Fonds affectés	4 498 655 874	4 381 794 055		
D10	Prêts et titres subordonnés	0	0	0	0	L21	Fonds de garantie	230 053 614	492 632 744		
D1S	Dépôts et cautionnements	91 196 162	0	91 196 162	88 310 961	L22	Fonds d'assurance	0	0		
D23	Immobilisations en cours	1 867 597 111	0	1 867 597 111	2 159 932 897	L23	Fonds de bonification	0	0		
D24	Incorporelles	903 129 461	0	903 129 461	1 037 256 747	L24	Fonds de sécurité	4 224 165 959	3 845 967 650		
D25	Corporelles	964 467 650	0	964 467 650	1 122 676 150	L25	Autres fonds affectés	44 436 301	43 193 661		
D30	Immobilisations d'exploitation	10 378 035 299	5 222 548 241	5 155 487 058	4 381 844 148	L27	Fonds de crédit	800 949 980	784 856 230		
D31	Incorporelles	168 632 242	167 880 343	751 899	936 602	L30	Provisions pour Risques et Charges	2 076 712 301	2 043 585 666		
D36	Corporelles	10 209 403 057	5 054 667 898	5 154 735 159	4 380 907 546	L31	Provisions pour charges de retraite	830 489 614	825 842 644		
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0	L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature	0	0		
D41	Incorporelles	0	0	0	0	L33	Autres provisions pour risques et charges	1 246 222 886	1 217 743 021		
D45	Corporelles	0	0	0	0	L35	Provisions réglementées	0	0		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	888 961 277	172 018 322	716 942 955	736 846 759	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	0	0		
D46	Incorporelles	0	0	0	0	L37	Provision spéciale de réévaluation	0	0		
D47	Corporelles	888 961 277	172 018 322	716 942 955	736 846 759	L41	Emprunts et titres émis subordonnés	0	327 978 494		
						L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	0	0		
						L45	Fonds pour risques financiers généraux	1 959 307 585	1 090 044 874		
						L50	Primes liées au capital	0	0		
						L55	Réserves	14 016 038 049	13 761 539 167		
D50	Credit bail et opérations assimilées	0	0	0	0	L56	Réserve générale	2 979 605 213	2 882 305 443		
D51	Credit-bail	0	0	0	0	L57	Réserves facultatives	864 876 685	858 970 974		
D52	L.O.A.	0	0	0	0	L58	Autres réserves	10 171 556 151	10 020 262 750		
D53	Location-vente	0	0	0	0	L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	0	0		
						L60	Capital	10 125 778 500	9 838 445 000		

BILAN COMBINE										DIMF 2000
Etat : C										
Faitière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)										
F:03 / NT:003										
D : AA0										
N.S. : TOG 9/00										(En francs CFA)
M : 1										
Code Poste	ACTIF	2021		2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET					
D60	Créances rattachées	31 096 900	0	31 096 900	48 550 000	L61	Capital appelé	10 125 778 500	9 838 445 000	
D70	Créances en souffrance	0	0	0	0	L62	Capital non appelé	0	0	
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0	L65	Fonds de dotation	232 713 144	232 713 144	
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0	L70	Report à nouveau (+ ou -)	-819 997 767	-520 158 294	
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0					
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0					
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé	0	0	0	0					
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé	0	0	0	0					
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	0	0	0	0	L75	Excédent des produits sur les charges	0	0	
						L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	1 615 387 149	74 264 143	
						L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	1 615 387 149	74 264 143	
						L82	Excédent ou déficit de l'exercice	0	0	
E90	TOTAL ACTIF	157 716 848 772	6 688 809 990	151 027 038 782	137 277 935 889	L90	TOTAL PASSIF	151 027 038 782	137 277 935 889	

HORS BILAN COMBINÉ		DIMF 2000	
Etat:		Etablissement: FUCEC - TOGO	
Date d'arrêt : 31/12/2021		(en milliers de francs CFA)	
D:AC0		F:01/001	
P: A	N.S.: TOG X/XX	M:1	
Code poste	LIBELLES	2021	2020
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1A	Engagements donnés en faveur des institutions financières		
N1H	Engagements recus des institutions financières		
N1J	Engagements donnés en faveur des membres, bénéficiaires ou clients		
N1K	Engagements reçus des membres, bénéficiaires ou clients		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2A	D'ordre des institutions financières	30 000	
N2H	Reçus des institutions financières		(24 000)
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	337 214	177 515
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
N3A	Titres à livrer		
N3B	Intervention à l'émission		
N3C	Marché gris		
N3D	Autres titres à livrer		
N3E	Titres à recevoir		
N3F	Intervention à l'émission		
N3G	Marché gris		
N3H	Autres titres à livrer		
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES		
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus		
P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	Francs CFA vendus non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrées		
	PRÊTS OU EMPRUNTS EN DEVISES		
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
	OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME		
P1G	Opérations de change à terme francs CFA à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de change à terme devises à recevoir contre francs CFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report /déport non couru à recevoir		
P1M	Report /déport non couru à payer		
P1R	Intérêts non courus en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		
P1V	Ajustements devises hors bilan		
	AUTRES ENGAGEMENTS		
Q1A	Engagements donnés		
Q1B	Engagements reçus		
	OPERATIONS EFFECTUEES POUR LE COMPTE DE TIERS		
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles	92 212	26 582
Q1F	Comptes exigibles après encaissement	(92 212)	(26 582)
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux	50 000	
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers	211 698	211 698
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX		

COMPTÉ DE RESULTAT COMBINÉ										DIMF 2080	
Faillière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)											
F:01 / NT:004											
D : RAO											
N.S. : TOG 9/00											
M-1											
P : A										(En francs CFA)	
Code Poste	CHARGES			2021	2020	Code Poste	PRODUITS			2021	2020
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES			491 395 021	422 463 464	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES			2 836 171 615	2 687 167 879
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			15 848	8 391	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs			92 041 087	105 893 067
R1B	Organe financier			0	0	V1B	Organe financier			0	0
R1C	Caisse centrale			0	0	V1C	Caisse centrale			0	0
R1D	Trésor Public			0	0	V1D	Trésor Public			0	0
R1E	CCP			0	0	V1E	CCP			3 251 549	3 879 861
R1F	Banques et correspondants			0	0	V1F	Banques et correspondants			88 789 538	101 763 381
R1H	Etablissements financiers			0	0	V1H	Etablissements financiers			0	0
R1I	SFD			15 848	8 391	V1I	SFD			0	5 412
R1K	Autres institutions financières			0	0	V1K	Autres institutions financières			0	244 413
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs			0	0	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs			2 728 498 643	2 566 138 689
R1N	Dépôts à terme reçus			0	0	V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués			2 728 498 643	2 566 138 689
R1P	Dépôts de garantie reçus			0	0	V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués			0	0
R1Q	Autres dépôts reçus			0	0	V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués			0	0
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts			1 526 317	26 861 666	V2A	Intérêts sur comptes de prêts			13 810 935	13 702 226
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an			1 526 317	26 861 666	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an			0	0
R2G	Intérêts sur emprunts à terme			0	0	V2G	Intérêts sur prêts à terme			13 810 935	13 702 226
R2R	Autres intérêts			23 286	4 206	V2Q	Autres Intérêts			508 000	1 284 000
R2T	Divers intérêts			23 286	4 206	V2S	Divers Intérêts			508 000	1 284 000
R2Z	Commissions			489 829 570	395 589 201	V2T	Commissions			1 312 950	149 897
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS			1 667 936 123	943 852 581	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS			13 228 012 540	11 109 701 555
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients			1 548 968 227	812 825 703	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients			9 567 812 526	7 970 407 515
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			1 113 167 156	414 806 776	V3G	Autres crédits à court terme			4 585 390 651	3 758 741 557
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus			392 248 493	354 251 472	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme			3 659 855 167	2 997 546 973
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			0	0	V3N	Intérêts sur crédits à long terme			1 322 566 708	1 214 118 984
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			5 032 574	5 467 451		Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients			0	0
R3I	Intérêts sur autres dépôts reçus			38 520 004	38 300 004	V3R	Autres Intérêts			68 253 312	67 313 731
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues			0	0	V3T	Divers Intérêts			68 253 312	67 313 731
R3Q	Autres Intérêts			0	0	V3X	Commissions			3 591 946 701	3 071 980 309
R3T	Commissions			118 967 896	131 026 878						
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE			13 904 853 011	12 430 553 389		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE			0	0
	TOTAL CHARGES D'INTERETS			2 159 331 144	1 366 316 045		TOTAL PRODUITS D'INTERETS			16 064 184 155	13 796 869 434
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES			50 000	0	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES			51 740 103	55 301 303
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			0	0	V4C	Produits et profits sur titres de placement			51 740 103	54 641 303
R4K	Charges sur opérations diverses			50 000	0	V4D	Intérêts sur crédit accordés au personnel non membre			0	0
R4N	Commissions			0	0	V4E	Produits sur opérations diverses			0	660 000
						V4F	Commissions			0	0
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0	0	V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES			55 825 550	0
R5C	Frais d'acquisition			0	0	V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés			0	0
R5D	Etalement de la prime			0	0	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation			55 825 550	0
						V5F	Produits et profits sur titres d'investissement			0	0

COMPTÉ DE RESULTAT COMBINÉ										DIMF 2080	
Faillière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)										(En francs CFA)	
F:02 / NT:004											
D : RA0											
N.S. : TOG 9000											
M1											
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020				
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0				
R5G	Charges sur opérations de crédit bail	0	0	V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	0	0				
R5H	Dotations aux amortissements	0	0	V5J	Loyers	0	0				
R5J	Dotations aux provisions	0	0	V5K	Reprises de provisions	0	0				
R5K	Moins-values de cession	0	0	V5L	Plus-values de cession	0	0				
R5L	Autres charges	0	0	V5M	Autres produits	0	0				
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	0	0	V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	0	0				
R5N	Dotations aux amortissements	0	0	V5P	Loyers	0	0				
R5P	Dotations aux provisions	0	0	V5Q	Reprises de provisions	0	0				
R5Q	Moins-values de cession	0	0	V5R	Plus-values de cession	0	0				
R5R	Autres charges	0	0	V5S	Autres produits	0	0				
R5S	Charges sur opérations de location -vente	0	0	V5T	Produits sur opérations de location vente	0	0				
R5T	Dotations aux amortissements	0	0	V5V	Loyers	0	0				
R5U	Dotations aux provisions	0	0	V5W	Reprises de provisions	0	0				
R5V	Moins-values de cession	0	0	V5X	Plus-values de cession	0	0				
R5X	Autres charges	0	0	V5Y	Autres produits	0	0				
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés / capital social	3 298 006	16 653 681								
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0	V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0				
R6B	Pertes sur opérations de change	0	0	V6B	Gains sur opérations de change	0	0				
R6C	Commissions	0	0	V6C	Commissions	0	0				
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	0	0	V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	2 619 171	4 067 328				
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières	0	0	V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières	0	0				
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires	0	0	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	615 000	20 000				
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières	0	0	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières	0	50 000				
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	2 004 171	3 997 328				
R6S	Charges sur engagements sur titres	0	0	V6Q	Produits sur engagements sur titres	0	0				
R6T	Charges sur autres engagements reçus	0	0	V6R	Produits sur autres engagements donnés	0	0				
				V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers	0	0				
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	30 618 527	31 828 169	V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	189 113	350 351				
R6W	Charges sur les moyens de paiement	16 500	0	V6V	Produits sur les moyens de paiement	24 913	0				
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	30 602 027	31 828 169	V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	164 200	350 351				
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	9 250	2 000	V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	6 488 617	8 658 515				
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif	0	0	V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif	366 250	486 900				
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière	9 250	2 000	V7C	Transferts de charges d'exploitation financière	0	163 532				
R7D	Diverses charges d'exploitation financière	0	0	V7D	Divers produits d'exploitation financière	6 122 367	8 008 083				
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	82 886 770	19 893 647		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	0	0				
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	33 975 783	48 483 850		AUTRES PRODUITS FINANCIERS	116 862 553	68 377 497				
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	13 904 853 011	12 430 553 389		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0				
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	82 886 770	19 893 647		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	0	0				
	PRODUIT FINANCIER NET	13 987 739 781	12 450 447 036		CHARGE FINANCIERE NETTE	0	0				
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	312 583 110	303 302 094		VENTES	0	0				

COMPTÉ DE RESULTAT COMBINÉ						DIMF 2080	
Fédération des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)						(En francs CFA)	
Date d'arrêt : 31/12/2021							
P : A							
D : RA0							
N.S. : TOG 9/00							
M:1							
Code Poste	CHARGES	2 021	2 020	Code Poste	PRODUITS	2 021	2 020
R8G	Achats de marchandises	318 132 082	299 211 599	V8B	MARGE COMMERCIALE	0	0
R8J	Stocks vendus	0	0	V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
R8L	Variations de stocks marchandises	-5 548 972	4 090 495				
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	14 802 695 545	13 049 806 803		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	2 588 818 706	1 039 007 458
S02	FRAIS DE PERSONNEL	7 255 014 743	6 617 066 614		PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	51 162 090	47 549 517
S03	Salaires et traitements	5 594 354 498	5 034 998 025	W4A	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	0	0
S04	Charges sociales	1 610 504 381	1 528 353 634	W4B	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues	0	0
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	50 155 865	53 714 955	W4D			
S1A	IMPOTS ET TAXES	128 075 959	129 966 395		Plus-values de cession	7 314 885	10 267 450
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 549 418	2 762 347	W4G	sur immobilisations incorporelles et corporelles	7 314 885	10 267 450
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	125 965 541	126 487 203	W4J	sur immobilisations financières	0	0
S1D	Impôts directs	1 536 120	132 035	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation	9 074 700	3 411 900
S1G	Impôts indirects	97 107	395 920	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	18 740 000	18 740 000
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	305 962	333 400	W4M	Charges relaturées	18 740 000	18 740 000
S1J	Impôts et taxes divers	124 026 352	125 625 848	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	561 000	716 845	W4P	Autres transferts de charges	0	0
	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	3 122 735 554	2 916 520 121	W4Q	AUTRES PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	16 032 505	15 130 167
S2A	Services extérieurs	988 299 138	1 040 032 561		PRODUCTION IMMOBILISEE	0	0
S2B	Redevances de crédit-bail	0	0	W50	Immobilisations incorporelles	0	0
S2C	Loyers	124 507 627	122 942 789	W51	Immobilisations corporelles	0	0
S2D	Charges locatives et de co-propriété	20 000	0	W52			
S2F	Entretien et réparations	257 181 335	242 618 542	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	306 190	18 212 720
S2H	Primes d'assurance	452 718 964	548 687 035	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
S2J	Etudes et recherches	14 714 736	215 000		REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2 431 094	12 105 924
S2K	Frais de formation du personnel	84 998 643	76 905 312	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	2 431 094	8 656 493
S2M	Divers	54 157 833	48 663 883	X56	Reprises de provisions sur immobilisations	0	3 449 431
S2L							
S3A	Autres services extérieurs	1 782 505 692	1 587 732 653		REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	2 534 919 332	961 139 296
S3B	Personnel extérieur à l'institution	0	0	X6B	Reprises de provisions sur créances en souffrance	1 678 821 789	245 794 883
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	480 305 221	447 330 658	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	262 843 768	45 253 647
S3E	Publicité, publications et relations publiques	291 165 066	264 383 588	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	960 838 590	49 748 434
S3G	Transports de biens	0	0	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	455 139 431	150 792 802
S3J	Transports collectifs du personnel	0	0	X6F	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	21 713 593	8 606 088
S3L	Déplacements, missions et réceptions	255 270 534	175 203 844	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	465 918 725	341 217 222
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	476 141 156	439 031 396	X6I	Reprises de provisions réglementées	0	4 000 000
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	272 606 301	250 592 548	X6J	Récupération sur créances amorties	368 465 225	361 521 103
S3P	Divers	7 017 414	11 190 620				
	Charges diverses d'exploitation	351 930 724	288 754 907	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	160 580 802	205 237 212
S4A	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	46 155 481	32 647 516		PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	413 964 346	270 030 550
S4D	Indemnités de fonction versées	0	0				
S4I	Frais de tenue d'assemblée	188 344 382	173 306 200	X81			

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE							DMF 2080
Etat : M							
Date d'arrêté : 31/12/2021							
P. A.							
D : RA0							(En francs CFA)
N.S. : TOG 9/00							
M:1							
Code Poste	CHARGES	2 021	2 020	Code Poste	PRODUITS	2 021	2 020
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations	0	0	L80	DEFICIT	0	0
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0				
S4M	sur immobilisations financières	0	0				
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	1 810 600	2 000 000				
S4Q	Produits rétrocedés	1 810 600	2 000 000				
S4R	Autres transferts de produits	0	0				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	115 620 261	80 801 191				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	939 689 223	322 881 417				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	897 865 408	871 269 272				
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir	168 487 585	171 659 475				
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	722 940 323	699 609 798				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation	6 437 500	0				
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours	0	0				
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	0	0				
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation	0	0				
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 459 315 657	2 192 102 983				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 154 567 392	1 140 808 732				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	162 383 544	180 357 571				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	354 087 377	797 226 230				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	638 096 470	163 224 931				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	32 508 140	26 393 882				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	468 618 930	419 412 428				
T6J	Dotations aux provisions réglementées	0	0				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	592 293 853	540 614 599				
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	211 327 343	64 873 343				
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	132 749 802	230 203 760				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	173 519 849	194 684 520				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	114 167 180	112 460 935				
L80	EXCEDENT	1 615 387 149	74 264 143				
T84	TOTAL CHARGES	19 344 410 562	15 379 522 151	X84	TOTAL PRODUITS	19 344 410 562	15 379 522 151

BILAN COOPEC DE BASE										DIMF 2000	
Fuceac-Togo - Ensemble Coopéc											
F:01 / NT:003											
D : AA0											
N.S. : TOG 9/00											
M : 1										(En francs CFA)	
P : A											
Code Poste	ACTIF	BRUT	2021	NET	2020	Code Poste	PASSIF	2021	2020		
			AMT/PROV		NET						
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	56 718 316 347	0	56 718 316 347	56 658 304 643	F01	OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 598 426 633	1 870 980 175		
A10	Valeur en caisse	3 231 333 907	0	3 231 333 907	3 061 236 508	F1A	Comptes ordinaires créditeurs	3 311 090	3 406 603		
A11	Billets et monnaies	3 231 333 907	0	3 231 333 907	3 061 236 508	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	69 163 451	70 153 451		
	Monnaie électronique acquise	0	0	0	0	F2B	Dépôts à terme reçus	0	0		
						F2C	Dépôts de garantie reçus	69 163 451	70 153 451		
						F2D	Autres dépôts reçus	0	0		
A12	Comptes ordinaires débiteurs	10 200 192 992	0	10 200 192 992	8 272 992 945	F3A	Comptes d'emprunts	3 458 133 815	1 737 412 055		
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	42 479 655 582	0	42 479 655 582	44 502 044 357	F3E	Emprunts à moins d'un an	1 170 461 889	518 569 492		
A2H	Dépôts à terme constitués	42 479 655 582	0	42 479 655 582	44 502 044 357	F3F	Emprunts à terme	2 287 671 926	1 218 842 563		
A2I	Dépôts de garantie constitués	0	0	0	0	F50	Autres sommes dues aux institutions financières	0	0		
A2J	Autres dépôts constitués	0	0	0	0	F55	Ressources affectées	22 190 827	38 284 827		
A3A	Comptes de prêts	401 087 429	0	401 087 429	191 725 524	F60	Dettes rattachées	45 627 450	21 723 238		
A3B	Prêts à moins d'un an	90 000 000	0	90 000 000	0						
A3C	Prêts à terme	311 087 429	0	311 087 429	191 725 524						
A60	Créances rattachées	406 046 437	0	406 046 437	630 305 309						
A70	Prêts en souffrance et immobilisés	0	0	0	0						
	Prêts Immobilisés	0	0	0	0						
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0						
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0						
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0						
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	80 214 115 645	1 231 530 475	78 982 585 170	64 259 151 627	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	111 875 556 282	101 174 338 963		
B2D	Crédits court terme	36 797 993 608	0	36 797 993 608	28 966 857 210	G10	Comptes ordinaires créditeurs	82 619 089 491	76 588 049 982		
B2N	Comptes ordinaires	0	0	0	0	G15	Dépôts à terme reçus	8 593 852 418	8 557 791 126		
B30	Crédits à moyen terme	25 126 533 478	0	25 126 533 478	19 033 748 943	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0		
B40	Crédits à long terme	11 634 553 613	0	11 634 553 613	9 769 518 728	G30	Autres dépôts de garantie reçus	18 842 675 916	15 269 944 566		
B65	Créances rattachées	3 411 204 148	0	3 411 204 148	2 552 852 363	G35	Autres dépôts reçus	636 000 000	620 000 000		
B70	Crédits en souffrance et immobilisés	3 243 830 797	1 231 530 475	2 012 300 322	3 936 174 383	G60	Emprunts	0	0		
	Crédits Immobilisés	1 169 751 113	164 694 173	1 169 751 113	2 389 545 526	G70	Autres sommes dues	0	0		
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	430 032 299	394 547 114	282 317 127	737 344 784	G90	Dettes rattachées	1 183 938 456	138 553 289		
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	676 864 241	672 289 188	294 893 956	686 692 532						
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	967 183 144	53 651 833	1 673 808 558	1 811 734 256	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	2 986 750 633	2 700 531 586		
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 727 460 392	0	233 260 000	443 392 740	H10	Versements restant à effectuer	0	0		
C10	Titres de placement	233 260 000	0	84 723 133	80 461 633	H40	Créditeurs divers	472 535 138	556 776 482		
C30	Comptes de stocks	84 723 133	0	0	0		Comptes de valeurs à imputer	0	0		
C31	Stocks de meubles	0	0	0	0	H6A	Comptes d'ordre et divers	2 514 215 495	2 143 755 104		
C32	Stocks de marchandises	0	0	84 723 133	80 461 633	H6B	Comptes de liaison	12 651 958	57 175 808		
C33	Stocks de fournitures	84 723 133	0								

BILAN COOPEC DE BASE										DIMF 2000	
Fucec-Togo - Ensemble Coopcec											
F:02 / NT:003											
D : AA0											
0 N.S. : TOG 9/00											
M : 1											
P : A											
Date d'arrêté : 31/12/2021											
(En francs CFA)											
Code Poste	ACTIF	BRUT	2021		2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020	
			AMT/PROV	NET	NET						
C34	Autres stocks et assimilés	0	0	0	0	H6C	Comptes de différences de conversion	0	0	0	
C40	Débiteurs divers	452 036 428	53 651 833	398 384 595	596 286 550	H6G	Comptes de régularisation - passif	2 298 551 801	1 990 380 745		
C55	Créances rattachées	6 855 923	0	6 855 923	8 860 617	H6P	Comptes d'attente - passif	203 011 736	96 198 551		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	193 603 116	0	193 603 116	121 551 088						
C59	Valeurs à rejeter	0	0	0	0						
C6A	Comptes d'ordre et divers	756 981 792	0	756 981 792	561 181 627						
C6B	Comptes de liaison	154 481 942	0	154 481 942	116 361 244						
C6C	Comptes de différence de conversion	0	0	0	0						
C6G	Comptes de régularisation actif	396 612 311	0	396 612 311	381 974 202						
C6Q	Comptes transitoires	0	0	0	0						
C6R	Comptes d'attente - actif	205 887 539	0	205 887 539	62 846 180						
D01	VALEURS IMMOBILISEES	15 051 971 968	4 739 037 298	10 312 934 670	9 800 245 236	K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	
D1A	Immobilisations financières	3 112 410 000	0	3 112 410 000	3 118 360 000	K20	Titres de participation	0	0	0	
D1E	Titres de participation	3 112 410 000	0	3 112 410 000	3 118 360 000						
D1L	Titres d'investissement	0	0	0	0	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	29 226 911 197	26 783 585 039		
D10	Prêts et titres subordonnés	0	0	0	0	L10	Subventions d'investissement	5 695 595	8 004 617		
D1S	Dépôts et cautionnements	89 053 947	0	89 053 947	86 763 538						
D23	Immobilisations en cours	1 407 862 083	0	1 407 862 083	1 700 197 869	L20	Fonds affectés	0	0	0	
D24	Incorporelles	518 862 195	0	518 862 195	652 989 481	L21	Fonds de garantie	0	0	0	
D25	Corporelles	888 999 888	0	888 999 888	1 047 208 388	L22	Fonds d'assurance	0	0	0	
D30	Immobilisations d'exploitation	9 522 587 761	4 567 018 976	4 955 568 785	4 150 565 821	L23	Fonds de bonification	0	0	0	
D31	Incorporelles	163 143 306	162 391 407	751 899	936 602	L24	Fonds de sécurité	0	0	0	
D36	Corporelles	9 359 444 455	4 404 627 569	4 954 816 886	4 149 629 218	L25	Autres fonds affectés	0	0	0	
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0	L27	Fonds de crédit	0	0	0	
D41	Incorporelles	0	0	0	0	L30	Provisions pour Risques et Charges	1 646 927 643	1 704 831 068		
D45	Corporelles	0	0	0	0	L31	Provisions pour charges de retraite	589 923 187	585 276 217		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	888 961 277	172 018 322	716 942 955	736 846 759	L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature	0	0	0	
D46	Incorporelles	0	0	0	0	L33	Autres provisions pour risques et charges	1 057 004 455	1 119 554 850		
D47	Corporelles	888 961 277	172 018 322	716 942 955	736 846 759	L35	Provisions réglementées	0	0	0	
						L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	0	0	0	
						L37	Provision spéciale de réévaluation	0	0	0	
						L41	Emprunts et titres émis subordonnés	486 507 409	504 130 327		
						L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	16 985 173	3 167 930		
						L45	Fonds pour risques financiers généraux	1 829 307 585	1 083 339 874		
D50	Crédit bail et opérations assimilées	0	0	0	0	L50	Primes liées au capital	0	0	0	
D51	Crédit-bail	0	0	0	0	L55	Réserves	14 004 991 646	13 750 492 764		
D52	L.O.A.	0	0	0	0	L56	Réserve générale	2 975 186 659	2 877 886 889		
D53	Location-vente	0	0	0	0	L57	Réserves facultatives	862 667 390	856 761 679		
						L58	Autres réserves	10 167 137 597	10 015 844 196		
						L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	0	0	0	
D60	Créances rattachées	31 096 900	0	31 096 900	7 511 250	L60	Capital	10 125 778 500	9 838 445 000		
						L61	Capital appelé	10 125 778 500	9 838 445 000		

BILAN COOPEC DE BASE										DIMF 2000	
Etat : M											
0 Fucec-Togo - Ensemble Coopec											
F:03 / NT:003											
D : AA0											
0 N.S. : TOG 9/00											
M : 1											
P : A											
Code Poste	ACTIF	2021		2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020	(En francs CFA)	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET						
D70	Créances en souffrance	0	0	0	0	L62	Capital non appelé	0	0		
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0	L65	Fonds de dotation	19 412 162	19 412 162		
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0	L70	Report à nouveau (+ ou -)	-502 342 318	-185 400 682		
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0						
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0						
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé	0	0	0	0						
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé	0	0	0	0						
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	0	0	0	0	L75	Excédent des produits sur les charges	0	0		
						L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	1 593 647 802	57 161 980		
						L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	1 593 647 802	57 161 980		
						L82	Excédent ou déficit de l'exercice	0	0		
E90	TOTAL ACTIF	153 711 864 352	6 024 219 607	147 687 644 745	132 529 435 762	L90	TOTAL PASSIF	147 687 644 745	132 529 435 762		

COMPTES DE RESULTAT COOPEC DE BASE						DMIF 2080	
Fuceco-Togo - Ensemble Coopec							
F-01 / NT-004							
D : RA0							
N.S. : TOG 9/00							
M:1						(En francs CFA)	
Etat - M							
Date d'arrêt : 31/12/2021							
P : A							
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES			V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES		
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	2 203 514 978	1 931 602 339	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	2 801 559 026	2 710 166 149
R1B	Organe financier	34 272	8 391	V1B	Organe financier	194 344 957	185 413 951
R1C	Caisse centrale	0	0	V1C	Caisse centrale	0	0
R1D	TTrésor Public	0	0	V1D	TTrésor Public	103 467 260	82 233 152
R1E	CCP	0	0	V1E	CCP	0	0
R1F	Banques et correspondants	0	0	V1F	Banques et correspondants	3 251 549	3 879 861
R1H	Etablissements financiers	0	0	V1H	Etablissements financiers	87 607 723	99 051 113
R1I	SFD	34 272	8 391	V1I	SFD	0	0
R1K	Autres institutions financières	0	0	V1K	Autres institutions financières	18 424	5 412
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	0	0	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs	0	244 413
R1N	Dépôts à terme reçus	0	0	V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	2 592 192 185	2 509 616 075
R1P	Dépôts de garantie reçus	0	0	V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	2 592 192 185	2 509 616 075
R1Q	Autres dépôts reçus	0	0	V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués	0	0
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	138 874 020	113 070 934	V2A	Intérêts sur comptes de prêts	13 810 935	13 702 226
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	28 427 168	24 552 173	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	0	0
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	110 446 851	88 518 761	V2G	Intérêts sur prêts à terme	13 810 935	13 702 226
R2R	Autres intérêts	23 286	4 206	V2Q	Autres Intérêts	508 000	1 284 000
R2T	Divers intérêts	23 286	4 206	V2S	Divers Intérêts	508 000	1 284 000
R2Z	Commissions	2 064 583 400	1 818 518 808	V2T	Commissions	702 950	149 897
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 549 616 209	813 188 943	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	13 212 345 450	11 092 154 830
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	1 548 968 227	812 825 703	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	9 558 528 294	7 958 551 990
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	1 113 167 156	414 806 776	V3G	Autres crédits à court terme	4 585 390 851	3 758 741 557
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	382 248 493	354 251 472	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	3 659 855 167	2 997 546 973
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	0	0	V3N	Intérêts sur crédits à long terme	1 313 282 476	1 202 263 460
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus	5 032 574	5 467 451		Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
R3I	Intérêts sur autres dépôts reçus	38 520 004	38 300 004	V3R	Autres Intérêts	68 235 080	67 297 842
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues	0	0	V3T	Divers Intérêts	68 235 080	67 297 842
R3Q	Autres Intérêts	0	0	V3X	Commissions	3 585 582 075	3 066 304 997
R3T	Commissions	647 982	363 240				
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	12 260 773 289	11 057 529 696		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	3 753 131 188	2 744 791 283		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	16 013 904 477	13 802 320 978
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	0	0	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES	24 595 364	22 159 414
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	0	0	V4C	Produits et profits sur titres de placement	24 595 364	21 499 414
R4K	Charges sur opérations diverses	0	0	V4D	Intérêts sur crédit accordés au personnel non membre	0	0
R4N	Commissions	0	0	V4E	Produits sur opérations diverses	0	660 000
				V4F	Commissions	0	0
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 825 550	0
R5C	Frais d'acquisition	0	0	V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	0	0
R5D	Etalement de la prime	0	0	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation	20 825 550	0
				V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	0	0

COMPTÉ DE RESULTAT COOPEC DE BASE										DMF 2020
Etat : M C										
Fucec-Togo - Ensemble Coopec										
Date d'arrêté : 31/12/2021										
F.02 / NT:004										
D : RA0										
N.S. : TOG 9/00										
M-1										(En francs CFA)
P. A										
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020			
RSE	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES			V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES					
R5G	Charges sur opérations de crédit bail	0	0	V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	5 933 400	0			
R5H	Dotations aux amortissements	0	0	V5J	Loyers	165 000	0			
R5J	Dotations aux provisions	0	0	V5K	Reprises de provisions	165 000	0			
R5K	Moins-values de cession	0	0	V5L	Plus-values de cession	0	0			
R5L	Autres charges	0	0	V5M	Autres produits	0	0			
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	0	0	V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	0	0			
R5N	Dotations aux amortissements	0	0	V5P	Loyers	0	0			
R5P	Dotations aux provisions	0	0	V5Q	Reprises de provisions	0	0			
R5Q	Moins-values de cession	0	0	V5R	Plus-values de cession	0	0			
R5R	Autres charges	0	0	V5S	Autres produits	0	0			
R5S	Charges sur opérations de location-vente	0	0	V5T	Produits sur opérations de location vente	5 768 400	0			
R5T	Dotations aux amortissements	0	0	V5V	Loyers	5 768 400	0			
R5U	Dotations aux provisions	0	0	V5W	Reprises de provisions	0	0			
R5V	Moins-values de cession	0	0	V5X	Plus-values de cession	0	0			
R5X	Autres charges	0	0	V5Y	Autres produits	0	0			
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés / capital social	9 774 511	4 844 878							
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0	V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0			
R6B	Pertes sur opérations de change	0	0	V6B	Gains sur opérations de change	0	0			
R6C	Commissions	0	0	V6C	Commissions	0	0			
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	0	0	V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	2 619 171	4 067 328			
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières	0	0	V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières	0	0			
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires	0	0	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	615 000	20 000			
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières	0	0	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières	0	50 000			
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	2 004 171	3 997 328			
R6S	Charges sur engagements sur titres	0	0	V6Q	Produits sur engagements sur titres	0	0			
R6T	Charges sur autres engagements reçus	0	0	V6R	Produits sur autres engagements donnés	0	0			
				V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers	0	0			
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	22 416 710	20 599 270	V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	189 113	350 351			
R6W	Charges sur les moyens de paiement	16 500	0	V6V	Produits sur les moyens de paiement	24 913	0			
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	22 400 210	20 599 270	V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	164 200	350 351			
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	9 250	2 000	V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	6 488 617	8 658 515			
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif	0	0	V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif	366 250	486 900			
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière	9 250	2 000	V7C	Transferts de charges d'exploitation financière	0	163 532			
R7D	Diverses charges d'exploitation financière	0	0	V7D	Divers produits d'exploitation financière	6 122 367	8 008 083			
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	28 450 744	10 111 959		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	0	0			
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	32 200 471	25 446 148		AUTRES PRODUITS FINANCIERS	60 651 214	35 235 608			
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	12 260 773 289	11 057 529 696		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0			
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	28 450 744	10 111 959		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	0	0			
	PRODUIT FINANCIER NET	12 289 224 033	11 067 641 655		CHARGE FINANCIERE NETTE	0	0			
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	290 068 562	277 256 587		VENTES	0	0			

COMPTÉ DE RESULTAT COOPEC DE BASE										DMIF 2080
Fucec-Togo - Ensemble Coopec										
F:03 / NT:004										
D : RAO										
N.S. : TOG 9/00										
M:1										(En francs CFA)
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020			
R8G	Achats de marchandises	294 686 790	271 527 510	V8B	MARGE COMMERCIALE	0	0			
R8J	Stocks vendus	0	0	V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0			
R8L	Variations de stocks marchandises	-4 618 228	5 729 077							
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	13 061 862 112	11 595 480 840		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	2 512 907 687	906 078 087			
S02	FRAIS DE PERSONNEL	6 295 781 673	5 715 670 397							
S03	Salaires et traitements	4 891 484 508	4 371 948 588	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	44 028 690	46 325 117			
S04	Charges sociales	1 360 406 301	1 295 794 754	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	0	0			
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	43 890 865	47 927 055	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues	0	0			
S1A	IMPOTS ET TAXES	82 112 430	73 936 429							
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 549 418	2 762 347	W4G	Plus-values de cession	7 314 885	10 267 450			
S1C	Autres impôts , taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	80 002 012	70 457 237	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	7 314 885	10 267 450			
S1D	Impôts directs	1 536 120	132 035	W4J	sur immobilisations financières	0	0			
S1G	Impôts indirects	97 107	395 920	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation	1 941 300	2 211 900			
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	58 250	208 300	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	18 740 000	18 740 000			
S1J	Impôts et taxes divers	78 310 535	69 720 982	W4M	Charges relacturées	18 740 000	18 740 000			
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	561 000	716 845	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0			
				W4P	Autres transferts de charges	0	0			
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	2 760 750 486	2 584 754 625	W4Q	AUTRES PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	16 032 505	15 105 767			
S2B	Services extérieurs	909 287 957	940 790 056							
S2C	Redevances de crédit-bail	0	0	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	0	0			
S2D	Loyers	117 307 627	115 742 789	W51	Immobilisations incorporelles	0	0			
S2F	Charges locatives et de co-propriété	20 000	0	W52	Immobilisations corporelles	0	0			
S2H	Entretien et réparations	228 447 893	210 450 609							
S2I	Primes d'assurance	418 490 904	506 811 714	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	306 190	1 717 917			
S2K	Etudes et recherches	7 892 500	0	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0			
S2M	Frais de formation du personnel	96 635 458	69 204 774							
S2L	Divers	40 493 575	38 580 170	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2 431 094	12 105 924			
S3A	Autres services extérieurs	1 541 577 168	1 390 318 375	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	2 431 094	8 656 493			
S3B	Personnel extérieur à l'institution	44 122 420	0	X56	Reprises de provisions sur immobilisations	0	3 449 431			
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	374 581 339	386 199 750	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	2 466 141 713	845 929 128			
S3E	Publicité, publications et relations publiques	266 579 930	246 178 012	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	1 675 044 170	239 494 408			
S3G	Transports de biens	376 400	569 550	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	262 843 768	44 303 389			
S3J	Transports collectifs du personnel	0	0	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	960 838 590	49 748 434			
S3L	Déplacements, missions et réceptions	183 279 779	126 049 309							
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	428 400 030	397 248 734	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	451 361 812	145 442 585			
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	237 285 206	223 072 451	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	21 713 593	8 606 088			
S3P	Divers	6 952 064	11 000 570	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	400 918 725	232 307 529			

COMPTÉ DE RESULTAT COOPEC DE BASE							DMIF 2080
Etat : M							
Date d'arrêté : 31/12/2021							
Fucco-Togo - Ensemble Coopac							
F:04 / NT:004							
D : RA0							
N.S. : TOG 9/00							
M:1							(En francs CFA)
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020
S4A	Charges diverses d'exploitation	309 885 361	253 646 194	X8I	Reprises de provisions réglementées	0	4 000 000
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	19 460 750	13 320 778	X6J	Récupération sur créances amorties	368 465 225	361 521 103
S4D	Indemnités de fonction versées	420 000	420 000	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	70 370 530	89 665 746
S4I	Frais de tenue d'assemblée	172 573 750	158 754 225	X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	413 964 346	218 691 865
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations	0	0	L80	DEFICIT	0	0
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0				
S4M	sur immobilisations financières	0	0				
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	1 810 600	2 000 000				
S4Q	Produits rattachés	1 810 600	2 000 000				
S4R	Autres transferts de produits	0	0				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	115 620 261	79 151 191				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	809 689 223	322 881 417				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	825 332 309	813 450 995				
T53	Dotation aux amortissements de charges à répartir	168 487 585	165 470 445				
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	650 407 224	647 980 551				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation	6 437 500	0				
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours	0	0				
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	0	0				
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation	0	0				
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 288 195 990	2 084 786 976				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 150 789 773	1 137 031 113				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	162 383 544	180 357 571				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	354 087 377	793 448 611				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	634 318 852	163 224 931				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	26 224 640	26 393 882				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	307 560 382	321 224 257				
T6J	Dotations aux provisions réglementées	0	0				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	592 293 853	535 264 382				
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	211 327 343	64 873 343				
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	53 201 090	44 709 990				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	173 519 849	194 684 520				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	114 167 180	112 460 935				
L80	EXCEDENT	1 593 647 802	57 161 980				
T84	TOTAL CHARGES	19 071 798 253	15 051 992 283	X84	TOTAL PRODUITS	19 071 798 253	15 051 992 283

BILAN FAÏTIÈRE										DIMF 2000	
Etat : M Faïtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucac-Togo) Date d'arrêté : 31/12/2021 F:01 / NT:003										En francs CFA	
P : A D : AAO N.S. : TOG 9/00 M : 1											
Code Poste	ACTIF	2021			NET	2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020
		BRUT	AMT/PROV	NET		NET	NET				
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES							F01	OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES		
A10	Valeur en caisse	17 903 856 486	0	17 903 856 486	28 849 557 787			F1A	Comptes ordinaires créditeurs	16 835 269 738	28 377 706 551
A11	Billets et monnaies	185 483 574	0	185 483 574	217 304 640			F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	6 600 271 537	4 220 727 655
	Monnaie électronique acquise	185 483 574	0	185 483 574	217 304 640			F2B	Dépôts à terme reçus	10 027 000 000	23 817 100 000
		0	0	0	0			F2C	Dépôts de garantie reçus	10 027 000 000	23 817 100 000
								F2D	Autres dépôts reçus	0	0
A12	Comptes ordinaires débiteurs	2 643 755 888	0	2 643 755 888	1 515 159 111			F3A	Comptes d'emprunts	0	0
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	11 200 169 967	0	11 200 169 967	24 789 891 255			F3E	Emprunts à moins d'un an	0	0
A2H	Dépôts à terme constitués	11 152 802 817	0	11 152 802 817	24 719 881 255			F3F	Emprunts à terme	0	0
A2I	Dépôts de garantie constitués				0			F50	Autres sommes dues aux institutions financières	0	0
A2J	Autres dépôts constitués	47 367 150	0	47 367 150	70 000 000			F55	Ressources affectées	0	0
A3A	Comptes de prêts	3 382 663 306	0	3 382 663 306	1 632 052 591			F60	Dettes rattachées	207 998 200	339 878 896
A3B	Prêts à moins d'un an	650 000 000	0	650 000 000	400 000 000						
A3C	Prêts à terme	2 732 663 306	0	2 732 663 306	1 232 052 591						
A60	Créances rattachées	491 783 750	0	491 783 750	695 150 190						
A70	Prêts en souffrance et immobilisés	0	0	0	0						
	Prêts Immobilisés	0	0	0	0						
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0						
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0						
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0						
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	46 263 950	3 777 619	42 486 331	173 288 239			G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	4 616 521	5 299 446
B2D	Crédits court terme	0	0	0	0			G10	Comptes ordinaires créditeurs	4 616 521	5 299 446
B2N	Comptes ordinaires	0	0	0	0			G15	Dépôts à terme reçus	0	0
B30	Crédits à moyen terme	0	0	0	0			G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
B40	Crédits à long terme	41 604 750	0	41 604 750	172 348 519			G30	Autres dépôts de garantie reçus	0	0
B65	Créances rattachées	881 582	0	881 582	939 721			G35	Autres dépôts reçus	0	0
B70	Crédits en souffrance et immobilisés	3 777 619	3 777 619	0	0			G60	Emprunts	0	0
	Crédits Immobilisés	0	0	0	0			G70	Autres sommes dues	0	0
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0			G90	Dettes rattachées	0	0
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0						
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	3 777 619	3 777 619	0	0						
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES										
C10	Titres de placement	3 092 232 650	6 283 500	3 085 949 150	3 496 873 256			H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	813 670 068	737 078 007
C30	Comptes de stocks	896 660 057	0	896 660 057	1 465 390 057			H10	Versements restant à effectuer	0	0
C31	Stocks de meubles	7 653 172	0	7 653 172	8 583 916			H40	Créditeurs divers	637 799 809	621 181 158
C32	Stocks de marchandises	0	0	0	0				Comptes de valeurs à imputer	0	0
C33	Stocks de fournitures	7 653 172	0	7 653 172	8 583 916			H6A	Comptes d'ordre et divers	175 870 259	115 896 849
								H6B	Comptes de liaison	0	0

BILAN FAÏTIÈRE											DMIF 2000
Faïtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)											
F.02 / NT.003											
D : AA0											
0 N.S. : TOG 9/00											En francs CFA)
M : 1											
Code Poste	ACTIF	2021			2020			Code Poste	PASSIF	2021	2020
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET						
C34	Autres stocks et assimilés	0	0	0	0	H6C	Comptes de différences de conversion	0	0	0	0
C40	Débiteurs divers	2 125 935 890	6 283 500	2 119 652 390	1 979 825 658	H6G	Comptes de régularisation - passif	175 653 725	115 896 849		
C55	Créances rattachées	10 358 134	0	10 358 134	12 555 130	H6P	Comptes d'attente - passif	16 534	0		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	17 852 077	0	17 852 077	18 914 931						
C59	Valeurs à rejeter	0	0	0	0						
C6A	Comptes d'ordre et divers	33 773 320	0	33 773 320	11 603 564						
C6B	Comptes de liaison	5 416 683	0	5 416 683	5 414 533						
C6C	Comptes de différence de conversion	0	0	0	0						
C6G	Comptes de régularisation actif	28 356 637	0	28 356 637	6 189 031						
C6Q	Comptes transitoires	0	0	0	0						
C6R	Comptes d'attente - actif	0	0	0	0						
D01	VALEURS IMMOBILISEES	3 965 615 420	655 529 265	3 310 086 155	3 248 145 035	K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0		
D1A	Immobilisations financières	2 479 466 328	0	2 479 466 328	2 500 680 327	K20	Titres de participation	0	0		
D1E	Titres de participation	1 996 550 000	0	1 996 550 000	1 996 550 000						
D1L	Titres d'investissement	0	0	0	0	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	6 688 821 795	6 647 780 313		
D10	Prêts et titres subordonnés	482 916 328	0	482 916 328	504 130 327	L10	Subventions d'investissement	0	0		
D1S	Dépôts et cautionnements	2 142 215	0	2 142 215	1 547 423	L20	Fonds affectés	4 498 655 874	4 381 794 055		
D23	Immobilisations en cours	459 735 028	0	459 735 028	459 735 028	L21	Fonds de garantie	230 053 614	492 632 744		
D24	Incorporelles	384 267 266	0	384 267 266	384 267 266	L22	Fonds d'assurance	0	0		
D25	Corporelles	75 467 762	0	75 467 762	75 467 762	L23	Fonds de bonification	0	0		
D30	Immobilisations d'exploitation	855 447 538	655 529 265	199 918 273	231 278 327	L24	Fonds de sécurité	4 224 165 959	3 845 967 650		
D31	Incorporelles	5 488 936	0	5 488 936	0	L25	Autres fonds affectés	44 436 301	43 193 661		
D36	Corporelles	849 958 602	650 040 329	199 918 273	231 278 327	L27	Fonds de crédit	800 949 980	784 856 230		
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0	L30	Provisions pour Risques et Charges	429 784 658	338 754 598		
D41	Incorporelles	0	0	0	0	L31	Provisions pour charges de retraite	240 566 427	240 566 427		
D45	Corporelles	0	0	0	0	L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature	0	0		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	0	0	0	0	L33	Autres provisions pour risques et charges	189 218 231	98 188 171		
D46	Incorporelles	0	0	0	0	L35	Provisions réglementées	0	0		
D47	Corporelles	0	0	0	0	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	0	0		
						L37	Provision spéciale de réévaluation	0	0		
						L41	Emprunts et titres émis subordonnés	0	0		
						L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	0	327 978 494		
						L45	Fonds pour risques financiers généraux	130 000 000	6 705 000		
D50	Crédit bail et opérations assimilées	0	0	0	0	L50	Primes liées au capital	0	0		
D51	Crédit-bail	0	0	0	0	L55	Réserves	11 046 403	11 046 403		
D52	L.O.A.	0	0	0	0	L56	Réserve générale	4 418 554	4 418 554		
D53	Location-vente	0	0	0	0	L57	Réserves facultatives	2 209 295	2 209 295		

BILAN FAÏTIÈRE											DMIF 2000
0 Faïtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)											
F:03 /NT:003											
D : AAO											
0 N.S. : TOG 9/00											
M : 1											
En francs CFA)											
Code Poste	ACTIF	2021		2020		Code Poste	PASSIF	2021	2020		
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET						
D60	Créances rattachées	168 824 311		168 824 311	54 903 930	L58	Autres réserves	4 418 554	4 418 554		
						L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	0	0		
						L60	Capital	901 000 000	901 000 000		
						L61	Capital appelé	901 000 000	901 000 000		
						L62	Capital non appelé	0	0		
						L65	Fonds de dotation	213 300 982	213 300 982		
D70	Créances en souffrance	0	0	0	0	L70	Report à nouveau (+ ou -)	-317 655 449	-334 757 612		
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0						
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0						
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0						
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0						
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé	0	0	0	0						
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé	0	0	0	0						
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	0	0	0	0	L75	Excédent des produits sur les charges	0	0		
						L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	21 739 347	17 102 163		
						L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	21 739 347	17 102 163		
						L82	Excédent ou déficit de l'exercice	0	0		
E90	TOTAL ACTIF	25 007 968 506	665 590 384	24 342 378 122	35 767 864 317	L90	TOTAL PASSIF	24 342 378 122	35 767 864 317		

COMPTÉ DE RESULTAT FAITIÈRE										DMF 2080
Filière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)										En francs CFA)
F:01 / NT:006										
D : RA0										
N.S. : TOG 900										
M:1										
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020			
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES			V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	958 536 270	1 344 596 048	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	2 686 796 961	2 830 736 654			
R1B	Organe financier	0	0	V1B	Organe financier	0	2 712 268			
R1C	Caisse centrale	0	0	V1C	Caisse centrale	0	0			
R1D	Trésor Public	0	0	V1D	Trésor Public	0	0			
R1E	CCP	0	0	V1E	CCP	0	0			
R1F	Banques et correspondants	135 236	0	V1F	Banques et correspondants	1 181 815	2 712 268			
R1H	Etablissements financiers	0	0	V1H	Etablissements financiers	0	0			
R1I	SFD	103 946 085	0	V1I	SFD	0	0			
R1K	Autres institutions financières	0	0	V1K	Autres institutions financières	0	0			
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	854 454 949	1 343 136 911	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs	990 761 408	1 399 659 526			
R1N	Dépôts à terme reçus	854 454 949	1 343 136 911	V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	990 761 408	1 399 659 526			
R1P	Dépôts de garantie reçus	0	0	V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	0	0			
R1Q	Autres dépôts reçus	0	0	V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués	0	0			
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	0	0	V2A	Intérêts sur comptes de prêts	119 241 738	86 209 268			
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	0	0	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	11 556 378	7 531 869			
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	0	0	V2G	Intérêts sur prêts à terme	107 685 360	78 677 399			
R2R	Autres intérêts	0	0	V2Q	Autres Intérêts	0	0			
R2T	Divers intérêts	0	0	V2S	Divers Intérêts	0	0			
R2Z	Commissions	0	1 459 137	V2T	Commissions	1 575 612 000	1 342 155 592			
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	118 319 914	130 663 638	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	15 667 090	17 546 726			
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	9 284 232	11 855 524			
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	0	0	V3G	Autres crédits à court terme	0	0			
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	0	0	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	0	0			
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	0	0	V3N	Intérêts sur crédits à long terme	9 284 232	11 855 524			
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus	0	0		Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	0	0			
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus	0	0	V3R	Autres Intérêts	18 232	15 889			
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues	0	0	V3T	Divers Intérêts	18 232	15 889			
R3Q	Autres Intérêts	0	0	V3X	Commissions	6 364 626	5 675 312			
R3T	Commissions	118 319 914	130 663 638							
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	1 625 607 866	1 373 023 693		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0			
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	1 076 856 184	1 475 259 686		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	2 702 464 051	2 848 283 380			
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	50 000	0	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES	27 144 739	33 141 889			
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	0	0	V4C	Produits et profits sur titres de placement	27 144 739	33 141 889			
R4K	Charges sur opérations diverses	50 000	0	V4D	Intérêts sur crédit accordés au personnel non membre	0	0			
R4N	Commissions	0	0	V4E	Produits sur opérations diverses	0	0			
				V4F	Commissions	0	0			
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	62 314 947	55 923 545			
R5C	Frais d'acquisition	0	0	V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	27 314 947	55 923 545			
R5D	Etalement de la prime	0	0	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation	35 000 000	0			
				V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	0	0			

COMPTÉ DE RESULTAT FAÏTIÈRE							DMIF 2080
Faîtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo)							En francs CFA)
Date d'arrêté : 31/12/2021							
D : RA0							
N.S. : TOG 9000							
M:1							
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	1 200 000
R5G	Charges sur opérations de crédit bail	0	0	V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	0	0
R5H	Dotations aux amortissements	0	0	V5J	Loyers	0	0
R5J	Dotations aux provisions	0	0	V5K	Reprises de provisions	0	0
R5K	Moins-values de cession	0	0	V5L	Plus-values de cession	0	0
R5L	Autres charges	0	0	V5M	Autres produits	0	0
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	0	0	V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	0	0
R5N	Dotations aux amortissements	0	0	V5P	Loyers	0	0
R5P	Dotations aux provisions	0	0	V5Q	Reprises de provisions	0	0
R5Q	Moins-values de cession	0	0	V5R	Plus-values de cession	0	0
R5R	Autres charges	0	0	V5S	Autres produits	0	0
R5S	Charges sur opérations de location -vente	0	0	V5T	Produits sur opérations de location vente	0	1 200 000
R5T	Dotations aux amortissements	0	0	V5V	Loyers	0	1 200 000
R5U	Dotations aux provisions	0	0	V5W	Reprises de provisions	0	0
R5V	Moins-values de cession	0	0	V5X	Plus-values de cession	0	0
R5X	Autres charges	0	0	V5Y	Autres produits	0	0
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés / capital social	3 298 006	16 653 681				
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0	V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0
R6B	Pertes sur opérations de change	0	0	V6B	Gains sur opérations de change	0	0
R6C	Commissions	0	0	V6C	Commissions	0	0
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	0	0	V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	0	0
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières	0	0	V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières	0	0
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires	0	0	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	0	0
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières	0	0	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières	0	0
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	0	0
R6S	Charges sur engagements sur titres	0	0	V6Q	Produits sur engagements sur titres	0	0
R6T	Charges sur autres engagements reçus	0	0	V6R	Produits sur autres engagements donnés	0	0
				V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers	0	0
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	8 066 581	11 228 899	V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	0	0
R6W	Charges sur les moyens de paiement	0	0	V6V	Produits sur les moyens de paiement	0	0
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	8 066 581	11 228 899	V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	0	0
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0	V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif	0	0	V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif	0	0
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière	0	0	V7C	Transferts de charges d'exploitation financière	0	0
R7D	Diverses charges d'exploitation financière	0	0	V7D	Divers produits d'exploitation financière	0	0
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	78 045 099	62 382 854		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	0	0
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	11 414 587	27 882 580		AUTRES PRODUITS FINANCIERS	89 459 886	90 265 434
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	1 625 607 866	1 373 023 693		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	78 045 099	62 382 854		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	0	0
	PRODUIT FINANCIER NET	1 703 652 965	1 435 406 547		CHARGE FINANCIERE NETTE	0	0
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	62 740 948	62 000 257		VENTES	0	0

COMPTÉ DE RESULTAT FAÏTIÈRE											DIMF 2080
Faillièrè des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fuacec-Togo)											
F:03 / NT:006											
D : RA0											
N.S. : TOG 900											
M:1											
En francs CFA)											
P : A	Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020			
	R8G	Achats de marchandises	63 671 692	63 638 839	V8B	MARGE COMMERCIALE	0	0			
	R8J	Stocks vendus	0	0	V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0			
	R8L	Variations de stocks marchandises	-930 744	-1 638 582							
		CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 774 699 313	1 462 531 593		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	144 068 899	175 889 751			
	S02	FRAIS DE PERSONNEL	959 233 070	901 396 217	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	75 291 280	44 184 780			
	S03	Salaires et traitements	702 869 990	663 049 437	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	0	0			
	S04	Charges sociales	250 098 080	232 558 880	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçus	0	0			
	S05	Rémunérations versées aux stagiaires	6 265 000	5 787 900							
	S1A	IMPOTS ET TAXES	45 963 529	56 029 966	W4G	Plus-values de cession	0	0			
	S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0	0	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0			
	S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	45 963 529	56 029 966	W4J	sur immobilisations financières	0	0			
	S1D	Impôts directs	0	0	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation	1 200 000	0			
	S1G	Impôts indirects	0	0	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	40 226 400	35 954 750			
	S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	247 712	125 100	W4M	Charges refacturées	40 226 400	35 954 750			
	S1J	Impôts et taxes divers	45 715 817	55 904 866	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0			
	S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	0	0	W4P	Autres transferts de charges	0	0			
		AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	395 849 948	339 971 126	W4Q	AUTRES PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	33 864 880	8 230 030			
	S2A	Services extérieurs	112 876 061	107 448 135	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	0	0			
	S2C	Redevances de crédit-bail	0	0	W51	Immobilisations incorporelles	0	0			
	S2D	Loyers	7 200 000	7 200 000	W52	Immobilisations corporelles	0	0			
	S2F	Charges locatives et de co-propriété	0	0							
	S2H	Entretien et réparations	28 733 442	32 167 933	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0	16 494 803			
	S2J	Primes d'assurance	34 228 060	41 875 321	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0			
	S2K	Etudes et recherches	6 822 236	215 000							
	S2M	Frais de formation du personnel	22 228 065	15 906 168	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0			
	S2L	Divers	13 664 258	10 083 713	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	0	0			
	S3A	Autres services extérieurs	240 928 524	197 414 278	X56	Reprises de provisions sur immobilisations	0	0			
	S3B	Personnel extérieur à l'institution	0	0							
	S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	61 601 462	61 130 908	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	68 777 619	115 210 168			
	S3E	Publicité, publications et relations publiques	24 585 136	18 205 576	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	3 777 619	6 300 475			
	S3G	Transports de biens	119 000	0	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	0	950 258			
	S3J	Transports collectifs du personnel	0	0	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0			
	S3L	Déplacements, missions et réceptions	71 990 755	49 154 535	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	3 777 619	5 350 217			
	S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	47 741 126	41 213 112	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	0	0			
	S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	34 825 695	27 520 097	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	65 000 000	108 909 693			
	S3P	Divers	65 350	190 050	X6I	Reprises de provisions réglementées	0	0			
	S4A	Charges diverses d'exploitation	42 045 363	35 108 713							
	S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	26 694 731	19 325 738	X6J	Récupération sur créances amorties	0	0			
	S4D	Indemnités de fonction versées	0	0							
	S4I	Frais de tenue d'assemblée	15 350 632	14 131 975	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	72 421 666	106 551 165			

COMPTES DE RESULTAT FAITIERE							DMIF 2080
Etat : M							
Date d'arrêté : 31/12/2021							
P : A							
N.S. : TOG 900							
D : RA0							
N.S. : TOG 900							
M:1							En francs CFA)
Code Poste	CHARGES	2021	2020	Code Poste	PRODUITS	2021	2020
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations	0	0				
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0	X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	9 280 321
S4M	sur immobilisations financières	0	0				
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	0	0	L80	DEFICIT	0	0
S4Q	Produits rétrogradés	0	0				
S4R	Autres transferts de produits	0	0				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	0	1 650 000				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	130 000 000	0				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	72 533 099	57 818 277				
T53	Dotation aux amortissements de charges à répartir	0	6 189 030				
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	72 533 099	51 629 247				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation	0	0				
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours	0	0				
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	0	0				
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation	0	0				
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	171 119 667	107 316 007				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	3 777 619	3 777 619				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	0	0				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	3 777 619				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	3 777 619	0				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	6 283 500	0				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	161 058 548	98 188 171				
T6J	Dotations aux provisions réglementées	0	0				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	0	5 350 217				
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	0				
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	60 963 922	185 493 770				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	0	0				
L80	EXCEDENT	21 739 347	17 102 163				
T84	TOTAL CHARGES	3 008 414 301	3 230 270 050	X84	TOTAL PRODUITS	3 008 414 301	3 230 270 050

V- ANNEXES

❖ La déclaration de conformité au Référentiel Comptable Spécifique des SFD

Les états financiers ont été préparés sur la base de l'instruction N°025-02-2009 du 03 février 2009 de la BCEAO relative à l'obligation pour les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de produire des états financiers suivant les principes comptables conformes au Référentiel Comptable Spécifique des SFD (RCSFD) notamment :

- Continuité de l'exploitation ;
- Spécialisation des exercices ;
- Coût historique ;
- Prudence ;
- Permanence des méthodes ;
- Importance relative ou l'importance significative ;
- Non compensation
- Intangibilité du bilan d'ouverture.

Ces huit (8) principes ont pour but de préparer des états financiers qui donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de notre institution.

Les présents états financiers sont donc élaborés conformément au Référentiel Comptable Spécifique des SFD.

❖ Les méthodes d'évaluation des différents postes du bilan, du hors bilan, du compte de résultats ainsi que les annexes

a. Les amortissements

A la clôture de l'exercice, un inventaire détaillé de l'ensemble des immobilisations est dressé. La dépréciation des immobilisations qu'elle résulte de l'usure, du changement de technique ou de toute autre cause est constatée par des amortissements. Les dotations aux amortissements sont calculées annuellement de manière à amortir le coût des immobilisations au cours de leur vie économique de façon linéaire avec le principe de cout historique et aux taux ci-après :

Type d'immobilisation	Durée de vie économique	Taux d'amortissement
Licences	3 ans	33%
Bâtiments	20 ans	5%
Ouvrages d'infrastructures	10 ans	10%
Installations techniques	10 ans	10%
Aménagements de bureau	5 ans	20%
Matériels de bureau	5 ans	20%
Mobiliers de bureau	10 ans	10%
Agencements et aménagements du matériel	5 ans	20%
Matériels informatiques	3 ans	33%
Matériels de transport	4 ans	25%
Matériels de transport d'occasion	3 ans	33%

b. Les provisions sur les crédits en souffrance et les radiations

Les crédits en souffrance de plus de 3 mois sont provisionnés (après déduction des dépôts de garantie) comme suit :

- 3 à 6 mois de retard : 40% de provision,
- 6 à 12 mois de retard : 80% de provision,
- 12 à 24 mois de retard : 100% de provision,
- Plus de 24 mois : les crédits sont radiés

c. Les stocks

Ils concernent les fournitures de bureau et autres fournitures comptables. Ils sont valorisés en fin d'année au coût du dernier stock entré.

d. Les titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés au prix d'acquisition et figurent à l'actif au montant brut.

e. Les titres de placement

Les titres de placement comprennent les actions, les obligations et les bons aisément négociables sur un marché réglementé. Représentatifs de créances souscrites, ils sont réalisables immédiatement, en cas de nécessité.

Les titres de placement sont comptabilisés au prix d'achat et à l'inventaire, ils sont évalués au cours en bourse, ou, pour les titres non cotés, à leur valeur probable de négociation.

- **Les dérogations aux principes généraux, règles et méthodes d'évaluation, ainsi qu'aux règles d'établissement et de présentation des états financiers.**

Il n'y a pas eu de dérogation aux principes généraux, règles et méthodes d'évaluation ainsi qu'aux règles d'établissement et de présentation des états financiers.

- **Les changements de méthode et de présentation des états financiers ainsi que leur incidence sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'exercice de référence**

La méthode et la présentation des états financiers n'ont pas changé.

Annexes des états financiers combinés

- **La liste des entités incluses dans le périmètre de combinaison et les modalités de détermination de ce périmètre**

1	FAITIERE	13	COOPEC CFAE	25	COOPEC KOUVE
2	COOPEC AFAGNAN	14	COOPEC ECHOPPE	26	COOPEC LUMIERE
3	COOPEC AGBELOUVE	15	COOPECELO	27	COOPEC MATUREITE
4	COOPEC AHEPE	16	COOPEC ELAVAGNON	28	COOPEC NATAAN
5	COOPEC AKEPE	17	COOPEC ENTENTE	29	COOPEC NIAMTOUGOU
6	COOPEC ARIZIKI	18	COOPEC ENYO	30	COOPEC NOVISSI
7	COOPEC AVE	19	COOPEC GAIETE-SOKODE	31	COOPEC NYAMENKO
8	COOPEC HÔPITAL BETHESDA	20	COOPEC KANDE	32	COOPEC SITSOPE
9	COOPEC BILIMON	21	COOPEC KARA	33	COOPEC SOLIDARITE
10	COOPEC BLITTA	22	COOPEC KATCHERE	34	COOPEC TDE
11	COOPEC CAR-NAOLO	23	COOPEC LANDO	35	COOPEC TRASSTO
12	CECEAO	24	COOPEC KLOTO	36	COOPEC TSEVIE

Le périmètre de combinaison englobe les entreprises coopératives d'épargne et de crédit fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle. Sont alors visées les Coopératives d'épargne et de crédit constituant un ensemble homogène à stratégie et direction communes ayant signé une convention d'affiliation avec le réseau Fucec-Togo et détenant des titres de participation dans la structure faîtière.

- **La nature des liens à l'origine de l'établissement des comptes combinés ou consolidés**

Les modalités de combinaison sont l'affiliation et la prise de participation dans la Structure Faîtière.

- **La qualité des ayants droit aux capitaux propres et des éventuels bénéficiaires d'intérêts minoritaires**

Les ayants droit aux capitaux propres sont constitués des Coopec affiliées. Il n'existe pas de bénéficiaires d'intérêts minoritaires

- **Les régimes de taxation des résultats inhérents aux diverses forme juridiques des SFD inclus dans le périmètre de combinaison ou de consolidation.**

Les SFD inclus dans le périmètre de combinaison sont soumis à l'impôt sur les activités autres que l'épargne et le crédit.

- **Les structures qui remplissent les conditions pour faire partie du périmètre de combinaison ou de consolidation.**

Toutes les structures qui remplissent les conditions pour faire partie du périmètre de combinaison sont effectivement les Coopec affiliées et la Structure Faîtière.

- **Les circonstances qui ont conduit à faire entrer une entité dans le périmètre de combinaison ou de consolidation pour la première fois ou à exclure une entité précédemment incluse.**

Toute les Coopec faisant partie du périmètre de combinaison ont rempli les critères d'affiliation et de participation au capital de la Structure Faîtière.

Aucune entité n'a été exclue et aucune nouvelle entité n'a été admise.

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION										DIMF 2009	
Etat : TOGO		Etablissement: FUCEC - TOGO									
Date d'arrêté : 2021/12/31		D : BGO		F : 01/001		M : 1		(en Francs CFA)			
P : A		N.S. : TOG X/XX		EFFECTIF (en unités)		Secteur tertiaire		TOTAL		FACTURATION A L'INSTITUTION	
LIBELLES		NATIONAUX		Autres Etats de l'UMOA		Hors UMOA		Secteur primaire		Secteur secondaire	
1. Cadres supérieurs											
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens											
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés						N/A					
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis											
TOTAL											
PERMANENTS											
SAISONNIERS											

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE						DIMF 2010	
Etablissement : FUCEC - TOGO						(en Francs CFA)	
Etat : TOGO	Date d'arrêté : 2021/12/31	P : A	D : BA0	N.S. : TOG X/XX	F : 01/001	M : 1	
		A	B	C=A-B	D	E = C - D	
CREDITS EN SOUFFRANCE		191,192 et 193 291,292 et 293 Crédits et prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Soldes restant dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets	
Crédits comportant au moins une échéance impayée ≤ à 6 mois		1 599 783 412	1 188 047 978	411 735 433	164 694 173	247 041 260	
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 6 mois à ≤ 12 mois		676 864 241	183 680 349	493 183 892	394 547 114	98 636 778	
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 12 mois à ≤ 24 mois		970 960 763	294 893 956	676 066 807	676 066 807	0	
TOTAL		3 247 608 416	1 666 622 283	1 580 986 133	1 235 308 094	345 678 038	

- dont 2 389 545 526 de crédits immobilisés

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES				DIMF 2011
Etat : TOGO		Etablissement : FUCEC - TOGO		
Date d'arrêté : 2021/12/31	D : BB0	F : 01/001		
P : A	N.S. : TOG X/XX	M : 1		(en Francs CFA)
LIBELLES				Montant / Effectif
Encours des engagements par signature à court terme				
Encours des engagements par signature à moyen et long terme				-
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et de crédit				3 852 950 000
Nombre total de membres , bénéficiaires ou clients de l'institution				1 205 821
Nombre total de groupements de l'institution ainsi que leurs membres				101 131
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution				593 726
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution				510 964
Nombre total de groupements bénéficiaires				9 316
Nombre total d'usagers bénéficiaires				36 480
Nombre total de sociétaires bénéficiaires				1 196 505
Population cible de la caisse (ou son estimation)				1 342 781
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières				3 829 701 232
252- Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse				7 319 407 745
253- Comptes d'épargne à régime spécial				-
254-255- Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse				6 955 725 245
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice				368 465 225
Recouvrement sur prêts attendus au cours de l'exercice				435 000 000

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS					DIMF 2012	
					Etablissement : FUCEC - TOGO	
Etat : TOGO						
Date d'arrêté : 2021/12/31					D : BB0 F : 01/001	
P : A					N.S. : TOG X/XX M : 1	
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION					(en Francs CFA)	
Ordre	Nom & Prénoms	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT NET EN CFA		
1	AGRO-VISION-INITIATIVE SARL 00000100021	100 000	73	100 000 000		
2	TRESOR AGRICOL SARL 00000010387	100 000	130	100 000 000		
3	WOELID ALADJON 002000049342	100 000	137	100 000 000		
4	SOJA BIO PLUS 00200049722	100 000	137	100 000 000		
5	AGRIFECO SARL 00000100983	100 000	167	100 000 000		
6	SOMIE TCHANGAI 00000014522	100 000	319	100 000 000		
7	AMELE GLORIA KANGNI 00000098226	100 000	343	100 000 000		
8	HOUKPONDE MITRONOUGNAN 00000033567	100 000	773	100 000 000		
9	AFRIK EXCEL 00200048642	100 000	1 076	100 000 000		
10	AFSA YOROU 00100010818	100 000	1 100	100 000 000		
TOTAL				1 000 000 000		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES				DIMF 2013
Etablissement : FUCEC - TOGO				
Etat : TOGO				
Date d'arrêté : 2021/12/31	D : BB0	F : 01/001		
P : A	N.S. : TOG X/XX	M : 1		(en Francs CFA)
PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION		ENCOURS DES PRETS (BRUTS)		
DIRIGEANTS				
1	COOPEC AFAGNAN			10 255 626
2	COOPEC AGBELOUVE			1 626 872
3	COOPEC AHEPE			3 397 960
4	COOPEC AKEPE			6 873 517
5	COOPEC ARIZIKI			1 473 790
6	COOPEC AVE			14 771 572
7	COOPEC BETHESDA			189 713
8	COOPEC BILIMON			8 893 000
9	COOPEC BLITTA			4 342 322
10	COOPEC CAR-NAOLO			1 294 534
11	COOPEC CECEAO			3 937 321
12	COOPEC CFAE			2 605 412
13	COOPEC ECHOPPE			24 042 202
14	COOPEC EELO			12 144 024
15	COOPEC ELAVAGNON			25 379 068
16	COOPEC ENTENTE			3 869 734
17	COOPEC ENYO ADETA			2 630 088
18	COOPEC GAITE-SOKODE			1 768 473
19	COOPEC KANDE			281 244
20	COOPEC KARA			4 856 696
21	COOPEC KATCHERE			2 429 079
22	COOPEC KLOTO			3 250 346
23	COOPEC KOUVE			1 594 022
24	COOPEC LANDO			1 894 905
25	COOPEC LUMIERE			0
26	COOPEC MATURITE			21 691 078

27	COOPEC NATAN	1 380 751
28	COOPEC NIAMTOUGOU	10 623
29	COOPEC NOVISSI	8 716 234
30	COOPEC NYAMENNEKO	15 463 122
31	COOPEC SITSOPE	13 722 698
32	COOPEC SOLIDARITE	0
33	COOPEC TDE	58 916 880
34	COOPEC TRASSTO	101 768 308
35	COOPEC TSEVIE	4 101 104
36	FAITIERE	0
TOTAL		369 572 319
PERSONNEL		
1	COOPEC AFAGNAN	400 000
2	COOPEC AGBELOUVE	0
3	COOPEC AHEPE	535 707
4	COOPEC AKEPE	87 907
5	COOPEC ARIZIKI	0
6	COOPEC AVE	1 485 005
7	COOPEC BETHESDA	0
8	COOPEC BILIMON	1 072 487
9	COOPEC BLITTA	0
10	COOPEC CAR-NAOLO	385 394
11	COOPEC CECEAO	2 505 040
12	COOPEC CFAE	3 048 451
13	COOPEC ECHOPPE	3 602 332
14	COOPEC EELO	551 221
15	COOPEC ELAVAGNON	0
16	COOPEC ENTENTE	1 318 884
17	COOPEC ENYO ADETA	0
18	COOPEC GALETTE-SOKODE	2 626 232
19	COOPEC KANDE	0
20	COOPEC KARA	437 316
21	COOPEC KATCHERE	0
22	COOPEC KLOTO	1 523 281

23	COOPEC KOUVE	0
24	COOPEC LANDO	11 501 538
25	COOPEC LUMIERE	0
26	COOPEC MATURITE	0
27	COOPEC NATAN	1 332 366
28	COOPEC NIAMTOUGOU	0
29	COOPEC NOVISSI	3 625 964
30	COOPEC NYAMENKO	0
31	COOPEC SITSOPE	0
32	COOPEC SOLIDARITE	884 050 681
33	COOPEC TDE	23 663 896
34	COOPEC TRASSTO	100 419 743
35	COOPEC TSEVIE	0
36	FAITIERE	45 382 369
TOTAL		1 089 555 814
AUTRES		
1	COOPEC AGBELOUVE	12 176 554
2	COOPEC ECHOPPE	556 946
3	COOPEC ENYO ADETA	1 692 647
4	COOPEC KARA	9 983 526
5	COOPEC LANDO	4 419 102
6	COOPEC SITSOPE	2 517 555
TOTAL		31 346 329
TOTAL		
TOTAL		1 490 474 463

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES					DIMF 2014
Etat : TOGO					
Date d'arrêté : 2021/12/31					
P : A					
D : BF0					
F : 01/001					
N.S. : TOG X/XX					
M : 1					
(en Francs CFA)					
LIBELLES	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL	
RESSOURCES AFFECTEES	0	22 190 827	0	22 190 827	
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES	0	211 698 292	0	211 698 292	
dont crédits en souffrance		211 698 292		211 698 292	
TOTAL	0	233 889 119	0	233 889 119	

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES					DIMF 2015
Etat : TOGO		Etablissement : FUCEC - TOGO			
Date d'arrêté : 2021/12/31		F : 01/001			
P : A		M : 1			(en francs CFA)
		D : BG0			
		N.S. : TOG X/XX			
Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements Provisions	Montant nets	
D1A	Immobilisation financière	4 207 950 000	0	4 207 950 000	
D1E	Titres de participation	4 207 950 000	0	4 207 950 000	
D1L	Titres d'investissement	0	0	0	
D1S	Dépôts et cautionnements	91 196 162	0	91 196 162	
D23	Immobilisations en cours	1 867 597 111	0	1 867 597 111	
D24	Incorporelles	903 129 461	0	903 129 461	
D25	Corporelles	964 467 650	0	964 467 650	
D30	Immobilisations d'exploitation	10 378 035 299	5 222 548 241	5 155 487 058	
D31	Incorporelles	168 632 242	167 880 343	751 899	
D32	Droit au bail	0	0		
D33	Autres éléments du fonds commercial	0	0		
D34	Frais d'établissement	0	0		
D35	Autres immobilisations incorporelles	0	0		
D36	Corporelles	10 209 403 057	5 054 667 898	5 154 735 159	
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0	
D41	Incorporelles	0	0	0	
D42	Droit au bail	0	0	0	
D43	Autres éléments du fonds commercial	0	0	0	
D44	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	
D45	Corporelles	0	0	0	
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	888 961 277	172 018 322	716 942 955	
D46	Incorporelles	0	0	0	
D47	Corporelles	888 961 277	172 018 322	716 942 955	

ETAT D'AFFECTATION DU RESULTAT					DIMF 2016	
Etat : TOGO		Etablissement : FUCEC - TOGO				
Date d'arrêté : 2021/12/31		D : BH0		F : 01/001		
P : A		N.S.: TOG X/XX		M : 1	(en Francs CFA)	
Code	LIBELLES		Proposition de répartition	Répartition effective		
	DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER					
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	1 615 387 149				
L70	Report à nouveau (+/-)	-520 158 294				
770	RESULTAT A AFFECTER	1 615 387 149				
	AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE		1 764 122 662	1 764 122 662		
772	Réserve générale		177 437 763	177 437 763		
773	Réserves facultatives		44 121 351	44 121 351		
774	Autres réserves		378 889 130	378 889 130		
776	Report à nouveau bénéficiaire		1 027 433 898	1 027 433 898		
777	Autres affectations		136 240 520	136 240 520		
	AFFECTATION DU RESULTAT DEFICITAIRE		-148 735 512	-148 735 512		
776	*Report à nouveau déficitaire					
778	*Prélèvements sur les réserves		-148 735 512	-148 735 512		
779	Autres					

ETAT DE TRAITEMENT DE REEVALUATION							DIMF 2018	
Etat : TOGO		D : BG0		Etablissement : FUCEC - TOGO				
Date d'arrêté : 2021/12/31		NS : TOG X/XX		F : 01/001				
P : A				M : 1				(en Francs CFA)
Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthodes de Réévaluation		Valeurs Avant Réévaluation (1)	Valeur Réévaluée (2)	Ecart de Réévaluation (2)-(1)
		Libre	Légale	Indiciaire	Coûts actuels			
				N/A				
TOTAL								

I- DONNEES GENERALES

Tableau n°1.1: Nombre de membres, bénéficiaires ou clients

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)	1 130 111	1 205 821	6,70%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	1 033 779	1 104 690	6,86%
- Hommes (a)	558 180	593 730	6,37%
- Femmes (b)	475 599	510 960	7,44%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	96 332	101 131	4,98%
Nombre de groupements de personnes physiques - bénéficiaires	8 793	9 316	5,95%
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques bénéficiaires (3)=(c)+(d)	69 726	71 821	3,00%
- Hommes (c)	29 006	30 079	3,70%
- Femmes (d)	40 720	41 742	2,51%

Tableau n°1.2: Effectif des dirigeants et personnel employé

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre de membres du Conseil d'administration ou de l'organe équivalent	237	224	-5,49%
Nombre de membres du Conseil de surveillance (*)	103	95	-7,77%
Nombre de membres du Comité de crédit (*)	103	97	-5,83%
Nombre de membres des autres comités créés par le SFD	-	-	
Effectif total des employés (3)=(1)+(2)	1 274	1 302	2,20%
Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) (1)	68	68	0,00%
- Autres employés (2) = (a)-(b)+(c)	1 206	1 234	2,32%
Agents permanents (a)	1 069	1 108	3,65%
Agents contractuels (b)	137	126	-8,03%
Personnel expatrié (c)	-	-	

Tableau n° 1.3: Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations des dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	2020	2021	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA	6 617 066 614	7 255 014 743	9,64%
Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service)	280 785 475	263 630 325	-6,11%
Autre personnel	6 336 281 139	6 991 384 418	10,34%
Montant des frais généraux en FCFA	9 986 434 548	11 445 515 479	14,61%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	66,26%	63,39%	-2,87%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux	0,54%	0,53%	-0,01%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	2020	2021	Variation (%)
Indemnités de fonctions versées aux administrateurs non salariés en FCFA	-	-	-
Frais de tenue des réunions des organes et des assemblées en FCFA	172 851 200	187 924 382	8,72%
- Perdiem	66 485 675	57 294 550	-13,82%
- Transport	1 288 400	1 816 150	40,96%
- Hébergement	791 000	1 504 000	90,14%
- Téléphone	1 328 500	1 337 500	0,68%
- Carburant	584 675	1 335 757	128,46%
- Autres	102 372 950	124 636 425	21,75%

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau n°2: Evolution du nombre de points de service

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre d'institutions de base	35	35	0,00%
Nombre de guichets et d'agences	81	81	0,00%

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau n°3.1: Evolution du montant des dépôts

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	101 114 645	110 768 709	9,55%
Montant des dépôts des personnes physiques non membres d'un groupement (1)	86 840 478	96 131 822	10,70%
Montant des dépôts des hommes	47 131 085	52 450 989	11,29%
Montant des dépôts des femmes	39 709 393	43 680 833	10,00%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	14 274 168	14 636 887	2,54%

Tableau n°3.2: Décomposition des dépôts à terme des membres

Dépôts à vue		Dépôts à terme		Autres dépôts	
Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)
82 627 017 102	74,59%	8 593 852 418	7,76%	19 547 839 367	17,65%

Tableau n°3.3: Evolution du nombre de déposants (membres bénéficiaires ou clients ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre total de déposants (1)+(2)	573 110	608 468	6,17%
Nombre de déposants personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	517 831	550 148	6,24%
Nombre de déposants hommes (a)	275 418	293 089	6,42%
Nombre de déposants femmes (b)	242 413	257 059	6,04%
Nombre de déposants - personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc... ..)	55 279	58 320	5,50%
Nombre de comptes inactifs	3 687	1 530	-58,50%
Montants des soldes des comptes inactifs	142 093 531	23 825 592	-83,23%
Nombre total de comptes	1 730 084	1 855 878	7,27%

Tableau n°3.4: Evolution du capital social *

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Montant du capital social (en milliers de FCFA)	N/A	N/A	

* Pour les sociétés de capitaux

Tableau n°3.5: Répartition du capital social entre les principaux actionnaires

Noms et prénoms des principaux actionnaires	Montant du capital détenu (Année n)	Part du capital détenu (Année n)	Montant du capital détenu (Année n-1)	Part du capital détenu (Année n-1)
	N/A	N/A	N/A	N/A
	N/A	N/A	N/A	N/A
	N/A	N/A	N/A	N/A

IV- DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau n°4.1: Evolution du montant annuel des prêts accordés (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Montant des prêts accordés (1)+(2)	73 115 781	93 407 931	27,75%
Montant des prêts accordés aux personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	58 710 473	77 535 443	32,06%
Montant des prêts accordés aux hommes (a)	34 595 727	46 412 731	34,16%
Montant des prêt accordés aux femmes (b)	24 114 746	31 122 712	29,06%
Montant des prêt accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc... ..)	14 405 308	15 872 488	10,18%

Tableau n°4.2: Evolution du nombre des prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre de prêts accordés (1)+(2)	86 047	95 779	11,31%
Nombre de prêts accordés aux personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	75 760	85 428	12,76%
Nombre de prêts accordés aux hommes (a)	45 487	50 732	11,53%
Nombre de prêts accordés aux femmes (b)	30 273	34 696	14,61%
Nombre de prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc... ..)	10 287	10 351	0,62%
Montant moyen des prêts accordés(somme des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	849 719	975 244	14,77%

Tableau n°4.3: Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nature de l'engagement donné			
Engagements de financement donnés en faveur des institutions financières	-	-	-
Engagements de financement donnés en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	-	-	-
Engagements de garantie d'ordre des institutions financières	-	30 000	-
Engagements de garantie d'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	177 515	337 214	89,96%

Tableau n°4.4: Encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Encours total de crédits (1)+(2)	63 829 893	77 089 858	20,77%
Encours de crédits sur les personnes physiques non membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	54 909 763	66 429 215	20,98%
Encours des crédits sur les hommes (a)	33 766 584	41 083 241	21,67%
Encours des crédits sur les femmes (b)	21 143 178	25 345 974	19,88%
Encours des crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc... (2)	8 920 130	10 660 643	19,51%

Tableau n°4.5: Nombre de crédits en cours au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre de crédits encours (1)+(2)	77 033	83 272	8,10%
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques non	69 840	76 274	9,21%
Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	39 386	43 129	9,50%
Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	30 454	33 145	8,84%
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations,	7 193	6 998	-2,71%

Tableau n°4.6: Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA 2020		Encours total des crédits en milliers de FCFA 2019		Variation de l'encours des crédits à court terme	Variation de l'encours des crédits à moyen et long terme
Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme		
40 041 913	37 047 945	34 653 185	29 176 708	15,55%	26,98%

Tableau n°4.7: Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)

Nom et prénoms	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur
DOSSOU DIANA VALERE L.	1 174 669	BCEAO
DUGLI KOKU	1 344 811	CAS-IMEC
TOTAL	2 519 480	

Tableau n°4.8: Opérations sur les ressources affectées

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	-	-	-
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	-
Nombre de crédits encours sur ressources affectées	70	70	0,00%
Montant des crédits encours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	211 698	211 698	0,00%

Tableau n°4.9: Gestion du portefeuille

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	5 695 694	3 247 608(*)	-42,98%
Taux brut des créances en souffrance	8,92%	4,21%	-4,71%
Taux de remboursement des crédits accordés	ND	ND	
Taux de recouvrement des créances en souffrance	ND	ND	
Encours des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	211 698	211 698	0,00%
Taux brut des créances en souffrance sur ressources affectées	100%	100%	0,00%
Taux de remboursement des crédits accordés sur ressources affectées	0,00%	0,00%	0,00%
Taux de recouvrement des créances en souffrance sur ressources affectées	0,00%	0,00%	0,00%
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	605 488	803 621	32,72%
Taux de perte sur créances	0,94%	1,03%	0,09%

(*) dont 1 169 751 113 de crédits immobilisés

5.1 Activités de transtert rapide d'argent

. Nom et adresse du représentant : **ECOBANK : 20, Avenue Sylvanus Olympio BP 3302 Lomé Tél: 22 21 72 14**

. BSIC 3802, Boulevard du 13 janvier BP 3296 Lomé Tél: 22 20 21 98

. Banque Atlantique Togo, Place du petit marché 01 BP 3256 Lomé Tél: 22 20 88 92

. Nom des sociétés représentées : **Western Union, Money Gram, RIA**

. Nombre d'opérations exécutées au cours de l'année :

.A l'émission : 171

. A la réception : 4 607

Rubriques	2020	2021	Variation (%)
Transferts reçus (1)	82 099	45 993	-43,98%
UEMOA	12 231	6 049	-50,55%
Autres pays africains	5 647	7 011	24,16%
Union Européenne	49 480	23 855	-51,79%
Etats-Unis	11 349	7 409	-34,72%
Autres pays	3 393	1 669	-50,79%
Transferts émis (2)	380	1 302	242,63%
UEMOA	23	87	278,16%
Autres pays africains	157	-	-100,00%
Union Européenne	200	412	106,00%
Etats-Unis	-	501	-
Autres pays	-	302	#DIV/0!
Solde des transferts (3)=(1)-(2)	81 719	44 691	-45,31%

Rubriques	2020	2021	Variation (%)
Transferts reçus (1)	132 611	283 181	113,54%
UEMOA	5 655	18 927	234,72%
Autres pays africains	25 827	32 657	26,45%
Union Européenne	43 585	76 259	74,97%
Etats-Unis	47 584	135 322	184,38%
Autres pays	9 960	20 016	100,96%
Transferts émis (2)	-	-	-
UEMOA	-	-	-
Autres pays africains	-	-	-
Union Européenne	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-
Autres pays	-	-	-
Solde des transferts (3)=(1)-(2)	132 611	283 181	113,54%

Rubriques	2020	2021	Variation (%)
Transferts reçus (1)	296 612	646 146	117,84%
UEMOA	2 522	12 193	383,36%
Autres pays africains	10 390	14 788	42,34%
Union Européenne	121 530	242 891	99,86%
Etats-Unis	147 654	331 348	124,41%
Autres pays	14 516	44 926	209,48%
Transferts émis (2)	7 531	27 252	261,86%
UEMOA	3 813	8 898	133,38%
Autres pays africains	407	2 515	518,04%
Union Européenne	1 661	10 648	541,02%
Etats-Unis	1 239	1 526	23,10%
Autres pays	411	3 665	791,71%
Solde des transferts (3)=(1)-(2)	289 081	618 893	114,09%

5.2 Activités de micro assurance

5.2.1 Informations d'ordre général:

. Nombre de bénéficiaires : **141 137**

. Catégorie de prestations offertes : **Assurance - vie**

Tableau n°5.2.2 : Opérations de micro assurance (en milliers de FCFA) *

Rubriques	2020	2021	Variation (%)
Montant des primes émises	1 550 496	2 621 306	69,06%
Assurance - vie	1 550 496	2 621 306	69,06%
Assurance non vie	NA	NA	-
Montant des arriérés de primes	-	-	-
Montant des sinistres à payer	99 957	103 738	3,78%

* Il s'agit des services assurés par les coopec de base pour le compte de la CIF-VIE TOGO

Tableau n°5.3: Opérations de change

Devises concernées	Montant des devises achetées	Contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)	-	-	-	-
Dollar des EU (USD)	-	-	-	-
Franc Suisse (CHF)	-	-	-	-
Livre sterling (GBP)	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-

VI- AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1: Tarification des opérations avec la clientèle

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0%	0%	0,00%
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	5%	5%	0,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur minimum servi sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	5%	5%	0,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	18%	18%	0,00%
Taux d'intérêt effectif global	ND	ND	-

Tableau n°6.2: Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2020	2021	Variation (%)
Crédits immobiliers	8 347 357	10 826 219	29,70%
Crédits d'équipement	3 685 876	6 159 835	67,12%
Crédits à la consommation	7 066 395	6 860 170	-2,92%
Crédits de trésorerie	51 743 111	65 846 102	27,26%
Autres crédits	2 273 042	3 715 605	63,46%
TOTAL	73 115 781	93 407 931	27,75%

Tableau n°6.3: Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financière (en FCFA)
Comité d'organisation de la journée du 08 mars (Coopec Kara)	Espèces	297 500
Les agents de la Mairie (intéressement) (Coopec Aképé)	Espèces	30 000
AJAP INTERNATIONAL - 'Vacances chaude sans COVID-19' (Coopec Car-Naolo)	Espèces	10 000
ONG BELLE PORTE- pour leur AG électorale (Coopec Car-Naolo)	Espèces	15 000
Eglise Catholique de Tado (Coopec Car-Naolo)	Espèces	100 000
Gendarmerie de Kpéklémé pour prise d'armes (Coopec Car-Naolo)	Espèces	5 000
Communauté Musulmane de Sokodé (IMAMS) (Coopec Gaieté-Sokodé)	En nature	42 100
ONG CREUSET-Enfants vulnérables pour la fin d'année (Coopec Gaieté-Sokodé)	Espèces	20 000
Brigade de Kpalimé - Cérémonie militaire (Coopec Kloto)	Espèces	10 000
Doyenne d'Agou Diocèse de Kpalimé (Coopec Kloto)	Espèces	30 000
Association Bright Light	Espèces	10 000
Comité d'organisation compétition catéchétique paroisse Saints Pierre et Paul de Mango (Coopec Lumière)	Espèces	10 000
Bureau Groupement YEWOSSOU de personnes en situation de handicap (Coopec Lumière)	Espèces	10 000
Bureau Association FEDID (Coopec Niamtougou)	Espèces	5 000
Comité Jeunes anti-Covid	Espèces	15 000
Brigade de gendarmerie d'Elavagnon	Espèces	5 000
Collège NDA (Coopec Novissi)	Espèces	5 000
ONG ODIAE - Agrandissement tableau (Coopec Novissi)	Espèces	15 000
Total		634 600

Tableau n°6.4: Répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activités	2020	2021	Variation (%)
Agriculture, Syviculture et pêche	4 981 582	6 880 490	38,12%
Industries extractives	209 058	149 002	-28,73%
Industries manufacturières	537 402	651 673	21,26%
Bâtiments et travaux publics	1 627 512	1 873 301	15,10%
Commerce, restaurants, hôtels	50 971 171	66 028 368	29,54%
Electricité, gaz, eau	198 404	375 830	89,43%
Transports, entrepôts et communications	1 833 681	3 235 214	76,43%
Assurance, services aux entreprises	469 757	539 162	14,77%
Immobiliers	8 714 127	11 561 790	32,68%
Services divers	3 573 089	2 113 102	-40,86%
TOTAL	73 115 781	93 407 931	27,75%

(*) La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII- OPERATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau n°7: Opérations avec les autres institutions financières (établissement de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	51 441 285	47 181 371	-8,28%
Encours des emprunts auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	327 978	-	-100,00%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	-	-	-
Taux d'intérêt moyen des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	4%	0%	-100,00%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	38 285	22 191	-42,04%
Subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	18 213	306	-98,32%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	8 005	5 696	-28,85%

VIII- DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFEDERATIONS)

Tableau n°8: Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Nombre d'institutions affiliées déficitaires	13	3	-76,92%
Montant total du déficit d'exploitation des institutions affiliées (en milliers de FCFA)	634 794	148 736	-76,57%
Nombre d'institutions affiliées excédentaires	22	32	45,45%
Montant total de l'excédent d'exploitation des institutions affiliées (en milliers de FCFA)	691 956	1 742 383	151,81%

(*) Tableau à renseigner par les structures faitières

IX- FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau n°9: Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Par l'Assemblée Générale	0	0	
Par le Conseil d'Administration ou l'organe équivalent	310	308	-0,65%
Par le Conseil de Surveillance (*)	197	210	6,60%
Par le Comité de Crédit (*)	1185	1214	2,45%
Par les autres comités (**)	0	0	0,00%

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit

(**) A préciser

X- PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10: Indicateurs de performance financières

Indicateurs	2020	2021	Variation (%)
Marge d'intérêt en milliers de FCFA	12 430 553	13 904 853	11,86%
Produit financier net en milliers de FCFA	12 450 447	13 987 740	12,35%
Résultat net en milliers de FCFA	74 264	1 615 387	2075,19%
Taux de marge nette (1)	0,60%	11,62%	11,02%

(1) Le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt

FAITIERE DES UNITES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (FUCEC-TOGO)

**Siège Social : Bretelle Bè Klikamé Atikoumé
BP : 3541 Tél. : 22 21 06 32/22 22 25 74
LOME-TOGO**

FAITIERE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport définitif

RAPPORT GENERAL



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Aux membres de la Faïtière des Unités Coopérative d'Epargne et Crédit du Togo (FUCEC TOGO)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la Faïtière, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques prévues par la loi et les autres informations.

I- Audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Faïtière, comprenant le bilan au 31 décembre 2021 avec des fonds propres et assimilés de F CFA Six mille Six cent Quatre-vingt-neuf (6 689) millions, le compte de résultat faisant ressortir un excédent net de F CFA Vingt-deux (22) millions, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans l'état annexé.

À notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'institution à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables du Plan Comptable des SFD éditées par l'UMOA portant organisation et harmonisation des comptabilités des Systèmes Financiers Décentralisés.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Faïtière conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA

et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous portons à votre connaissance l'observation suivante :

❖ **Non -respect de la note technique d'information N° 797/DG/2021 relative à la dotation du fonds pour risques financiers généraux au niveau de la Faïtière (dotation non conforme au taux stipulé dans la note technique)**

Conformément à la note ci-dessus au 3e paragraphe, « *il est suggéré aux institutions du réseau de constituer une provision pour risques financiers et généraux à hauteur de 30 à 50 % du résultat excédentaire révisé* ». Cependant la mission a constaté qu'une provision de F CFA 130 millions représentant 86 % du résultat révisé, est constituée à la faïtière, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de la note technique. Notre proposition de reprise de la partie supplémentaire de cette provision n'est pas retenue.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis par la Direction Générale et arrêtés par le Conseil d'Administration.

La Direction Générale est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables du Nouveau Référentiel Comptable des SFD édités par l'UMOA portant organisation et harmonisation des comptabilités des Systèmes Financiers Décentralisés, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la Direction Générale d'évaluer la capacité de la Faïtière à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Direction Générale a l'intention de mettre la Faïtière en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la FUCEC – TOGO.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

II- Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations

2.1. Vérifications spécifiques prévues par l'acte uniforme de l'OHADA

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et les documents adressés aux membres de la FUCEC TOGO.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Rapport de gestion

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les autres informations adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Irrégularités et inexactitudes

En application des dispositions de l'article 716 de l'acte uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous signalons que l'irrégularité, ou l'inexactitude au cours de nos travaux est portée sur dans l'observation sous l'opinion de ce rapport.

2.2. Autres informations : vérifications spécifiques prévues par la réglementation des SFD.

Ratios prudentiels

Nous avons procédé aux vérifications relatives au respect de la réglementation prudentielle et nous vous informons que quatre (04) ratios prudentiels de la FUCEC TOGO ne sont pas respectés. Il s'agit de :

- le ratio de la couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables ;
- le ratio de la limitation des prises de participation ;
- le ratio de la constitution de la réserve générale ; et
- le ratio de la limitation des risques pris sur une seule signature.

Encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Faitière.

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi portant réglementation des SFD, les crédits accordés aux dirigeants et au personnel ont fait l'objet de l'autorisation du Conseil d'Administration.

Les crédits consentis aux personnes visées par les dispositions de la loi précitée s'élèvent à FCFA **41 604 750** au 31 décembre 2021. Il s'agit de l'encours résiduel du crédit au personnel. Ces crédits ont été autorisés conformément à la politique du crédit adoptée par le Conseil d'Administration.

Lomé, le 19 avril 2022



Koffi EKON
Expert-comptable Diplômé
Commissaire aux comptes
inscrit au Tableau de l'ONECCA-TOGO

*ANNEXE 1****RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES***

Responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Faïtière ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Faïtière à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Faïtière à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les états annexés, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons à la Direction Générale l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes et commentaires sur les comptes annuels, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

*Annexe 2****ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021***

BILAN					DIMF2000
Bases de données pour la caisse 00001					
Recues : 1					
Manquantes 0					
État: C					
Date d'arrêté : 2021/12/31					
P: A					
CAISSE CENTRALE (00001)					
D: AAO					
N.S. :					
F: 1 / 2					
M: 1 (en FCFA)					
CODE	ACTIF	BRUT	AMT/PROV	NET (N)	NET (N-1)
A01	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS..	17 903 856 486		17 903 856 486	28 849 557 787
A10	Valeurs en caisse	185 483 574		185 483 574	217 304 640
A11	Billets et monnaies	185 483 574		185 483 574	217 304 640
A12	Compte ordinaires débiteurs	2 643 755 888		2 643 755 888	15 15 111
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	11200 189 967		11200 189 967	24 789 891255
A2H	Dépôts à terme constitués	11 152 802 817		11 152 802 817	24 7 9 891255
A2I	Dépôts de garantie constitués				
A2J	Autres dépôts constitués	47 367 150		47 367 150	70 000 000
A3A	Comptes de prêts	3 382 663 306		3 382 663 306	1632 052 591
A3B	Prêts à moins d'un an	650 000 000		650 000 000	400 000 000
A3C	Prêts à terme	2 732 663 306		2 732 663 306	1232 052 591
A60	Créances rattachées	491783 750		491783 750	695 150 190
A70	Prêts en souffrance et immobilisés				
	Prêts immobilisés				
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus				
A72	Prêts en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus				
A73	Prêts en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus				
B01	OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU..	46 263 950	(3 777 619)	42 486 331	173 288 239
B2D	Crédits à court terme				
B2N	Comptes ordinaires débiteurs				
B30	Crédits à moyen terme				
B40	Crédits à long terme	41604 750		41604 750	172 348 519
B65	Créances rattachées	881582		881582	939 721
B70	Crédits en souffrance et immobilisés	3 777 619	(3 777 619)		
	Crédits immobilisés				
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus				
B72	Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus				
B73	Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	3 777 619	(3 777 619)		
C01	OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	3 092 232 650	(6 283 500)	3 085 949 150	3 496 873 256
C10	Titres de placement	896 660 057		896 660 057	1465 390 057
C30	Comptes de stock	7 653 172		7 653 172	8 583 916
C31	Stocks de biens et de meubles				
C32	Stocks de marchandises				
C33	Stocks de fournitures	7 653 172		7 653 172	8 583 916
C34	Autres stocks et assimilés				
C40	Débiteurs divers	2 125 935 890	(6 283 500)	2 119 652 390	1979 825 658
C55	Créances rattachées	10 358 134		10 358 134	12 555 130
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	17 852 077		17 852 077	18 914 931
C59	Valeurs à rejeter				
C6A	Comptes d'ordre et divers	33 773 320		33 773 320	11603 564
C6B	Compte de liaison	5 416 683		5 416 683	5 414 533
C6C	Comptes de différence de conversion				
C6G	Comptes de régularisation-actif	28 356 637		28 356 637	6 189 031
C6Q	Autres comptes transitoires				
C6R	Comptes d'attente-actif				
D01	VALEURS IMMOBILISÉES	3 965 615 420	(655 529 265)	3 310 086 155	3 248 145 035
D1A	Immobilisations financières	2 479 466 328		2 479 466 328	2 500 680 327
D1E	Titres de participation	1996 550 000		1996 550 000	1996 550 000
D1L	Titres d'investissement				
D10	Prêts et titres subordonnés	482 916 328		482 916 328	504 130 327
D1S	Dépôts et cautionnements	2 142 215		2 142 215	1547 423
D23	Immobilisations en cours	459 735 028		459 735 028	459 735 028
D24	Incorporelles	384 267 266		384 267 266	384 267 266
D25	Corporelles	75 467 762		75 467 762	75 467 762
D30	Immobilisations d'exploitation	855 447 538	(655 529 265)	199 918 273	231278 327
D31	Incorporelles	5 488 936	(5 488 936)		
D36	Corporelles	849 958 602	(650 040 329)	199 918 273	231278 327
D40	Immobilisations hors exploitation				
D41	Incorporelles				
D45	Corporelles				
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie				
D46	Incorporelles				
D47	Corporelles				
D50	Crédit bail et opérations assimilées				
D51	Crédit bail				
D52	Location avec option d'achat				
D53	Location-vente				
D60	Créances rattachées	168 824 311		168 824 311	54 903 930
D70	Créances en souffrance				
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus				
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus				
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus				
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIÉS OU MEMBRES				
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé				
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé				
E05	EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS				
E90	TOTAL ACTIFS	25 007 968 506	(665 590 384)	24 342 378 122	35 767 864 317

BILAN			DIMF2000	
État: C		CAISSE CENTRALE (00001)		
Date d'arrêté : 2021/12/31		D : AB0	F : 2 / 2	
P : A		N.S. :	M : 1 (en FCFA)	
CODE	PASSIF	NET (N)	NET (N - 1)	
F01	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	16 835 269 738	28 377 706 551	
F1A	Compte ordinaires créditeurs	6 600 271 537	4 220 727 655	
F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	10 027 000 000	23 817 100 000	
F2B	Dépôts à terme reçus	10 027 000 000	23 817 100 000	
F2C	Dépôts de garantie reçus			
F2D	Autres dépôts reçus			
F3A	Comptes d'emprunts			
F3E	Emprunts à moins d'un an			
F3F	Emprunts à terme			
F50	Autres sommes dues aux institutions financières			
F55	Ressources affectées			
F60	Dettes rattachées	207 998 200	339 878 896	
G01	OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	4 616 521	5 299 446	
G10	Comptes ordinaires créditeurs	4 616 521	5 299 446	
G15	Dépôts à terme reçus			
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial			
G30	Dépôts de garantie reçus			
G35	Autres dépôts reçus			
G60	Emprunts			
G70	Autres sommes dues			
G90	Dettes rattachées			
H01	OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	813 670 068	737 078 007	
H10	Versements restant à effectuer			
H40	Créditeurs divers	637 799 809	621 181 158	
H6A	Comptes d'ordre et divers	175 870 259	115 896 849	
H6B	Compte de liaison			
H6C	Comptes de différence de conversion			
H6G	Comptes de régularisation-passif	175 853 725	115 896 849	
H6P	Comptes d'attente-passif	16 534		
K01	VERSEMENT RESTANT À EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
K20	Titres de participation			
L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILÉS	6 688 821 795	6 647 780 313	
L10	Subventions d'investissement			
L20	Fonds affectés	4 498 655 874	4 381 794 055	
L21	Fonds de garantie	230 053 614	492 632 744	
L22	Fonds d'assurance			
L23	Fonds de bonification			
L24	Fonds de sécurité	4 224 165 959	3 845 967 650	
L25	Autres fonds affectés	44 436 301	43 193 661	
L27	Fonds de crédit	800 949 980	784 856 230	
L30	Provisions pour risques et charges	429 784 658	338 754 598	
L31	Provisions pour charges de retraite	240 566 427	240 566 427	
L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature			
L33	Autres provisions pour risques et charges	189 218 231	98 188 171	
L35	Provisions réglementées			
L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long termes			
L37	Provision spéciale de réévaluation			
L41	Emprunts et titres émis subordonnés		327 978 494	
L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		6 705 000	
L45	Fonds pour risques financiers généraux	130 000 000		
L50	Primes liées au capital			
L55	Réserves	11046 403	11046 403	
L56	Réserve générale	4 418 554	4 418 554	
L57	Réserves facultatives	2 209 295	2 209 295	
L58	Autres réserves	4 418 554	4 418 554	
L59	Écart de réévaluation des immobilisations			
L60	Capital	901000 000	901000 000	
L61	Capital appelé	901000 000	901000 000	
L62	Capital non appelé			
L65	Fonds de dotation	213 300 982	213 300 982	
L70	Report à nouveau (+ ou -)	(317 655 449)	(334 757 612)	
L75	Excédent des produits sur les charges			
L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	21739 347	17 102 163	
L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	21739 347	17 102 163	
L82	Excédent ou déficit de l'exercice			
L90	TOTAL PASSIFS	24 342 378 122	35 767 864 317	

COMPTE DE RÉSULTATS				DIMF2080	
État: C		CAISSE CENTRALE (00001)			
Date d'arrêté : 2021/12/31		D : RA0		F : 1 / 4	
P : A		N.S. :		M : 1 (en FCFA)	
CODE	CHARGES	N	N - 1		
R08	CHARGES SUR OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	958 536 270	1344 596 048		
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	104 081 321			
R1B	Organe financier				
R1C	Caisse centrale				
R1D	Trésor Public				
R1E	CCP				
R1F	Banques et correspondants	135 236			
R1H	Établissements financiers				
R1I	SFD	103 946 085			
R1K	Autres institutions financières				
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	854 454 949	1343 136 911		
R1N	Intérêts sur dépôts à terme reçus	854 454 949	1343 136 911		
R1P	Intérêts sur dépôts de garantie reçus				
R1Q	Intérêts sur autres dépôts reçus				
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts				
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an				
R2G	Intérêts sur emprunts à terme				
R2R	Autres intérêts				
R2T	Divers intérêts				
R2Z	Commissions		1459 137		
R3A	CHARGES SUR OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	118 319 914	130 663 638		
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients				
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeur				
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçu				
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial				
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçu				
R3J	Intérêts sur autres comptes de dépôts reçu				
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues				
R3Q	Autres intérêts dus				
R3T	Commissions	118 319 914	130 663 638		
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	161951154	157 315 564		
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	958 536 270	1343 136 911		
R4B	CHARGES SUR OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	50 000			
R4C	Charges et pertes sur titres de placement				
R4K	Charges sur opérations diverses	50 000			
R4N	Commissions				
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
R5C	Frais d'acquisition				
R5D	Étalement de la prime				
R5E	CHARGES SUR CRÉDIT BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES				
R5G	Charges sur opérations de crédit-bail				
R5H	Dotations aux amortissements				
R5J	Dotations aux provisions				
R5K	Moins-values de cession				
R5L	Autres charges				
R5M	Charges sur opération de location avec option d'achat				
R5N	Dotations aux amortissements				
R5P	Dotations aux provisions				
R5Q	Moins-values de cession				
R5R	Autres charges				
R5S	Charges sur opérations de location vente				
R5T	Dotations aux amortissements				
R5U	Dotations aux provisions				
R5V	Moins-values de cession				
R5X	Autres charges				
R5Y	CHARGES SUR EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNÉS	3 298 006	16 653 681		
R6A	CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE				
R6B	Pertes sur opération de change				
R6C	Commissions				
R6F	CHARGES SUR OPÉRATIONS HORS BILAN				
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières				
R6L	Charges sur engagements de financement reçues des membres, bénéficiaires ou clients				
R6M	Charges sur engagements de garanties reçues des institutions financières				
R6P	Charges sur engagements de garanties reçues des membres, bénéficiaires ou clients				
R6S	Charges sur engagements sur titres				
R6T	Charges sur autres engagements reçus				
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	8 066 581	11228 899		
R6W	Charges sur les moyens de paiement				
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	8 066 581	11228 899		
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIÈRE				

R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif		
R7C	Transfert de produits d'exploitation financière		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	154 170 181	127 809 983
	TOTAL AUTRES CHARGES FINANCIERES	129 734 501	160 005 355
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	161 951 154	157 315 564
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	154 170 181	127 809 983
	PRODUIT FINANCIER NET	1703 652 965	1435 406 547
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	62 740 948	62 000 257
R8G	Achats de marchandises	63 671 692	63 638 839
R8J	Stocks vendus		
R8L	Variations de stocks de marchandises	(930 744)	(1638 582)
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1774 699 313	1462 531 593
S02	FRAIS DE PERSONNEL	959 233 070	901 396 217
S03	Salaires et traitements	702 869 990	663 049 437
S04	Charges sociales	250 098 080	232 558 880
S05	Rémunération versée aux stagiaires	6 265 000	5 787 900
S1A	IMPOTS ET TAXES	45 963 529	56 029 966
S1B	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations		
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	45 963 529	56 029 966
S1D	Impôts directs		
S1G	Impôts indirects		
S1H	Droits d'enregistrements et de timbre	247 712	125 100
S1I	Impôts et taxes divers	45 715 817	55 904 866
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes		
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	395 849 948	339 971 126
S2B	Services extérieurs	112 876 061	107 448 135
S2C	Redevances de crédit-bail		
S2D	Loyers	7 200 000	7 200 000
S2F	Charges locatives et de co-propriété		
S2H	Entretien et réparations	28 733 442	32 167 933
S2J	Primes d'assurances	34 228 060	41 875 321
S2K	Etudes et recherches	6 822 236	215 000
S2M	Frais de formation du personnel	22 228 065	15 906 168
S2L	Divers	13 664 258	10 083 713
S3A	Autres services extérieurs	240 928 524	197 414 278
S3B	Personnel extérieur à l'institution		
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	61 601 462	61 130 908
S3E	Publicité, publications et relations publiques	24 585 136	18 205 576
S3G	Transports de biens	119 000	
S3J	Transports collectifs du personnel		
S3L	Déplacements, missions et réceptions	7 199 755	49 154 535
S3M	Achats non stockés de matières et de fournitures	47 741 126	412 13 112
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	34 825 695	27 520 097
S3P	Divers	65 350	190 050
S4A	Charges diverses d'exploitation	42 045 363	35 108 713
S4B	Redevances pour concession, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	26 694 731	19 326 738
S4D	Indemnités de fonction versées		
S4I	Frais de tenue d'assemblée	15 350 632	14 131 975
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations		
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles		
S4M	Sur immobilisations financières		
S4P	Transfert de produits d'exploitation non financière		
S4Q	Produits retro cédés		
S4R	Autres transferts de produits		
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financières		1650 000
T50	DOTATIONS AUX FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	130 000 000	
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	72 533 099	57 818 277
T53	Dotations aux amortissements des charges à répartir		6 189 030
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	72 533 099	51 629 247
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation		
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours		
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation d'exploitation		
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation hors exploitation		
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	171 119 667	107 316 007
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	3 777 619	3 777 619
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus		
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus		3 777 619
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	3 777 619	
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	6 283 500	
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	161 058 548	98 188 171
T6J	Dotations aux provisions réglementées		
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions		5 350 217
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	60 963 922	185 493 770
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS		
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS		
L80	EXCEDENT	21739 347	17 102 163
T84	TOTAL CHARGES	3 008 414 301	3 230 270 050

COMPTE DE RÉSULTATS				DIMF2080
État: C		CAISSE CENTRALE (00001)		
Date d'arrêté : 2021/12/31		D : RB0		F : 3 / 4
P : A		N.S. :		M : 1 (en FCFA)
CODE	PRODUITS	N	N - 1	
V08	PRODUITS SUR OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	2 686 796 961	2 830 736 654	
V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	1 181 815	2 712 268	
V1B	Organe financier			
V1C	Caisse centrale			
V1D	Trésor Public			
V1E	CCP			
V1F	Banques et correspondants	1 181 815	2 712 268	
V1H	Établissements financiers			
V1I	SFD			
V1K	Autres institutions financières			
V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs	990 761 408	1 399 659 526	
V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	990 761 408	1 399 659 526	
V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués			
V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués			
V2A	Intérêts sur comptes de prêts	119 241 738	86 209 268	
V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	11 556 378	7 531 869	
V2G	Intérêts sur prêts à terme	107 685 360	78 677 399	
V2Q	Autres intérêts			
V2S	Divers intérêts			
V2T	Commissions	1575 612 000	1 342 155 592	
V3A	PRODUITS SUR OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	15 667 090	17 546 726	
V3B	Intérêts sur crédit aux membres, bénéficiaires ou clients	9 284 232	11 855 524	
V3G	Intérêts sur crédit à court terme			
V3M	Intérêts sur crédit à moyen terme			
V3N	Intérêts sur crédit à long terme	9 284 232	11 855 524	
V3R	Autres intérêts	18 232	15 889	
V3T	Divers intérêts	18 232	15 889	
V3X	Commissions	6 364 626	5 675 312	
	MARGE D'INTERET DEFICITAIRE			
	TOTAL PRODUITS D'INTERETS	1 120 487 425	1 500 452 476	
V4B	PRODUITS SUR OPÉRATIONS SUR TITRES ET SUR OPÉRATIONS DIVERSES	27 144 739	33 141 889	
V4C	Produits et profits sur titres de placement	27 144 739	33 141 889	
V4E	Produits sur opérations diverses			
V4F	Commissions			
V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	62 314 947	55 923 545	
V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	27 314 947	55 923 545	
V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation	35 000 000		
V5F	Produits et profits sur titres d'investissement			
V5G	PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		1 200 000	
V5H	Produits sur opérations de crédit-bail			
V5J	Loyers			
V5K	Reprises de provisions			
V5L	Plus-values de cession			
V5M	Autres produits			
V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat			
V5P	Loyers			
V5Q	Reprises de provisions			
V5R	Plus-values de cession			
V5S	Autres produits			
V5T	Produits sur opérations de location-vente		1 200 000	
V6V	Loyers		1 200 000	
V5W	Reprises de provisions			
V5X	Plus-values de cession			
V5Y	Autres produits			
V6A	PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE			
V6B	Gains sur opérations de change			
V6C	Commissions			
V6F	PRODUITS SUR OPÉRATIONS HORS BILAN			
V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières			
V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres			
V6N	Produits sur engagements de garanties donnés aux institutions financières			
V6P	Produits sur engagements de garanties donnés aux membres			
V6Q	Produits sur engagements sur titres			
V6R	Produits sur autres engagements donnés			
V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers			
V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS			
V6V	Produits sur les moyens de paiement			
V6W	Autres produits sur prestations de services financiers			
V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIÈRE			
V7B	Plus values sur cession d'éléments d'actif			
V7C	Transferts de charges d'exploitation financières			
V7D	Divers produits d'exploitation financières			

	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	TOTAL AUTRES PRODUITS FINANCIERS	167 143 312	143 809 338
	MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	CHARGE FINANCIERE NETTE		
	VENTES		
V8B	Marge commerciale		
V8C	Vente de marchandises		
	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	144 068 899	175 889 751
W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	75 291 280	44 184 780
W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires		
W4D	Indemnités de fonction et rémunérations d'administrateurs, gérant reçues		
W4G	Plus-values de cession		
W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles		
W4J	Sur immobilisations financières		
W4K	Revenus des immeubles hors exploitation	1200 000	
W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	40 226 400	35 954 750
W4M	Charges refacturées	40 226 400	35 954 750
W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
W4P	Autres transferts de charges		
W4Q	Autres produits divers d'exploitation	33 864 880	8 230 030
W50	PRODUCTION IMMOBILISEE		
W51	Immobilisations corporelles		
W52	Immobilisations incorporelles		
W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		16 494 803
X50	REPRISE DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
X54	Reprises d'amortissements des immobilisations		
X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	68 777 619	115 210 168
X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	3 777 619	6 300 475
X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus		950 258
X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus		
X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrances de plus de 12 mois à 24 mois au plus	3 777 619	5 350 217
X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	65 000 000	108 909 693
X6I	Reprises de provisions réglementées		
X6J	Récupération sur créances amorties		
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	72 421 666	106 551 165
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS		9 280 321
L80	DEFICIT		
X84	TOTAL PRODUITS	3 008 414 301	3 230 270 050

**NOTES ET COMMENTAIRES SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

FAITIÈRE

NOTES SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021 (Montants en millions de francs CFA)

1. PRESENTATION DE LA FAITIÈRE

1.1. Historique et structure juridique

La Faïtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du TOGO (Fucec-Togo) est le réseau de Coopératives d'Épargne et de Crédit (Coopec) le plus ancien évoluant dans le secteur de la microfinance dans notre pays. Cette expérience a démarré en 1969 avec l'initiation de la première Caisse d'Entraide dans la sous-préfecture d'Akébou (Sud-Ouest du pays) par un volontaire américain du nom de James Winter, en mission au centre rural agricole de Kougnohou auprès de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo. Des bénévoles togolais ont pris son relais pour poursuivre l'essaimage des Coopec sur le territoire national. En 1983, la Fucec-Togo fut portée sur les fonts baptismaux par les Coopec regroupées en unions régionales. Après un travail de fond, ce qu'il est convenu d'appeler désormais la Faïtière des Unités de Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (Fucec-Togo) a vu le jour dans sa forme actuelle le 23 juin 2001 à Kara. En Juin 2001, la Fédération des Unions Coopératives d'Épargne et de Crédit, par changement de dénomination est devenue la Faïtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit (Fucec Togo) pour mieux coller à sa nouvelle vision d'un réseau à deux niveaux. Les Unions Régionales sont supprimées au bénéfice d'une Union Nationale dénommée Faïtière.

De nouveaux textes ont été adoptés en 2014 pour s'arrimer sur la loi réglementant les SFD.

1.2. Structure organisationnelle

L'organisation de la Faïtière repose en plus de la Direction sur huit directions qui sont :

- Direction de l'Audit Interne du Réseau (DAIR),
- Direction de l'Analyse et de la Planification (DAP),
- Direction des Services Informatiques et Technologie (DSIT),
- Direction des Finances et du Patrimoine (DFP),
- Direction des Ressources Humaines (DRH),
- Direction du Crédit et de l'Exploitation (DCE),
- Direction Commerciale et Marketing (DCM),
- Direction Générale Adjointe (DGA).

1.3. Cadre fiscal

La Faïtière est soumise en matière fiscale, aux dispositions des articles 118 et 119 de la loi sur les systèmes financiers décentralisés qui stipulent :

Article 118 : Les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit sont exonérées de tout impôt direct ou indirect, taxe ou droit afférents à leurs opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit.

Article 119 : Les membres de ces institutions sont également exonérés de tous impôts et taxes sur les parts sociales, les revenus tirés de leur épargne et les paiements d'intérêts sur les crédits qu'ils ont obtenus de l'institution.

1.4. Conventions financières, juridiques et techniques

Hormis la réglementation interne (statuts) de la FUCEC-TOGO, sa vie sociale, financière et fiscale était régie par la loi n°95-014 du 14 juillet 1995 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargnes et de crédits et par son décret d'application n°96-038 du 10 avril 1996. En 2007, les Autorités monétaires de l'UMOA ont pris une nouvelle loi pour réglementer les activités des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Désormais, au Togo, c'est la loi n° 2011-009 du 12 mai 2011 qui régit le réseau FUCEC-TOGO qui comprend trente-cinq Coopec.

En tant que groupement de personnes, doté de la personnalité morale, sans but lucratif et avec un capital variable, l'institution est exemptée des taxes et impôts sur bénéfice. Toutefois, la loi de finances gestion 2010 a modifié le code général des impôts pour soumettre les institutions de microfinance au paiement des impôts et taxes lorsque ces dernières exercent des activités qui sortent du cadre défini par la loi qui régit le secteur de la microfinance.

La FUCEC-TOGO a poursuivi au cours de l'année 2020 des partenariats avec différents acteurs notamment :

- Projet Mécanisme Incitatif pour le Financement Agricole (MIFA) ;
- Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) ;
- Projet d'Appui à la Filière Céréalière au Togo ; INADES
- Projet de Développement Rural Intégré de la Plaine de Mô (PDRI-Mô) ;
- Projet de « Renforcement des capacités d'intervention de la Fucec-Togo auprès des PME et dans le secteur agricole » AFD ;
- Projet ADA (Appui pour l'insertion professionnelle des jeunes au Togo –Youth Espoir).

1.4.1. Convention avec le Ministère de développement à la base

- Convention du 4 mai 2009

La FUCEC-TOGO a signé le 4 mai 2009 avec le Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé du Développement à la base, une convention de partenariat définissant les conditions de collaboration, de développement, de synergie d'actions et de gestion durable des crédits octroyés aux groupements identifiés par le Ministère en vue d'atteindre les objectifs de soutien aux activités économiques des groupements.

La durée maximale de la convention est de deux ans renouvelables après analyse des résultats de l'évaluation finale et l'approbation du bilan d'exécution.

- Charte portant gestion du fonds de garantie

La FUCEC-TOGO a signé le 22 décembre 2011 avec le Ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), une charte de gestion de fonds de garantie des crédits à octroyer par elle pour financer les projets d'activités génératrices de revenus identifiés par le Ministère.

1.4.2. Protocole d'accord entre COM.INT.E.S. et la FUCEC-TOGO

La FUCEC-TOGO a signé le 14 septembre 2010, un protocole d'accord avec le Comité International d'Ethique et de Solidarité à Bassar un protocole d'accord dont l'objet est de définir les modalités et les conditions de collaboration entre COM.INT.E.S. et la FUCEC-TOGO en vue de favoriser l'accès au crédit des jeunes ruraux, bénéficiaires du projet « Bonne gouvernance et développement à la base : Appui à l'entrepreneuriat des groupements des jeunes ruraux dans la région de la Kara au Togo » financé à 90% par la Délégation de la Commission de l'Union Européenne au Togo sur une période de deux ans allant du 26 février 2010 au 26 février 2012 pour financer leurs besoins en intrants agricoles et les activités génératrices de revenus.

1.4.3. Conventions avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)

La présente convention signée le 14 mars 2012, vise à définir les conditions et modalités d'octroi de crédits et de leur remboursement au titre de la ligne de crédit agricole accordée par la BADEA en faveur de la République du Togo dans le cadre du Projet de Développement de la Production rizicole dans la région de la Kara. Le fonds est géré par la FUCEC-TOGO.

1.4.4. Convention entre le Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche chargé des Infrastructures

La présente convention de collaboration N°016/2012/MDAEP/IR/CAB/PDRI.Mô relative à la création de la Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit dans le cadre du Projet de Développement Rural Intégré de la Plaine de Mô a été signée le 18 Mai 2012.

1.4.5. Protocoles avec INADES-FORMATION TOGO

- Entre INADES-FORMATION TOGO/VSF-CICDA/UROPC-SAVANES

Signé le 24 juin 2010, le présent protocole a pour but de définir les modalités et les conditions de collaboration entre INADES-Formation Togo, VSF-CICDA et UROPC-Savanes et la FUCEC-TOGO en vue de favoriser l'accès au crédit des agriculteurs, pour financer leurs besoins en intrants agricoles dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au Togo.

Il définit les conditions et les modalités de partenariat entre UROPC-Savanes, INADES-Formation Togo, VSF-CICDA et FUCEC-TOGO.

- Entre INADES-FORMATION TOGO/VSF-CICDA/CPC-TOGO

Signé le 19 mai 2010, le présent protocole a pour but de définir les modalités et les conditions de collaboration entre INADES-Formation Togo, VSF-CICDA et CPC-TOGO et FUCEC-TOGO en vue de favoriser l'accès au crédit des agriculteurs, pour financer leurs besoins en intrants agricoles et en crédit warrantage dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au Togo.

Il définit les conditions et les modalités de partenariat entre CPC-TOGO, INADES-Formation Togo, VSF-CICDA et FUCEC-TOGO.

1.4.6. Convention globale de cofinancement entre ADA et la FUCEC-TOGO

Au terme de cette convention, un budget global de 234 470 Euro a été approuvé pour deux ans pour 2015 et 2016. Le projet vise à mettre en œuvre un programme Rotary Espoir-ADA pour l'insertion professionnelle des jeunes en Afrique.

2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la Faïtière sont établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des SFD auquel tous les SFD de l'UEMOA sont soumis.

2.1 Principes comptables

Les principes comptables appliqués sont ceux relatifs aux SFD de l'UEMOA et sont les suivants :

- la continuité de l'exploitation,
- l'indépendance des exercices,
- le cout historique ou nominalisme,
- la prudence,
- la permanence des méthodes,
- la non compensation des créances et des dettes,
- l'intangibilité du bilan d'ouverture,
- l'importance de la réalité économique sur l'apparence juridique.

2.2 Méthodes comptables

Les méthodes d'évaluation comptables les plus significatives appliquées par la Faïtière sont les suivantes :

2.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les licences du logiciel de gestion paye, engagé par la Faïtière et amortis selon la méthode linéaire sur la base de trois (03) ans, soit un taux de 33,33%.

2.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire.

Les taux pratiqués sont les suivants :

Rubriques	Durée de vie
Bâtiments	20 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériels de sauvetage et de lutte contre l'incendie	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériels de bureau	3 ans
Matériels informatique	3 ans
Autres matériels et outillage	4 ans
Véhicule de transport	5 ans
Motos	4 ans

2.2.3 Opérations avec les membres

Composantes des crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les crédits à court terme, et d'autre part, les crédits à moyen et long terme. Ces crédits sont les résidus des crédits accordés au personnel du réseau dont la grande partie a été transférée à la banque.

Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain sont des créances en souffrance et sont catégorisées en :

- Créances en souffrance de 3 mois à 6 mois au plus,
- Créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus,
- Créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus.

Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation des créances douteuses, suite à un examen individuel des dossiers, et conformément aux principes édictés par les règles de prudence ainsi que par les procédures du réseau.

Classification des crédits

Conformément aux dispositions du plan comptable des SFD, la ventilation des crédits est fondée sur la classification suivante, en fonction de leur durée initiale :

- Crédit à court terme : dans la limite de douze (12) mois,
- Crédit à moyen terme : au-delà de douze (12) mois et dans la limite de trente-six (36) mois,
- Crédit à long terme : au-delà de trente-six (36) mois.

Intérêt et commissions

Les intérêts et commissions sont comptabilisés au prorata temporis au compte de résultat. La Faitière ne décompte pas d'intérêt sur les prêts et crédits classés en douteux et ayant fait l'objet de provisions pour dépréciation des créances douteuses.

Les dettes et créances rattachées sont comptabilisées dans les sous comptes de dettes et créances principales.

Dépôts de la clientèle

Les comptes ordinaires créditeurs sont rémunérés. Les comptes de dépôts à terme (DAT) sont rémunérés à des taux variant entre 3% et 6,00% en fonction des montants déposés et de la durée des dépôts.

3. REGLEMENTATION DES SFD

Les comptes sont présentés conformément :

- Aux dispositions de la loi n° 2011-009 du 12 mai 2011 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés au Togo ;
- Instruction n°025-02-2009 instituant un référentiel comptable spécifique des systèmes décentralisés de l'Union Monétaire Ouest Africaine ;
- Instruction n° 026-02-2009 relative aux conditions de mise en œuvre du plan de comptes prévu par le référentiel comptable spécifique des systèmes financiers décentralisés de l'Union Monétaire Ouest Africaine ;
- Instruction n° 030-02-2009 fixant les modalités d'établissement et de conservation des états financiers des systèmes financiers décentralisés de l'Union Monétaire Ouest Africaine ;
- Instruction n°007-06-2010 relative aux modalités de contrôle et de sanction des systèmes décentralisés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;
- Instruction n° 010-08-2010 relative aux règles prudentielles applicables aux systèmes financiers décentralisés des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;
- Instruction n°016-12-2010 relative au financement des immobilisations et des participations par les systèmes décentralisés ;
- Instruction n°017-12-2010 relative à l'organisation du contrôle interne au sein des systèmes financiers décentralisés ;
- Instruction n°018-12-2010 relative à l'obligation pour les systèmes financiers décentralisés de produire un rapport annuel ;

- Instruction n°019-12-2010 relative à la mise en place d'un fonds de sécurité ou de solidarité au sein des réseaux d'institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit ;
- Instruction n°020-12-2010 relative aux indicateurs périodiques à transmettre par les systèmes financiers décentralisés au Ministre chargé des Finances, à la Banque Centrale et à la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

4. TRESORERIE NETTE

La trésorerie nette entre l'exercice 2020 et l'exercice 2021 est de (597) millions passant de (472) millions en fin 2020 à (1 069) millions à fin 2021. Le solde de la rubrique a évolué comme suit :

Rubrique	Soldes au		
	<u>31.12.2020</u>	<u>31.12.2021</u>	<u>Ecart</u>
Caisses	217	185	(32)
Créances sur les institutions financières	28 633	17 719	(10 914)
Dettes envers les institutions financières	<u>(28 378)</u>	<u>(16 835)</u>	<u>11 543</u>
	472	1 069	597

4.1 Caisses

Le solde de cette rubrique qui s'établit au 31 décembre 2021 à FCFA cent quatre-vingt-cinq (185) millions correspond au solde inventorié des caisses de la structure Faitière au 31/12/2021.

4.2 Créances nettes sur les institutions financières

Le solde de cette rubrique est passé de F CFA cinq cent cinquante-cinq (255) millions au 31 décembre 2020 à FCFA huit cent quatre-vingt-quatre (884) millions au 31 décembre 2021, soit une hausse de FCFA six cent vingt-neuf (629) millions.

Elles se détaillent comme suit :

Rubriques	Soldes au		
	<u>31.12.2020</u>	<u>31.12.2021</u>	<u>Ecart</u>
Créances sur les institutions financières	28 633	17 719	(10 914)
Dettes envers les institutions financières	<u>(28 378)</u>	<u>(16 835)</u>	<u>11 543</u>
	255	884	629

4.3 Comptes ordinaires débiteurs

4.3.1 Comptes ordinaires débiteurs

Ils représentent les dépôts ordinaires en banques. Ils sont passés de FCFA mille cinq cent quinze (1 515) millions en 2020 pour FCFA deux mille six cent quarante-trois (2 643) millions au 31/12/2021 soit une hausse de FCFA mille cent vingt-huit (1 128) millions sur les deux exercices.

4.3.2 Autres comptes de dépôts débiteurs

Ils représentent les dépôts à terme constitués auprès des banques de la place. Ils sont passés de FCFA vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix (24 790) millions en 2020 pour FCFA onze mille deux cent (11 200) millions au 31/12/2021 soit une variation à la baisse de FCFA treize mille cinq cent quatre-vingt-dix (13 590) millions.

5. OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS (CREANCES)

Les crédits sont des financements accordés au personnel et sous-tendus par un contrat comportant des dispositions relatives notamment à la durée de remboursement, au taux d'intérêt, aux garanties. L'encours des crédits à la clientèle au 31 décembre 2021 s'établit à FCFA quarante-trois (43) millions contre FCFA cent soixante-treize (173) millions au 31 décembre 2020 soit une diminution de cent trente (130) millions. Cette rubrique s'analyse de la façon suivante :

Rubrique	31.12.2020	Soldes au	Variations
		31.12.2021	
Crédits à court terme	0	0	0
Crédits à moyen terme	0	0	0
Crédits à long terme	172	42	(130)
Créances rattachées	1	1	0
Crédits en souffrance et immobilisés	0	0	0
	173	43	(130)

5.1 Crédits en souffrance et immobilisés

Les crédits en souffrance et immobilisés se présentent ainsi :

Rubriques	Soldes au		Variations
	31.12.2020	31.12.2021	
Crédits immobilisés	0	0	0
Crédits en souffrance de 6 mois au plus		0	0
Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus			
Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0
Montant brut	4	4	0
Provisions pour créances impayées et douteuses	-4	-4	0
Total net	0	0	0

6. OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS (DETTES)

Ces dettes représentent les dépôts reliquat des agents ayant bénéficié de crédits. Ces dépôts sont de (5) millions et n'ont pas connu de variation sur la période.

7. OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES (CREANCES)

Cette rubrique se présente comme suit :

Rubrique	Soldes au		Variations
	31.12.2020	31.12.2021	
Titres et placement	1 465	896	(569)
Compte de stock	9	8	(1)
Débiteurs divers	1 980	2 120	140
Comptes d'ordre divers	12	34	22
Créances rattachées	12	10	(2)
Valeur à l'encaissement	<u>19</u>	<u>18</u>	<u>(1)</u>
	3 497	3 086	(411)

8. OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES (DETTES)

Rubriques	Soldes au		Variations
	31.12.2020	31.12.2021	
Créditeurs divers	621	638	17
Comptes d'ordre et divers	<u>116</u>	<u>176</u>	<u>60</u>
	737	814	77

9. VALEURS IMMOBILISEES

Elles se ventilent comme suit :

Rubrique	Soldes au		Variations
	31.12.2020	31.12.2021	
Immobilisations financières	2 501	2 479	(22)
Dépôts et Cautionnement	1	2	1
Immobilisations en cours	460	460	0
Immobilisations d'exploitation	231	200	(31)
Créances rattachée	55	169	114
	<u>3 248</u>	<u>3 310</u>	<u>62</u>

10. PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES

Rubriques	31.12.2020	31.12.2021	Variations
Subvention d'investissement	0	0	0
Fonds affectés	4 382	4 499	117
Fonds de crédits	785	801	16
Provisions pour risques et charges	339	430	91
Emprunt et titres subordonnés	335	0	(335)
Réserves	11	11	0
Autres réserves	0	0	0
Capital	901	901	0
Fonds de dotation	213	213	0
Report à nouveau	(335)	(318)	17
Dettes rattachées aux emprunts	0	130	130
Résultat de l'exercice	17	22	5
	6 648	6 689	41

11. PRODUITS FINANCIERS NET

Le produit financier net a évolué comme suit :

Rubriques	Soldes au		Variations
	31.12.2020	31.12.2021	
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs (a)	3	1	(2)
Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs et sur les comptes prêts (b)	1 486	1 110	(376)
Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients (c)	12	9	(3)
Autres intérêts (d)	0	0	0
Total produits d'intérêts (e) = a + b + c + d	1 501	1 120	(381)
Intérêts sur comptes d'emprunts (f)	0	0	0
Intérêts sur les opérations avec les institutions financières g	1 345	959	(386)
Total des charges d'intérêts (h) = f + g	1 345	959	(386)
Marge d'intérêt bénéficiaire (i) = e - h	156	161	5
Autres produits financiers (j)	1 438	1 671	233
Autres charges financières (k)	160	130	(30)
Autres produits financiers nets (l) = j - k	1 278	1 541	263
Produit financier net (m) = i + l	1 434	1 703	269

12. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation s'établissent à FCFA mille quatre cent soixante-deux (1 462) millions au 31 décembre 2020 et sont passés à FCFA mille sept soixante-quinze (1 775) millions au 31 décembre 2021 et se détaillent en millions de francs comme suit :

Rubriques	Solde au 31.12.2020	31.12.2021	Variations
Frais de personnel	901	959	58
Impôts et Taxes	56	46	(10)
Autres charges externes et charges diverses	340	396	56
Dotations aux amortissements et provisions	58	73	15
Dotation aux provisions pour risques généraux	0	130	130
Dotations aux provisions et pertes sur			
Créances irrécouvrables	<u>107</u>	<u>171</u>	<u>64</u>
	1 462	1 775	313

12.1 Frais de personnel

Le solde de ce compte se détaille comme suit :

Rubriques	Soldes au 31.12.2020	31.12.2021	Variations
Salaires et traitement	663	703	40
Charges sociales	232	250	18
Rémunérations versées aux stagiaires	<u>6</u>	<u>6</u>	<u>0</u>
	901	959	58

1.2.2 Autres charges externes et charges diverses

Cette rubrique comprend :

Rubriques	Solde au 31.12.2020	31.12.2021	Variations
Services extérieurs	108	113	5
Autres services extérieurs	197	241	44
Charges diverses d'exploitation	<u>35</u>	<u>42</u>	<u>7</u>
	340	396	56

1.2.3 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Elles se présentent comme suit :

<u>Rubriques</u>	<u>31.12.2020</u>	<u>31.12.2021</u>	<u>Variations</u>
Dotations aux amortissements des immob. corp	58	73	15
	<u>58</u>	<u>73</u>	<u>15</u>

1.2.4 Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables

Elles se détaillent comme suit :

<u>Rubriques</u>	<u>Soldes au 31.12.2020</u>	<u>31.12.2021</u>	<u>Variations</u>
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	4	4	0
Dotations aux prov pour dép des autres élt's Actif	0	6	6
Dotations aux provisions pour risques et charges	98	161	63
Pertes sur créances irréc. Couv par des prov.	5	0	(5)
Pertes sur créances irr. non couv par des prov	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
	107	171	64

1.3 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION

Ils comprennent :

<u>Rubriques</u>	<u>Soldes au 31.12.2020</u>	<u>31.12.2021</u>	<u>Variations</u>
Revenus sur immeubles hors expl.	0	1	1
Transferts de charges	36	40	4
Produits divers d'exploitation	8	34	26
	<u>44</u>	<u>75</u>	<u>31</u>

1.4 CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles se présentent comme suit :

<u>Rubriques</u>	<u>Soldes au : 31.12.2020</u>	<u>31.12.2021</u>	<u>Variations</u>
Charges exceptionnelles	185	61	(124)

1.5 REPRISES SUR PROV. ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES

Elles se présentent comme suit :

Rubriques	Soldes au :		
	31.12.2020	31.12.2021	Variations
Reprises de prov. Sur créances en souffrances	6	4	(2)
Reprises de prov sur dep d'elts d'actifs	109	65	(44)
Récupération sur créances amorties	0	0	0
	<u>115</u>	<u>69</u>	<u>(46)</u>

1.6 PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se présentent comme suit :

Rubriques	Soldes au		
	31.12.2020	31.12.2021	Variations
Produits exceptionnels	<u>107</u>	<u>72</u>	<u>35</u>

1.7 PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS

Elles se présentent comme suit :

Rubriques	Soldes au		
	31.12.2020	31.12.2021	Variations
Pertes sur exercices antérieurs	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

1.8 PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS

Ils se présentent comme suit :

Rubriques	Soldes au		
	31.12.2020	31.12.2021	Variations
Profits sur exercices antérieurs	<u>9</u>	<u>0</u>	<u>(9)</u>



FUCEC-TOGO

INSTITUTION FAÏTIÈRE

Siège social : Bretelle Bè Klikamé Attikoumé

BP : 3541- Tél 22 21 06 32/ 22 22 25 74

Fax (228) 22 22 25 70

E-mail reseau@fucec-togo.com

Site web : www.fucec-togo.com